



# Banque Royale du Canada | Deuxième trimestre de 2016

## Contribuer à la réussite des clients et à la prospérité des collectivités



### Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2016

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

**TORONTO, le 26 mai 2016** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 573 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2016, en hausse de 71 millions de dollars, soit 3 %, par rapport à un an plus tôt. En excluant un élément précisé<sup>(1)</sup> comptabilisé l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net a augmenté de 179 millions de dollars, ou 7 %. Nos résultats rendent compte de l'excellent bénéfice du secteur Gestion de patrimoine, qui a bénéficié de l'intégration de City National Bank (City National), du bénéfice record des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et du bénéfice à la hausse du secteur Assurances. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie qui avaient enregistré des résultats solides il y a un an. Nos résultats rendent aussi compte de l'incidence favorable du change et des avantages résultant de la gestion de l'efficacité à laquelle nous prêtons encore toute notre attention. Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 0,36 % représente un ratio de 0,32 % de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts douteux et un ratio de 0,04 % de la dotation à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux. Le ratio à l'égard des prêts douteux a augmenté de 7 points de base par rapport à un an auparavant, par suite surtout de la faiblesse persistante des prix du pétrole.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 126 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Assurances, Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, hausse partiellement contrebalancée par une diminution du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie. Pour le trimestre, la dotation à la provision pour pertes sur créances a grimpé de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) en ce qui concerne les prêts non encore désignés comme douteux. Le ratio de dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisé au titre des prêts douteux de 0,32 % est relativement stable par rapport au trimestre précédent.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, calculé conformément à l'accord de Bâle III, s'est amélioré pour atteindre 10,3 %, en hausse de 40 points de base en regard du trimestre précédent.

« Nos résultats du trimestre sont excellents, notre bénéfice ayant dépassé les 2,5 milliards de dollars, ce qui reflète la solidité de la plupart de nos secteurs d'activité. Je suis ravi de notre performance pour ce premier semestre, dont le bénéfice est supérieur à 5 milliards de dollars, et ce, malgré un contexte opérationnel difficile, a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. Soutenue par notre culture et notre engagement envers les clients, à qui nous donnons toute la priorité, RBC continue d'avancer en conservant sa solide position grâce à la stabilité de son modèle d'affaires diversifié, à sa gestion prudente des risques et à sa capacité à gérer les coûts efficacement. »

#### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 573 millions de dollars (en hausse de 3 % par rapport à 2 502 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en baisse de 0,02 \$ par rapport à 1,68 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires<sup>(2)</sup> de 16,2 % (en baisse de 310 points de base par rapport à 19,3 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 10,3 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse de 30 points de base par rapport à 10,0 %)

#### Résultats excluant l'élément précisé<sup>(1)</sup> : Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 573 millions de dollars (en hausse de 7 % par rapport à 2 394 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en hausse de 0,05 \$ par rapport à 1,61 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,2 % (en baisse de 230 points de base par rapport à 18,5 %)

L'élément précisé pour le deuxième trimestre de 2015 a trait à un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine qui a donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.

1 Ces mesures sont hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.  
2 Cette mesure n'a pas de sens normalisé au titre des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.

#### Table des matières

<b>1</b>	<b>Faits saillants du deuxième trimestre</b>				
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	<b>60</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>
<b>2</b>	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	18	Gestion de patrimoine	<b>60</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
<b>2</b>	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	20	Assurances	60	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	21	Services aux investisseurs et trésorerie	60	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
3	Faits saillants financiers et autres	22	Marchés des Capitaux	61	Changements futurs des informations et directives réglementaires
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	Services de soutien généraux	61	Contrôles et procédures
<b>7</b>	<b>Principaux événements de 2016</b>	<b>24</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>	<b>61</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>
<b>7</b>	<b>Rendement financier</b>	<b>25</b>	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	<b>62</b>	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
7	Vue d'ensemble	<b>27</b>	<b>Situation financière</b>	<b>63</b>	<b>États financiers intermédiaires résumés (non audité)</b>
<b>13</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	27	Bilans résumés	<b>69</b>	<b>Notes annexes (non audité)</b>
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	28	Arrangements hors bilan	<b>98</b>	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	<b>31</b>	<b>Gestion du risque</b>		
		31	Risque de crédit		
		40	Risque de marché		
		46	Risque de liquidité et de financement		
		<b>55</b>	<b>Gestion du capital</b>		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2016 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2016. Le présent rapport de gestion, daté du 25 mai 2016, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2016 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2015. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2015, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act de 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016; la faiblesse des cours du pétrole et du gaz; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; l'exposition à des secteurs plus volatils, notamment les prêts liés au secteur immobilier commercial et au financement avec endettement; la cybersécurité; la lutte contre le blanchiment d'argent; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements; le risque fiscal et la transparence; et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2015, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Vue d'ensemble et perspectives

#### Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons plus de 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 36 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	9 526 \$	9 359 \$	8 830 \$	18 885 \$	18 474 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	460	410	282	870	552
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	988	829	493	1 817	2 015
Frais autres que d'intérêt	4 887	4 960	4 736	9 847	9 356
Bénéfice avant impôt	3 191	3 160	3 319	6 351	6 551
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 502 \$</b>	<b>5 020 \$</b>	<b>4 958 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 297 \$	1 290 \$	1 200 \$	2 587 \$	2 455 \$
Gestion de patrimoine	386	303	271	689	501
Assurances	177	131	123	308	308
Services aux investisseurs et trésorerie	139	143	159	282	301
Marchés des Capitaux	583	570	625	1 153	1 219
Services de soutien généraux	(9)	10	124	1	174
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 502 \$</b>	<b>5 020 \$</b>	<b>4 958 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	1,67 \$	1,59 \$	1,68 \$	3,26 \$	3,34 \$
– dilué	1,66	1,58	1,68	3,25	3,33
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,2 %	15,3 %	19,3 %	15,8 %	19,3 %
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,31 %	0,25 %	0,33 %	0,24 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,32 %	0,31 %	0,25 %	0,31 %	0,24 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (3)	0,71 %	0,59 %	0,46 %	0,71 %	0,46 %
Ratio de liquidité à court terme (4)	133 %	127 %	113 %	133 %	s.o.
<b>Ratios de capital, ratio de levier et coefficients</b>					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,3 %	9,9 %	10,0 %	10,3 %	10,0 %
Ratio du capital de première catégorie	11,9 %	11,3 %	11,6 %	11,9 %	11,6 %
Ratio du capital total	14,0 %	13,4 %	13,5 %	14,0 %	13,5 %
Ratio de levier	4,2 %	4,0 %	4,0 %	4,2 %	4,0 %
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	1 150 357 \$	1 200 352 \$	1 032 172 \$	1 150 357 \$	1 032 172 \$
Valeurs mobilières	224 371	233 711	222 643	224 371	222 643
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	508 194	516 186	448 310	508 194	448 310
Actifs liés aux dérivés	115 298	132 560	107 004	115 298	107 004
Dépôts	741 454	769 568	651 551	741 454	651 551
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	60 825	63 111	51 779	60 825	51 779
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	62 400	61 450	51 500	61 950	50 350
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	437 148	462 449	398 992	437 148	398 992
Biens sous gestion (5)	544 900	561 500	486 300	544 900	486 300
Biens administrés (5), (6)	4 597 900	4 823 200	4 835 100	4 597 900	4 835 100
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 487 346	1 486 560	1 442 078	1 486 871	1 442 339
– moyenne diluée	1 495 609	1 495 035	1 448 651	1 495 245	1 449 037
– à la fin de la période	1 488 219	1 486 631	1 443 102	1 488 219	1 443 102
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,81 \$	0,79 \$	0,77 \$	1,60 \$	1,52 \$
Rendement de l'action (7)	4,5 %	4,4 %	4,0 %	4,5 %	3,9 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	77,92 \$	72,55 \$	80,11 \$	77,92 \$	80,11 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	115 962	107 855	115 607	115 962	115 607
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	76 300	76 380	73 136	76 300	73 136
Nombre de succursales	1 427	1 430	1 361	1 427	1 361
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 898	4 900	4 913	4 898	4 913
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (9)	0,768 \$	0,728 \$	0,806 \$	0,748 \$	0,822 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,797 \$	0,714 \$	0,829 \$	0,797 \$	0,829 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 531 millions de dollars (636 millions au 31 janvier 2016) lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National, ce montant étant couvert à plus de 80 % par des accords de partage de pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). L'acquisition de ces PDA a accru de 10 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux du deuxième trimestre de 2016 (9 points au 31 janvier 2016). Pour plus de détails, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme est une nouvelle mesure réglementaire s'inscrivant dans le cadre de l'accord de Bâle III, que nous calculons conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2015, nous avons adopté le ratio de liquidité à court terme de manière prospective, et ce ratio ne s'applique pas aux périodes précédentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement. Le ratio de liquidité à court terme du premier trimestre de 2016 a été révisé par rapport au ratio présenté précédemment.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 19,8 milliards et 9,9 milliards de dollars (20,4 milliards et 9,7 milliards au 31 janvier 2016; 22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015).
- (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (9) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 25 mai 2016

Les prédictions et les prévisions présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Canada

Le taux de croissance annualisé estimatif de l'économie canadienne pour le premier trimestre civil devrait être de 3,1 %, mené par une forte croissance des exportations et des dépenses à la consommation. Cette croissance a été partiellement attribuable à une politique monétaire accommodante, ainsi qu'à la dépréciation du dollar canadien qui a permis à l'économie de compenser le recul du secteur de l'énergie. Les ventes de véhicules automobiles ont atteint des niveaux record, tandis que les mises en chantier se sont mises à régresser en avril après avoir connu une hausse au premier trimestre civil de 2016. Le marché du travail a été stable, alors que les salaires ont continué de grimper. Le taux de chômage au pays a baissé pour s'établir à 7,1 %, ayant été de 7,2 % en janvier, alors qu'en Alberta, il a reculé en atteignant 7,2 % en avril, contre 7,4 % en janvier, du fait d'une contraction de la population active. Dans son budget du 22 mars, le gouvernement fédéral a annoncé de nouvelles mesures de dépenses, y compris des investissements en infrastructures, ce qui devrait soutenir la croissance économique. La remontée récente du cours du pétrole, ainsi que les signes antérieurs d'une progression économique, a revigoré le dollar canadien. Le 25 mai, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 0,5 %, affirmant que l'ajustement structurel de l'économie en fonction de la crise du cours du pétrole se poursuivait. Elle a aussi souligné les répercussions des feux de forêt de l'Alberta, qui se traduiront par un deuxième trimestre civil plus faible que prévu à cause de l'interruption de la production pétrolière. Au troisième trimestre civil, l'économie devrait rebondir lorsque la production redémarrera et que la reconstruction débutera en Alberta.

En mai, les feux de forêt ont occasionné un arrêt temporaire de la production des installations de sables bitumineux près de Fort McMurray, en Alberta. La situation est en train d'évoluer, mais cette interruption devrait réduire le taux de croissance annualisé du PIB de un point de pourcentage au deuxième trimestre civil de 2016. La croissance devrait décoller au troisième trimestre civil puisqu'on s'attend à ce que la production retrouve son niveau normal. À l'exclusion de ces revers temporaires, nous prévoyons toujours que la vigueur des exportations non liées à l'énergie et des dépenses à la consommation, ainsi que la stimulation budgétaire, compensera la baisse des résultats du secteur de l'énergie. Les exportations nettes devraient poursuivre leur croissance à mesure que les dépenses intérieures américaines augmenteront et que la faiblesse du dollar canadien améliorera la compétitivité des exportateurs. Notre taux de croissance prévisionnel de 1,8 % pour 2016 demeure inchangé par rapport à celui du 23 février 2016. Pour le reste de 2016, nous nous attendons à une stimulation de l'économie grâce aux mesures budgétaires, à mesure que le secteur de l'énergie s'adaptera au fléchissement du cours du pétrole. Compte tenu de ces facteurs, nous pensons que la Banque du Canada maintiendra à 0,5 % son taux de financement à un jour jusqu'à la fin de l'année civile 2016 et qu'elle commencera à hausser les taux d'intérêt au cours du premier semestre de 2017.

### États-Unis

Au premier trimestre civil de 2016, la croissance de l'économie américaine a ralenti en affichant un taux annualisé estimé de 0,5 %, contre 1,4 % pour le trimestre précédent, en raison d'une diminution des exportations, d'une réduction de la croissance des dépenses à la consommation et d'une baisse des investissements des entreprises. Le volume des exportations s'est encore ressenti de l'appréciation du dollar américain et de la faiblesse de la croissance mondiale. Toutefois, les investissements résidentiels ont continué à s'améliorer du fait de la hausse du revenu des ménages, et la poussée des dépenses publiques a aussi contribué à compenser la réduction des investissements des entreprises. Le marché du travail est demeuré stable, et le taux de chômage de 5,0 % en avril s'est rapproché du taux de plein-emploi. Même si le marché du travail s'est encore amélioré, la Federal Reserve Bank des États-Unis (Réserve fédérale) a maintenu une politique de prudence en avril et maintenu son taux directeur dans une fourchette de 0,25 % à 0,5 %.

Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie américaine de 2,0 % au cours de l'année civile 2016, soit un taux inférieur à notre estimation précédente de 2,3 % du 23 février 2016. Nous nous attendons à une hausse des dépenses à la consommation, car les indicateurs annoncent une croissance du revenu liée aux hausses salariales et aux créations d'emplois d'ici la fin de 2016. Nous prédisons aussi un léger rebond des investissements des entreprises dans d'autres secteurs que celui de l'énergie dans un contexte de meilleure situation financière et de regain de confiance.

### Europe

L'activité économique a poursuivi son redressement dans la zone euro, et son taux de croissance pour le premier trimestre de 2016 a été de 0,5 %, stimulée par la hausse des investissements des entreprises et celle de la consommation intérieure. Le taux de chômage en mars a atteint 10,2 %, son niveau le plus bas depuis août 2011, contre 10,4 % en décembre 2015. En mars, la Banque centrale européenne (BCE) a élargi son programme d'achat de titres en augmentant ses achats mensuels de 20 milliards d'euros, les portant à 80 milliards d'euros en y incluant des obligations de sociétés non financières. Précédemment, seuls les titres du secteur public, les titres adossés à des actifs et les obligations sécurisées, tous libellés en euros, y étaient admissibles.

Dans l'ensemble, nous prévoyons que l'économie de la zone euro croîtra à un taux estimé à 1,7 % pour l'année civile 2016, le même que celui indiqué le 23 février 2016, à mesure que les retombées des activités de relance de la BCE feront sentir leurs effets et que le cours de l'euro s'affaiblira. Cependant, les décideurs s'inquiètent encore du faible taux d'inflation et des perspectives d'une inflation modérée. En mars, la BCE a annoncé qu'elle baisserait le taux de dépôt, qui passerait de (0,3)% à (0,4)%, ce qui cadre avec notre estimation de février.

### Marchés financiers

Même si les marchés ont subi d'énormes fluctuations dans la première partie de l'année, la volatilité des marchés a commencé à se stabiliser dans la deuxième moitié du trimestre. Les investisseurs ont repris confiance, puisque les entreprises ont affiché des bénéfices plus élevés que prévu grâce à la remontée du cours du pétrole et à des données économiques encourageantes. Par ailleurs,

les banques centrales d'un peu partout dans le monde ont reconfirmé leur engagement de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas en vue de stimuler une croissance et une inflation anémiques dans les économies développées. Au Canada, le rendement des obligations d'État à long terme a remonté pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Les écarts de taux sur les obligations de sociétés se sont élargis plus tôt cette année à cause des craintes suscitées par la mollesse de la croissance mondiale et de la situation toujours inquiétante du secteur de l'énergie, mais ils se sont resserrés depuis la mi-février. Le cours du pétrole poursuit sa remontée, celui du brut atteignant un sommet pour la période de six mois écoulée, soit 45 \$ le baril, bien qu'il demeure inférieur à celui de la période correspondante de 2015. La hausse récente du cours du pétrole et l'amélioration du rendement des obligations d'État ont aussi revigoré le dollar canadien. Le cours des métaux non précieux a remonté par suite des signes d'une stabilisation de la demande chinoise pour l'acier.

Comme les facteurs macroéconomiques défavorables dont il est question plus haut, notamment la faiblesse du cours du pétrole, l'incertitude suscitée par les sables bitumineux de l'Alberta et le ralentissement de la croissance économique mondiale, pourraient modifier nos perspectives et nos résultats pour le reste de l'exercice 2016 et les périodes à venir, car s'ils persistent, ils pourraient entraîner une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail et avoir des répercussions sur le contexte commercial et la conjoncture économique des régions où nous exerçons nos activités.

### Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de la mise en œuvre de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Les nouvelles réalités de l'heure comprennent les modifications qui continuent d'être apportées aux normes visant le capital et les liquidités à l'échelle mondiale comme au pays, les réformes concernant les dérivés hors cote, les initiatives visant à accroître les exigences s'appliquant aux institutions d'importance systémique dans le secteur financier, ainsi que les modifications apportées aux régimes de résolution mis en place en matière de recapitalisation interne et de capacité totale d'absorption des pertes. Nous poursuivons également la mise en œuvre des règles adoptées en vertu de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi Dodd-Frank) aux États-Unis, dont celles liées à un nouveau régime de surveillance des sociétés de portefeuille et les organisations bancaires étrangères (la « règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères », intitulée *FBO Rule*).

#### *Normes prudentielles plus strictes pour les organisations bancaires étrangères*

Nous avons encore accompli des progrès dans notre tentative de constituer nos actifs américains non liés à des succursales ni à des agences en une société de portefeuille intermédiaire américaine conformément à la règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères et d'améliorer notre cadre ainsi que nos pratiques de gouvernance et de surveillance de la gestion des risques en vue de mettre en œuvre et d'appuyer l'infrastructure et les normes requises au soutien des exigences au cours des prochaines années. Le 4 mars 2016, la Réserve fédérale a de nouveau proposé une règle distincte visant à limiter les risques de crédit des grandes institutions bancaires (y compris les opérations bancaires étrangères et les sociétés de portefeuille intermédiaires) par contrepartie, groupe ou contrepartie liée, que ce soit en raison d'interdépendance économique ou de relation de contrôle. Selon la proposition, le risque de crédit net auquel s'exposent l'ensemble de nos établissements américains (soit la société de portefeuille intermédiaire et les succursales et agences américaines) à chaque contrepartie non affiliée ou à chaque groupe de sociétés liées sera limité à 25 % de notre capital de première catégorie consolidé (théoriquement 13 milliards de dollars au 30 avril 2016), à 15 % de notre capital de première catégorie consolidé pour le risque de crédit net à l'égard des banques d'importance systémique mondiale (théoriquement 8 milliards de dollars au 30 avril 2016) et à 25 % du capital réglementaire de première catégorie de notre société de portefeuille intermédiaire pour son risque de crédit net à l'égard de chaque contrepartie non affiliée ou de chaque groupe de sociétés liées (théoriquement 3 milliards de dollars au 31 mars 2016). Nous estimons qu'il nous faudra modifier nos systèmes actuels et mettre en place des dispositifs de surveillance et d'information adéquats pour pouvoir respecter ces limites prescrites avant la date d'entrée en vigueur de cette règle, qui sera fixée une fois que la version finale de celle-ci aura été publiée. Selon la proposition, la règle devra être respectée tous les jours, et un rapport mensuel de conformité devra être soumis à la Réserve fédérale à titre de preuve. Nous ne nous attendons pas à ce que ces normes aient une incidence significative sur nos résultats globaux.

#### *Régime de recapitalisation interne au Canada*

Le 20 avril 2016, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi visant à créer un régime de « recapitalisation interne » des banques s'appliquant aux six banques d'importance systémique intérieure. Aux termes du régime, si le surintendant des institutions financières est d'avis qu'une banque d'importance systémique intérieure n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de l'être, et que sa viabilité ne peut être rétablie malgré les pouvoirs dont dispose le surintendant, le gouvernement du Canada peut notamment nommer la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) comme séquestre de cette banque et ordonner à la SADC de convertir certaines actions et certains passifs de cette banque en actions ordinaires de celle-ci ou d'une de ses sociétés affiliées. Les actifs et les passifs qui seraient convertis, ainsi que les termes et les conditions de la conversion, seront prescrits dans la réglementation à venir. La loi proposée stipule aussi que le surintendant imposera à une telle banque d'importance systémique intérieure d'avoir une capacité minimale lui permettant d'absorber les pertes. Des exigences accrues en matière d'absorption des pertes s'appliqueraient afin de s'assurer que les banques touchées maintiennent des fonds propres suffisants pour absorber les conversions proposées. Le projet de loi pourrait être modifié avant d'être approuvé par le Parlement. Bien qu'on ignore encore les paramètres de conversion et d'absorption des pertes, RBC s'attend à ce que ces changements viennent augmenter ses coûts de financement à long terme non garanti. Toutefois, ces changements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur nos résultats globaux.

#### *Normes fiduciaires uniformes*

Le 6 avril 2016, le département du Travail des États-Unis a publié une règle définitive établissant une norme fiduciaire uniforme à l'intention des prestataires de services-conseils en placements et de services connexes en ce qui concerne les régimes de retraite américains et les titulaires de compte d'épargne-retraite individuel. Comme on s'y attendait, la nouvelle règle, qui entrera en vigueur

le 10 avril 2017, imposera de nouvelles exigences en matière de règlement et de coûts aux courtiers et conseillers en placements de notre secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis qui prodiguent des conseils individualisés en placement selon une norme de « pertinence » plutôt qu'une norme fiduciaire. Le 28 avril 2016, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont proposé leur propre version d'une « norme d'intérêt supérieur » réglementaire visant à remplacer la norme actuelle que les conseillers, courtiers et représentants inscrits doivent respecter, pour qu'ils traitent leurs clients équitablement, honnêtement et de bonne foi. Des normes semblables ont été proposées ou finalisées dans des pays comme le Royaume-Uni et l'Australie. Même si nous n'estimons pas que cela ait de grandes conséquences sur notre résultat global, l'application de cette règle pourrait se répercuter sur les pratiques commerciales actuelles de notre secteur Gestion de patrimoine et sur celles d'autres entreprises qui pourraient être concernées au même titre.

#### *Réglementation des activités de gestion d'actifs*

Le Conseil de stabilité financière et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) se sont engagés à formuler des recommandations avant la fin de 2016 afin de gérer les vulnérabilités structurelles engendrées par les activités de gestion d'actifs, en vue de les soumettre aux chefs des pays du G20, à temps pour leur sommet de septembre 2016. D'autres pays, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, effectuent des analyses similaires en ciblant les risques éventuels que poseraient les activités de gestion d'actifs à la stabilité financière. Selon nous, ces démarches pourraient donner naissance à de nouveaux règlements ayant une incidence sur nos fonds communs de placement canadiens et internationaux concernant la gestion de liquidités et la divulgation d'informations plus étoffées aux organismes de réglementation et d'informations additionnelles aux investisseurs.

#### *Réformes mondiales du marché des dérivés hors cote*

Des directives conjointes publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et l'OICV en septembre 2013 contiennent une norme d'échange obligatoire de marges initiales et de marges sur variation (c.-à-d. des marges détenues comme garanties contre le risque de défaillance de la contrepartie) sur des dérivés bilatéraux hors cote. Le 29 février 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié les règles nationales donnant effet aux directives conjointes du CBCB et de l'OICV, qui doivent être respectées le 1<sup>er</sup> septembre 2016 au plus tard. Ces nouvelles exigences représentent un changement fondamental dans la façon dont se négocient les dérivés hors cote non compensés centralement et imposent une documentation de toutes les contreparties concernées avant la date limite. Le montant de la marge initiale nécessaire peut augmenter si les banques ne peuvent se fier à une approche de notations internes mais plutôt à une approche standardisée (moins sensible aux risques).

Le 13 avril 2016, la SEC a adopté les règles définitives qui obligent les opérateurs de swaps sur titres d'établir un dispositif de surveillance de leurs activités, y compris de nommer un chef de la conformité. Ces règles imposent aussi à ces opérateurs de divulguer à la contrepartie les risques, les conflits et les autres renseignements importants au sujet d'un swap et de s'assurer que toutes les recommandations adressées à la contrepartie sont appropriées. La Commodity Futures Trading Commission des États-Unis (CFTC) devrait publier la version définitive de la règle en 2016 qui établira les marges requises pour les swaps transfrontaliers non compensés (dans la mesure où ces marges ne seraient pas couvertes par les règles adoptées précédemment relativement aux swaps non compensés), ainsi qu'une règle sur le capital requis pour les opérateurs de swaps avant la mi-2016 et les règles définitives sur la négociation algorithmique avant la fin de 2016. La CFTC envisage aussi d'adopter les règles définitives qui imposeront des limites quant à la taille des positions pouvant être prises sur certains contrats dérivés.

#### *Capital réglementaire et ses exigences*

Le 29 avril 2016, le BSIF a publié des projets de mise à jour relativement au capital réglementaire requis pour les prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels. Ces mises à jour veilleront à ce que les normes de capital demeurent prudentes dans des périodes où le prix des maisons est relativement élevé par rapport au revenu des ménages. Elles instaureront un plancher, sensible au risque, pour le capital requis établi selon l'approche des notations internes, afin qu'on prenne en compte les périodes où la valeur des biens donnés en garantie deviendrait moins certaine.

Le 6 avril 2016, le CBCB a publié certaines révisions proposées qui seraient apportées à la conception et à la calibration du ratio de levier. Ces propositions portent notamment sur l'adoption d'une version modifiée de l'approche standardisée pour l'évaluation du risque de crédit de contrepartie, dans le but de déterminer les expositions aux dérivés et d'aligner les facteurs de conversion des expositions des éléments hors bilan en équivalent-risque de crédit sur les facteurs proposés au titre de la révision de l'approche standardisée au risque de crédit selon le cadre de Bâle III fondé sur le risque, ainsi que sur des exigences supplémentaires visant à harmoniser les expositions non réglées des entités comptabilisées selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement et selon la méthode de comptabilisation à la date de transaction.

Le 24 mars 2016, le CBCB a proposé de nouvelles mesures en vue de réduire la complexité du cadre actuel de Bâle III ayant trait au capital réglementaire fondé sur l'approche des notations internes, d'améliorer la comparabilité entre les institutions et entre les territoires et de traiter de la question de variabilité excédentaire de certaines exigences de capital, notamment en cas d'estimations non fiables.

Le 4 mars 2016, le CBCB a proposé de réviser le cadre de Bâle III concernant le capital lié au risque opérationnel (l'approche d'évaluation standardisée) afin de simplifier le cadre actuel et d'en accroître la comparabilité et d'y ajouter des facteurs de sensibilité au risque. L'approche d'évaluation standardisée vise à rendre le cadre plus simple en remplaçant trois approches standardisées existantes, ainsi que l'approche de mesure avancée. Le CBCB s'attend à ce que cette proposition ait un effet relativement neutre sur le capital de la plupart des banques.

Ces propositions ont été publiées à titre consultatif, afin de recueillir les commentaires des diverses parties prenantes. Les révisions proposées ne sont donc pas définitives. Nous continuons de surveiller les projets de réglementation à mesure que le CBCB et le BSIF les publient.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques

principaux et risques émergents et à la rubrique Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2015. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2015, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.

## Principaux événements de 2016

### Compagnie d'assurance générale RBC

Le 21 janvier 2016, nous avons annoncé la signature d'une entente stratégique de 15 ans avec Aviva Canada Inc. De plus, Aviva Canada fera l'acquisition de la Compagnie d'assurance générale RBC pour 582 millions de dollars, sous réserve de rajustements de clôture. La transaction devrait se conclure au troisième trimestre de 2016 sous réserve des conditions de clôture d'usage, dont la délivrance des approbations réglementaires requises. Le gain net après impôt tiré de la transaction est actuellement estimé à 200 millions de dollars. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

### Certains services de gestion de patrimoine dans les Antilles

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une convention visant la vente de nos services de fiducie, de garde et d'administration des fonds dans les Antilles à SMP Partners Group, sous réserve des rajustements de clôture d'usage et de la délivrance des approbations réglementaires. La transaction devrait se clore au deuxième semestre de l'année civile 2016. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

### City National Corporation

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. La contrepartie totale de la transaction d'un montant de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) a été versée sous forme d'un montant en trésorerie de 3,4 milliards de dollars (2,6 milliards de dollars US), d'un nombre de 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC et de 360 millions de dollars (275 millions de dollars US) d'actions privilégiées de premier rang de RBC. City National a été regroupée avec le groupe américain de Gestion de patrimoine au sein du secteur Gestion de patrimoine. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

## Rendement financier

### Vue d'ensemble

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est établi à 2 573 millions de dollars, soit une hausse de 71 millions, ou 3 %. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,66 \$, en baisse de 0,02 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 16,2 %, en baisse de 310 points de base par rapport à 19,3 % un an auparavant. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se sont tous deux ressentis de notre acquisition de City National en raison de l'émission d'actions ordinaires de RBC dont il est fait mention ci-dessus. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie correspond à 10,3 %.

Exclusion faite du profit d'il y a un an de 108 millions de dollars (avant et après impôt) qui a été désigné comme un élément précisé dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net s'est accru de 179 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,05 \$, s'élevant à 1,66 \$. Nos résultats reflètent la hausse des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances, lesquels ont été contrebalancés partiellement par la baisse des bénéfices des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie. Nos résultats rendent aussi compte d'une augmentation attribuable à l'écart de change.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement du fait de l'intégration de City National, dont l'apport au résultat net s'est établi à 66 millions de dollars (voir le détail à la section portant sur le secteur Gestion de patrimoine aux pages 18, 19 et 20). L'augmentation est également imputable aux avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficacité, à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une baisse des coûts de restructuration relatifs au secteur Gestion de patrimoine – International. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions attribuable à une diminution des activités des clients.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient essentiellement à une croissance marquée des volumes de vente, à l'avantage d'avoir eu un jour supplémentaire dans le trimestre considéré et à la croissance des revenus tirés des services tarifés au Canada, ainsi qu'à l'augmentation des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte de 23 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname).

Les résultats du secteur Assurances reflètent essentiellement l'incidence favorable des profits générés sur les placements liés aux activités d'assurance vie au Canada et une diminution des coûts nets liés aux sinistres des activités d'assurance canadiennes et internationales.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est replié surtout en raison de la baisse des résultats de la division Marchés Mondiaux et de la baisse des résultats des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement par suite d'une diminution des activités des clients, et aussi en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été partiellement compensés par une baisse de la rémunération variable, une réduction des impôts et une augmentation attribuable à l'écart de change.

Le bénéfice des Services aux investisseurs et trésorerie a fléchi surtout à cause des investissements accrus en technologies et d'une baisse du bénéfice généré sur les exécutions d'opérations de change (en raison d'une réduction des activités des clients). Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices résultant de la croissance des dépôts des clients, par l'élargissement des écarts de taux sur ces dépôts et par une hausse de bénéfice attribuable à l'écart de change.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital.

### **Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le bénéfice net a augmenté de 126 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,08 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 90 points de base par rapport à 15,3 % au trimestre précédent.

Nos résultats ont progressé surtout en raison de l'augmentation du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine, laquelle est attribuable aux avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficience, à une diminution de la rémunération variable et à une hausse du bénéfice de City National en raison de la croissance des prêts et de la diminution des frais d'acquisition et d'intégration. Ont aussi contribué à cette progression une économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure et une diminution des coûts nets liés aux sinistres dans le secteur Assurances, une croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de syndication de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'une baisse des frais de personnel et un élargissement des écarts de taux au sein des Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été atténués par une plus faible incidence du change, par une augmentation de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux, par l'effet des facteurs saisonniers (notamment le nombre inférieur de jours dans le trimestre) et par une diminution du revenu des Services aux investisseurs et trésorerie tiré de la gestion de liquidités et des activités de financement du fait d'une volatilité plus faible des marchés.

### **Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est établi à 5 020 millions de dollars, en hausse de 62 millions, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 3,25 \$, en baisse de 0,08 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 15,8 %, en baisse de 350 points de base. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se sont tous deux ressentis de notre acquisition de City National en raison de l'émission d'actions ordinaires de RBC dont il est fait mention ci-dessus.

Exclusion faite de l'élément précisé comptabilisé l'an dernier dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net s'est accru de 170 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et le bénéfice dilué par action a reculé de 0,01 \$. L'amélioration de nos résultats reflète essentiellement la hausse des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée partiellement par la baisse des bénéfices des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et trésorerie. Nos résultats rendent aussi compte d'une augmentation attribuable à l'écart de change.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement en raison de l'intégration de City National, qui a contribué à hauteur de 119 millions de dollars au bénéfice net. Ont aussi contribué à cette augmentation la baisse des coûts de restructuration, les avantages tirés des activités de gestion de l'efficience et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions et la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient essentiellement à une croissance marquée des volumes de vente parmi la plupart des secteurs d'activité et à la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada, ainsi qu'à l'augmentation des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada, un rétrécissement des écarts de taux et une montée des coûts en raison de la croissance des activités. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname mentionnée ci-dessus.

Le bénéfice du secteur Assurances est resté stable, car l'effet favorable des profits liés aux investissements dans les activités d'assurance vie au Canada et celui du volume de nouveaux contrats d'assurance ont été contrebalancés par une baisse du bénéfice généré sur les nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni et par un comportement défavorable des titulaires de police d'assurance vie.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est replié surtout en raison de la baisse des résultats de notre division Marchés Mondiaux et de la baisse des résultats des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du fait d'une diminution des activités des clients, et aussi en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été partiellement compensés par une baisse de la rémunération variable, une réduction du taux d'imposition effectif, une hausse attribuable à l'écart de change et une baisse des frais de litige et frais juridiques connexes.

Le bénéfice des Services aux investisseurs et trésorerie a fléchi surtout à cause des investissements accrus en technologies et d'une baisse du revenu généré sur les exécutions d'opérations de change (en raison d'une réduction des activités des clients). Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices résultant de la croissance des dépôts des clients et de l'augmentation des écarts de taux sur ces dépôts, et par une hausse attribuable à l'écart de change.

### **Élément précisé – trimestre et semestre clos le 30 avril 2015**

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, nos résultats avaient subi l'incidence d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine. Cette liquidation avait donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui avait été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux pour le deuxième trimestre de 2015. Les résultats excluant cet élément précisé sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	108 \$	(202)\$	422 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	6	(8)	18
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	(23)	27
Frais autres que d'intérêt	59	(120)	243
Impôt sur le résultat	11	(13)	42
Bénéfice net	32	(38)	92
<b>Incidence sur le bénéfice par action :</b>			
De base	0,02 \$	(0,03)\$	0,06 \$
Dilué	0,02	(0,03)	0,06

Le tableau ci-après illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Dollar US	0,768	0,728	0,806	0,748	0,822
Livre sterling	0,537	0,496	0,530	0,516	0,537
Euro	0,684	0,677	0,729	0,680	0,716

(1) Les moyennes sont calculées à partir des cours du change au comptant à la fin du mois de la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Revenu d'intérêt	6 001 \$	6 056 \$	5 557 \$	12 057 \$	11 259 \$
Frais d'intérêt	1 976	1 860	2 000	3 836	4 071
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>4 025 \$</b>	<b>4 196 \$</b>	<b>3 557 \$</b>	<b>8 221 \$</b>	<b>7 188 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)</b>	<b>1,70 %</b>	<b>1,71 %</b>	<b>1,71 %</b>	<b>1,71 %</b>	<b>1,72 %</b>
Services de placement (2)	2 086 \$	2 140 \$	2 020 \$	4 226 \$	4 007 \$
Activité d'assurance (3)	1 351	1 159	806	2 510	2 698
Activités de négociation	181	90	359	271	699
Services bancaires (4)	1 344	1 092	1 195	2 436	2 190
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	469	374	559	843	1 004
Autres (5)	70	308	334	378	688
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>5 501 \$</b>	<b>5 163 \$</b>	<b>5 273 \$</b>	<b>10 664 \$</b>	<b>11 286 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>9 526 \$</b>	<b>9 359 \$</b>	<b>8 830 \$</b>	<b>18 885 \$</b>	<b>18 474 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	597 \$	638 \$	595 \$	1 235 \$	1 135 \$
Revenus autres que d'intérêt	181	90	359	271	699
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>778 \$</b>	<b>728 \$</b>	<b>954 \$</b>	<b>1 506 \$</b>	<b>1 834 \$</b>

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(3) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total des revenus a augmenté de 696 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite du profit découlant de la reprise d'un écart de change dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a augmenté de 804 millions de dollars, ou 9 %, et tient compte de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 525 millions de dollars, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et d'une hausse attribuable à l'écart de change qui, pour le trimestre écoulé, a accru le total des revenus de 108 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 468 millions de dollars ou 13 %, par suite surtout de notre acquisition de City National, de la croissance marquée des volumes pour la plupart de nos activités au sein des Services bancaires canadiens et d'une hausse attribuable à l'écart de change.

La marge nette d'intérêt a baissé de 1 point de base par rapport à il y a un an, par suite surtout de la faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement comptable cumulatif défavorable.

Les revenus tirés des services de placement se sont accrus de 66 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de l'acquisition de City National, de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine attribuable à une diminution des activités de clients.

Les revenus du secteur Assurances ont bondi de 545 millions de dollars, ou 68 %, en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 525 millions de dollars, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 178 millions de dollars, ou 50 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation comptabilisés en revenu net d'intérêt et en revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 778 millions de dollars. Ce total a diminué de 176 millions de dollars, ou 18 %, en raison du repli des revenus de négociation d'actions par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an et de la baisse des revenus de négociation de titres à revenu fixe. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 149 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur de certains titres disponibles à la vente servant aux activités de financement, laquelle variation est compensée dans les autres revenus, et de l'augmentation des honoraires tirés des services de gestion.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont repliés de 90 millions de dollars, ou 16 %, par suite surtout du recul des activités de montage de titres de participation et de prêts essentiellement aux États-Unis, et d'une diminution des revenus tirés des activités de syndication de prêts à cause d'un ralentissement des activités des clients. Ces facteurs ont été atténués par une intensification des activités de fusion et d'acquisition des clients au Canada, aux États-Unis et en Europe, et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les autres revenus ont diminué de 264 millions de dollars, ou 79 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur de certains dérivés utilisés comme couvertures économiques de nos activités de financement susmentionnées. En outre, le résultat d'il y a un an tenait compte d'un profit résultant de la reprise d'un écart de change dont il a déjà été question.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total des revenus a augmenté de 167 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Cette augmentation résulte aussi de l'intensification des activités de montage de prêts et de titres de participation et de l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une plus faible incidence du change et l'incidence négative de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 411 millions de dollars, ou 2 %. Exclusion faite de l'élément précisé ci-dessus, comptabilisé il y a un an, le total des revenus s'est accru de 519 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout d'une hausse de 422 millions de dollars attribuable à l'écart de change. L'augmentation découle aussi de l'intégration de City National, de la croissance marquée des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés pour la plupart des segments du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus de négociation d'actions et de titres à revenu fixe, par une réduction des activités de montage de prêts et de titres de participation essentiellement aux États-Unis, par la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, par la baisse des volumes de transactions dans le secteur Gestion de patrimoine qui met en relief une réduction des activités des clients et par la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients à cause des conditions de marché défavorables.

Les revenus excluant l'élément précisé ci-dessus et comptabilisé il y a un an, constituent une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances****Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 178 millions de dollars, ou 63 %, et le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est détérioré de 11 points de base pour se fixer à 36 points, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse de la dotation dans le secteur Marchés des Capitaux (surtout attribuable à la faiblesse persistante du cours du pétrole), de la hausse de la dotation dans le secteur Services bancaires canadiens et d'une augmentation de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation relativement aux prêts non encore désignés comme douteux (qui reflète une croissance du volume et l'incertitude économique actuelle). Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 36 points de base est constitué de 32 points liés aux prêts douteux et de 4 points liés aux prêts non encore désignés comme douteux.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 50 millions de dollars, ou 12 %, et le ratio total correspondant s'est détérioré de 5 points de base pour se fixer à 36 points, par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse de la dotation à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux, dont il a été question plus haut.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 318 millions de dollars, ou 58 %, et le ratio connexe s'est détérioré de 9 points de base pour se fixer à 33 points, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse de la dotation dans le secteur Marchés des Capitaux (en raison de la faiblesse soutenue du cours du pétrole), de la hausse de la dotation dans le secteur Services bancaires canadiens et d'un supplément de dotation relativement aux prêts non encore désignés comme douteux (voir ci-dessus). Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation du secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

**Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance****Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 495 millions de dollars, ou 100 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 159 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 198 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus.

**Frais autres que d'intérêt**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Salaires	1 445 \$	1 492 \$	1 273 \$	2 937 \$	2 540 \$
Rémunération variable	1 046	1 074	1 264	2 120	2 445
Avantages du personnel et conservation du personnel	430	464	421	894	853
Rémunération fondée sur des actions	93	46	38	139	173
Ressources humaines	3 014 \$	3 076 \$	2 996 \$	6 090 \$	6 011 \$
Matériel	358	356	311	714	608
Frais d'occupation	382	393	356	775	691
Communications	224	203	224	427	422
Honoraires	247	240	204	487	402
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	229	234	178	463	352
Autres	433	458	467	891	870
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>4 887 \$</b>	<b>4 960 \$</b>	<b>4 736 \$</b>	<b>9 847 \$</b>	<b>9 356 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>51,3 %</b>	<b>53,0 %</b>	<b>53,6 %</b>	<b>52,1 %</b>	<b>50,6 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 151 millions de dollars, ou 3 %, principalement en raison de l'intégration de City National, qui a fait grimper les frais autres que d'intérêt de 392 millions de dollars, et en raison d'un amortissement de 48 millions de dollars des immobilisations incorporelles et de la comptabilisation de frais d'intégration de 21 millions de dollars. Ont également contribué à l'augmentation une hausse de 59 millions de dollars liée à l'incidence de l'écart de change, ainsi qu'une augmentation des coûts de soutien à l'expansion des affaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de la rémunération variable des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience. Les résultats d'il y a un an comprenaient une perte de 23 millions de dollars liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

Notre ratio d'efficience s'est établi à 51,3 %, en baisse de 230 points de base par rapport à 53,6 % un an auparavant. Exclusion faite du profit de 108 millions de dollars découlant de la reprise d'un écart de change, qui a eu une incidence positive sur les revenus d'il y a un an, le ratio d'efficience a diminué de 300 points de base depuis un an, en grande partie en raison de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et en raison des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience. Ces facteurs ont été atténués par l'effet de l'intégration de City National.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 73 millions de dollars, ou 1 %, en raison surtout d'une baisse de 120 millions attribuable à une plus faible incidence du change, de l'incidence négative des facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et de la diminution des frais de personnel des Services bancaires principalement au Canada. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et par une augmentation des frais de litige et frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux.

Notre ratio d'efficience de 51,3 % a diminué de 170 points de base par rapport aux 53,0 % du dernier trimestre, par suite surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 491 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout de l'intégration de City National, qui les a fait grimper de 799 millions de dollars, d'une hausse de 243 millions de dollars attribuable à l'écart de change et de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. Ces facteurs ont été atténués par une diminution de la rémunération variable au sein des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience, par la baisse des coûts de restructuration des activités du secteur Gestion de patrimoine – International, et par la réduction des frais de litige et frais juridiques connexes au sein des Marchés des Capitaux.

Notre ratio d'efficience s'est établi à 52,1 %, en hausse de 150 points de base par rapport à 50,6 % un an plus tôt. Exclusion faite de l'élément précisé et comptabilisé il y a un an, dont il a déjà été question, notre ratio d'efficience a augmenté de 120 points de base par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par suite de l'intégration de City National. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Le ratio d'efficience excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus est une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>618 \$</b>	<b>713 \$</b>	<b>817 \$</b>	<b>1 331 \$</b>	<b>1 593 \$</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>3 160 \$</b>	<b>3 319 \$</b>	<b>6 351 \$</b>	<b>6 551 \$</b>
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,3 %	26,5 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(2,3)%	(1,5)%	(0,3)%	(1,9)%	(0,9)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(3,9)%	(4,0)%	(2,7)%	(3,9)%	(2,7)%
Modification du taux d'imposition	– %	– %	0,6 %	– %	0,3 %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non comptabilisés antérieurement	(0,8)%	– %	– %	(0,4)%	– %
Autres	(0,1)%	1,6 %	0,7 %	0,7 %	1,3 %
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>19,4 %</b>	<b>22,6 %</b>	<b>24,6 %</b>	<b>21,0 %</b>	<b>24,3 %</b>

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

La charge d'impôt a diminué de 199 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à il y a un an, et le taux d'imposition effectif de 19,4 % a diminué de 520 points de base surtout en raison des ajustements fiscaux favorables et des revenus exonérés d'impôt plus importants pour le trimestre considéré.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

La charge d'impôt a diminué de 95 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, malgré la hausse du bénéfice avant impôt. En outre, le taux d'imposition effectif correspond à 19,4 %, en baisse de 320 points de base par rapport au taux de 22,6 % du trimestre précédent, ce qui tient essentiellement aux ajustements fiscaux favorables du trimestre considéré.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a diminué de 262 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à il y a un an, et le taux d'imposition effectif de 21,0 % a diminué de 330 points de base en raison des ajustements fiscaux favorables et des revenus exonérés d'impôt plus importants de l'exercice courant.

### Résultats des secteurs d'exploitation

#### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2015. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital par secteur d'exploitation en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

### Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

#### Mesures de rendement

##### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2015.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015
	le 30 avril 2016								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 271 \$	371 \$	175 \$	135 \$	561 \$	(27)\$	2 486 \$	2 366 \$	2 426 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(1), (2)</sup>	18 600	13 000	1 600	3 350	18 850	7 000	62 400	61 450	51 500
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(3)</sup>	27,8 %	11,6 %	44,3 %	16,5 %	12,1 %	n.s.	16,2 %	15,3 %	19,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2015
	le 30 avril 2016							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 541 \$	661 \$	304 \$	275 \$	1 114 \$	(43)\$	4 852 \$	4 820 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18 700	13 000	1 600	3 400	18 400	6 850	61 950	50 350
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	27,3 %	10,2 %	38,3 %	16,2 %	12,2 %	n.s.	15,8 %	19,3 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. Non significatif.

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2016, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

#### Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Le coût du capital pour 2016 demeure inchangé à 9,0 %.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015
	le 30 avril 2016								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net	1 297 \$	386 \$	177 \$	139 \$	583 \$	(9)\$	2 573 \$	2 447 \$	2 502 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	–	–	–	(9)	(13)	(21)	(29)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	2	45	–	4	–	1	52	56	30
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	4
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 295 \$	431 \$	177 \$	143 \$	583 \$	(17)\$	2 612 \$	2 482 \$	2 507 \$
Moins : charge de capital	433	302	38	77	441	164	1 455	1 451	1 176
Bénéfice (perte) économique	862 \$	129 \$	139 \$	66 \$	142 \$	(181)\$	1 157 \$	1 031 \$	1 331 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2015
	le 30 avril 2016							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net	2 587 \$	689 \$	308 \$	282 \$	1 153 \$	1 \$	5 020 \$	4 958 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(6)	–	–	–	–	(28)	(34)	(51)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	5	94	–	7	–	2	108	60
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	4
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	2 586 \$	783 \$	308 \$	289 \$	1 153 \$	(25)\$	5 094 \$	4 971 \$
Moins : charge de capital	876	610	75	159	863	323	2 906	2 333
Bénéfice (perte) économique	1 710 \$	173 \$	233 \$	130 \$	290 \$	(348)\$	2 188 \$	2 638 \$

### Résultats excluant les éléments précisés

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour la période même ni pour le trimestre clos le 31 janvier 2016. Nos résultats du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015 reflètent l'incidence de l'élément précisé suivant :

- Un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux.

Le tableau suivant présente les calculs de nos résultats et mesures consolidés excluant cet élément précisé.

### Données consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			Pour le semestre clos (1)		
	le 30 avril 2015			le 30 avril 2015		
	Données présentées	Éléments exclus Reprise d'un écart de change	Données ajustées	Données présentées	Éléments exclus Reprise d'un écart de change	Données ajustées
<b>Activités poursuivies</b>						
Total des revenus	8 830 \$	(108)\$	8 722 \$	18 474 \$	(108)\$	18 366 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	–	282	552	–	552
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	–	493	2 015	–	2 015
Frais autres que d'intérêt	4 736	–	4 736	9 356	–	9 356
Bénéfice net avant impôt	3 319 \$	(108)\$	3 211 \$	6 551 \$	(108)\$	6 443 \$
Impôt sur le résultat	817	–	817	1 593	–	1 593
<b>Bénéfice net</b>	2 502 \$	(108)\$	2 394 \$	4 958 \$	(108)\$	4 850 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 426 \$	(108)\$	2 318 \$	4 820 \$	(108)\$	4 712 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 078		1 442 078	1 442 339		1 442 339
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$	3,34 \$	(0,07)\$	3,27 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 448 651		1 448 651	1 449 037		1 449 037
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$	3,33 \$	(0,07)\$	3,26 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 500 \$		51 500 \$	50 350 \$		50 350 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,3 %		18,5 %	19,3 %		18,9 %
Ratio d'efficacité	53,6 %		54,3 %	50,6 %		50,9 %
Taux d'imposition effectif	24,6 %		25,4 %	24,3 %		24,7 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 30 avril 2016 et le 31 janvier 2016 ni pour le semestre clos le 30 avril 2016.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 527 \$	2 572 \$	2 399 \$	5 099 \$	4 892 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 107	1 111	1 073	2 218	2 146
<b>Total des revenus</b>	<b>3 634</b>	<b>3 683</b>	<b>3 472</b>	<b>7 317</b>	<b>7 038</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances	279	284	235	563	487
Frais autres que d'intérêt	1 614	1 676	1 618	3 290	3 246
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 741</b>	<b>1 723</b>	<b>1 619</b>	<b>3 464</b>	<b>3 305</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 297 \$</b>	<b>1 290 \$</b>	<b>1 200 \$</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>2 455 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services bancaires canadiens	3 380 \$	3 422 \$	3 244 \$	6 802 \$	6 580 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	254	261	228	515	458
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,8 %	26,9 %	29,7 %	27,3 %	30,3 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,69 %	2,68 %	2,70 %	2,68 %	2,71 %
Ratio d'efficacité (2)	44,4 %	45,5 %	46,6 %	45,0 %	46,1 %
Levier d'exploitation	4,9 %	0,4 %	2,1 %	2,6 %	4,7 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1,6 %
Taux d'imposition effectif	25,5 %	25,1 %	25,9 %	25,3 %	25,7 %
Moyenne du total des actifs productifs	382 200 \$	382 300 \$	365 100 \$	382 300 \$	363 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations	380 600	380 300	363 800	380 500	362 600
Moyenne des dépôts	314 600	314 600	294 400	314 600	294 100
Biens administrés (4)	228 000	222 000	226 700	228 000	226 700
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,30 %	0,26 %	0,30 %	0,27 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant la perte de 60 millions de dollars liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque enregistrée au premier trimestre de 2014, et en excluant des frais autres que d'intérêt la dotation aux provisions de 40 millions de dollars liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Ces mesures sont des mesures hors PCGR.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 19,8 milliards et 9,9 milliards de dollars respectivement au 30 avril 2016 (20,4 milliards et 9,7 milliards au 31 janvier 2016; 22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015).

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 97 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause de la forte croissance des volumes, de l'avantage d'un jour additionnel compris dans le trimestre considéré et de la croissance des revenus tirés des services tarifés au Canada, et à cause de la hausse des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte de 23 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname).

Le total des revenus a augmenté de 162 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 136 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout de la forte croissance des volumes de 6 % dans la plupart des secteurs d'activité, de l'avantage d'un jour additionnel compris dans le trimestre considéré et de la hausse des revenus tirés des services tarifés.

Les revenus tirés des services bancaires aux Antilles et aux États-Unis ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'accroissement des revenus tirés des services tarifés.

La marge nette d'intérêt a reculé de 1 point de base en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt. Le chiffre de la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'un ajustement comptable cumulatif défavorable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 44 millions de dollars, et le ratio correspondant s'est détérioré de 4 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation relative à nos services bancaires des Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars, ce qui reflète en grande partie les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et la diminution des frais de commercialisation. Ces facteurs ont été en grande partie atténués par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, grâce surtout à une diminution des frais de personnel et à des écarts de taux supérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'incidence négative de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre compte quelques jours de moins.

La marge nette d'intérêt est restée relativement stable (hausse de 1 point de base).

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 132 millions de dollars, ou 5 %, conséquence dans une large mesure de la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'exploitation au Canada, ainsi que de la hausse des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada, un rétrécissement des écarts de taux et une montée des coûts en raison de la croissance des activités. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

Le total des revenus a augmenté de 279 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète surtout la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité au Canada. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 76 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est dégradé de 3 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances relative à nos services bancaires des Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 44 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la hausse des coûts liée à la croissance des activités. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et par la diminution des frais de commercialisation.

### Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Revenu net d'intérêt	2 367 \$	2 403 \$	2 248 \$	4 770 \$	4 589 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 013	1 019	996	2 032	1 991
<b>Total des revenus</b>	<b>3 380</b>	<b>3 422</b>	<b>3 244</b>	<b>6 802</b>	<b>6 580</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	273	266	212	539	446
Frais autres que d'intérêt	1 434	1 495	1 426	2 929	2 886
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 673</b>	<b>1 661</b>	<b>1 606</b>	<b>3 334</b>	<b>3 248</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 241 \$</b>	<b>1 231 \$</b>	<b>1 191 \$</b>	<b>2 472 \$</b>	<b>2 411 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services financiers aux particuliers	1 908 \$	1 932 \$	1 843 \$	3 840 \$	3 729 \$
Services financiers aux entreprises	773	792	745	1 565	1 537
Solutions cartes et paiements	699	698	656	1 397	1 314
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,9 %	31,8 %	37,1 %	32,3 %	37,0 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,64 %	2,62 %	2,64 %	2,63 %	2,66 %
Ratio d'efficacité (2)	42,4 %	43,7 %	44,0 %	43,1 %	43,9 %
Levier d'exploitation	3,6 %	0,2 %	2,4 %	1,9 %	1,2 %
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,9 %	25,8 %	25,9 %	25,8 %
Moyenne du total des actifs productifs	364 900 \$	364 300 \$	349 000 \$	364 600 \$	348 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	371 300	370 500	354 700	370 900	353 800
Moyenne des dépôts	296 200	295 500	277 000	295 800	277 000
Biens administrés (3)	218 800	211 900	216 900	218 800	216 900
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,29 %	0,25 %	0,29 %	0,25 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total moyen des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 19,8 milliards et 9,9 milliards de dollars respectivement au 30 avril 2016 (20,4 milliards et 9,7 milliards au 31 janvier 2016; 22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015).

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 50 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout de la forte croissance des volumes de 6 % dans la plupart des secteurs d'activité, de l'avantage d'un jour additionnel compris dans le trimestre considéré et de la hausse des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 136 millions de dollars, ou 4 %, hausse qui tient compte de l'avantage d'avoir eu un jour supplémentaire dans le trimestre considéré.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 65 millions de dollars, ou 4 %, surtout en raison de la forte croissance soutenue des volumes respectifs des prêts hypothécaires résidentiels et des dépôts personnels, malgré une diminution des écarts de taux et des volumes de certains autres types de prêt.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 4 %, hausse qui tient au fait que la forte croissance des volumes respectifs des dépôts des entreprises et des prêts aux entreprises a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 43 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt est restée stable par rapport à il y a un an en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt. Le chiffre de la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'un ajustement comptable cumulatif défavorable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 61 millions de dollars et le ratio correspondant s'est détérioré de 5 points de base, par suite d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles respectifs de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 millions de dollars, ou 1 %, car la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités a été grandement atténuée par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience et par la diminution des frais de commercialisation.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 10 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, grâce surtout à une diminution des frais de personnel et à des écarts de taux supérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence négative de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 2 points de base en raison essentiellement d'écarts de taux plus élevés sur les cartes de crédit et de la composition des produits.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 61 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la forte croissance des volumes de 6 % dans la plupart des secteurs d'activité et de la hausse des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 222 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète la solide croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 93 millions de dollars, et le ratio connexe s'est détérioré de 4 points de base, surtout par suite d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles respectifs de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 43 millions de dollars, ou 1 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, facteur qui a été atténué par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience et par la diminution des frais de commercialisation.

## Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	466 \$	469 \$	122 \$	935 \$	246 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 232	1 270	1 166	2 502	2 311
Revenus tirés des transactions et autres revenus	482	348	460	830	857
<b>Total des revenus</b>	<b>2 180</b>	<b>2 087</b>	<b>1 748</b>	<b>4 267</b>	<b>3 414</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	7	5	32	12	45
Frais autres que d'intérêt	1 670	1 678	1 340	3 348	2 673
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>503</b>	<b>404</b>	<b>376</b>	<b>907</b>	<b>696</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>386 \$</b>	<b>303 \$</b>	<b>271 \$</b>	<b>689 \$</b>	<b>501 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Gestion de patrimoine – Canada (1)	601 \$	595 \$	582 \$	1 196 \$	1 141 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 038	940	538	1 978	1 003
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	798	685	433	1 483	824
Gestion de patrimoine – International	108	113	173	221	353
Gestion mondiale d'actifs	433	439	455	872	917
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,6 %	8,9 %	18,3 %	10,2 %	16,9 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,88 %	2,79 %	2,49 %	2,84 %	2,48 %
Marge avant impôt (3)	23,1 %	19,4 %	21,5 %	21,3 %	20,4 %
Nombre de conseillers (4)	4 695	4 648	4 074	4 695	4 074
Moyenne du total des actifs productifs	65 700 \$	66 900 \$	20 100 \$	66 300 \$	20 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	47 900	49 500	17 900	48 700	17 900
Moyenne des dépôts	82 200	83 100	40 600	82 600	40 100
Biens administrés – total (5)	738 800	777 800	747 500	738 800	747 500
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	290 500	314 700	268 000	290 500	268 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (5)	231 400	224 700	222 200	231 400	222 200
Biens sous gestion (5)	539 700	556 000	481 100	539 700	481 100
Moyenne des biens administrés	750 000	777 300	767 000	763 800	755 000
Moyenne des biens sous gestion	543 500	561 200	485 700	552 500	475 700

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	29 \$	(74)\$	111 \$
Frais autres que d'intérêt	23	(60)	94
Bénéfice net	3	(10)	10
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(5)%	5 %	(9)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	8 %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	1 %	(5)%

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.
- (3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (4) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National, laquelle a été intégrée aux activités de notre secteur Gestion de patrimoine – États-Unis. Notre secteur Gestion du patrimoine – États-Unis et International a été scindé en deux groupes distincts : Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 115 millions de dollars, ou 42 %, par rapport à il y a un an, par suite surtout de notre acquisition de City National, qui a rapporté 66 millions de dollars au bénéfice net. L'augmentation est également imputable aux avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficacité, à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une baisse des coûts de restructuration relatifs au secteur Gestion de patrimoine – International. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions attribuable à une diminution des activités des clients.

Le total des revenus a augmenté de 432 millions de dollars, ou 25 %, l'intégration de City National ayant contribué 468 millions de dollars aux revenus.

Les revenus du secteur Gestion du patrimoine – Canada ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète un solide chiffre de ventes net et une hausse du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des prêts et des dépôts.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (compte tenu de City National) se sont accrus de 500 millions de dollars (365 millions de dollars US), ou 93 %, notre acquisition de City National ayant contribué 468 millions de dollars (360 millions de dollars US) à ces revenus.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont régressé de 65 millions de dollars, ou 38 %, par suite surtout de la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une contraction des volumes de transactions, essentiellement à cause du retrait de certaines activités internationales.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont régressé de 22 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout de la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à cause de la conjoncture défavorable des marchés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 25 millions de dollars, ou 78 %, car la dotation d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard d'un seul compte du secteur Gestion de patrimoine – International. Au cours du trimestre considéré, nous avons inscrit une dotation à la provision de 7 millions de dollars liée à City National.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 330 millions de dollars, ou 25 %, principalement en raison de l'acquisition de City National, qui a fait grimper les charges de 392 millions de dollars, dont 48 millions de dollars liés à l'amortissement d'immobilisations incorporelles, et 21 millions liés aux frais d'intégration. Ces facteurs ont été atténués par les avantages découlant de nos activités de gestion de l'efficacité, le retrait de certaines activités internationales, la diminution de la rémunération variable (conséquence de la baisse des revenus) et la baisse des frais de restructuration liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 83 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des avantages résultant de nos activités de gestion de l'efficacité, d'une diminution de la rémunération variable (conséquence de la baisse des revenus), d'une hausse du bénéfice de City National en raison de la croissance des prêts et de la diminution des frais d'acquisition et d'intégration, et d'une hausse des volumes de transactions. Ces facteurs ont été atténués par une plus faible incidence du change.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 188 millions de dollars, ou 38 %, par suite surtout de l'acquisition de City National, qui a rapporté 119 millions de dollars au bénéfice net. Ont aussi contribué à cette augmentation la baisse des coûts de restructuration, les avantages tirés des activités de gestion de l'efficacité et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions et la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus a augmenté de 853 millions de dollars, ou 25 %, par suite surtout de l'intégration d'un revenu de 937 millions de dollars au titre de City National et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions (conséquence d'une réduction des activités des clients) et la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients (attribuable aux conditions défavorables du marché).

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 33 millions de dollars, ou 73 %, car celle d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard de deux comptes du secteur Gestion de patrimoine – International. Pour l'exercice courant, nous avons inscrit une dotation à la provision de 12 millions de dollars pour City National.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 675 millions de dollars, ou 25 %, par suite surtout de l'intégration de City National, qui a fait grimper les charges de 799 millions de dollars, et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, par la baisse des coûts de restructuration des activités du secteur Gestion de patrimoine – International et par la baisse de la rémunération variable du fait d'une diminution des revenus.

## Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	837 \$	876 \$	829 \$	1 713 \$	1 731 \$
Revenu de placement (1)	390	162	(164)	552	736
Honoraires	124	121	141	245	231
<b>Total des revenus</b>	<b>1 351</b>	<b>1 159</b>	<b>806</b>	<b>2 510</b>	<b>2 698</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	933	768	446	1 701	1 894
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	55	61	47	116	121
Frais autres que d'intérêt	157	160	156	317	302
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>206</b>	<b>170</b>	<b>157</b>	<b>376</b>	<b>381</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>177 \$</b>	<b>131 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>308 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Assurances – Canada	894 \$	747 \$	337 \$	1 641 \$	1 827 \$
Assurances – International	457	412	469	869	871
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44,3 %	32,4 %	33,0 %	38,3 %	39,7 %
Primes et dépôts (2)	1 184 \$	1 214 \$	1 217 \$	2 398 \$	2 455 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	225	37	(300)	262	475

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est accru de 54 millions de dollars, ou 44 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement des profits générés sur les placements liés aux activités d'assurance vie au Canada et d'une diminution des coûts nets liés aux sinistres des activités d'assurance canadiennes et internationales.

Le total des revenus a augmenté de 545 millions de dollars, ou 68 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 557 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus du secteur Assurances – International ont baissé de 12 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La baisse a été partiellement compensée par la croissance des activités.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 495 millions de dollars en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par les profits relatifs aux placements et la diminution des coûts nets liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 million de dollars, ou 1 %, comparativement à ceux d'il y a un an.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 46 millions de dollars, ou 35 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure et d'une diminution des coûts nets liés aux sinistres des activités d'assurance canadiennes.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net est resté stable par rapport à un an plus tôt, car l'effet favorable des profits liés aux investissements dans les activités d'assurance vie au Canada et celui du volume de nouveaux contrats d'assurance ont été contrebalancés par une baisse du bénéfice généré sur les nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni et par un comportement défavorable des titulaires de police d'assurance vie.

Le total des revenus a diminué de 188 millions de dollars, ou 7 %, principalement à cause de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été nettement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi attribuable à la baisse des revenus liés à nos contrats de rétrocession, nettement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 198 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 15 millions de dollars, ou 5 %, surtout en raison de la croissance des activités et des initiatives stratégiques, facteur qui a été atténué par les activités de gestion de l'efficacité.

## Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Revenu net d'intérêt	190 \$	226 \$	198 \$	416 \$	394 \$
Revenus autres que d'intérêt	350	324	330	674	640
<b>Total des revenus</b>	<b>540</b>	<b>550</b>	<b>528</b>	<b>1 090</b>	<b>1 034</b>
Frais autres que d'intérêt	352	361	312	713	627
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>188</b>	<b>189</b>	<b>216</b>	<b>377</b>	<b>407</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>139 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>159 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>301 \$</b>
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,5 %	15,9 %	24,2 %	16,2 %	24,0 %
Moyenne des dépôts	138 100 \$	151 700 \$	136 200 \$	145 000 \$	132 200 \$
Dépôts de clients	53 900	53 600	48 800	53 700	46 400
Dépôts liés au financement de gros	84 200	98 100	87 400	91 300	85 800
Biens administrés (1)	3 617 700	3 807 300	3 846 900	3 617 700	3 846 900
Moyenne des biens administrés	3 627 000	3 864 300	3 798 500	3 747 000	3 730 900

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	15 \$	(7)\$	38 \$
Frais autres que d'intérêt	9	(5)	19
Bénéfice net	4	(1)	12
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(5)%	5 %	(9)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	8 %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	1 %	(5)%

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a fléchi de 20 millions de dollars, ou 13 %, surtout à cause des investissements accrus en technologies et d'une baisse du bénéfice généré sur les exécutions d'opérations de change (en raison d'une réduction des activités des clients). Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices résultant de la croissance des dépôts des clients, par une augmentation des écarts de taux sur ces dépôts et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Le total des revenus s'est accru de 12 millions de dollars, ou 2 %, principalement en raison de l'écart de change, d'une hausse du bénéfice attribuable à la croissance des dépôts des clients et d'une hausse des écarts de taux sur ces dépôts, atténués par une baisse des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change et tirés des activités de financement et de gestion de liquidités.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 40 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout d'une augmentation des investissements d'ordre technologique, d'une hausse attribuable à l'incidence du change et d'une hausse des frais de personnel.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a diminué de 4 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout d'une baisse des revenus tirés du financement et de la gestion de liquidités attribuable à une volatilité réduite des marchés. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la hausse des commissions de services de garde et la hausse du bénéfice résultant de l'élargissement des écarts de taux sur les dépôts des clients.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a fléchi de 19 millions de dollars, ou 6 %, surtout à cause des investissements accrus en technologies et d'une baisse des revenus générés sur les exécutions d'opérations de change (en raison d'une réduction des activités des clients). Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices résultant de la croissance des dépôts des clients et de l'augmentation des écarts de taux sur ces dépôts, et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Le total des revenus s'est accru de 56 millions de dollars, ou 5 %, principalement en raison de l'écart de change, d'une hausse du bénéfice attribuable à la croissance des dépôts des clients et d'une augmentation des écarts de taux sur ces dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change et tirés des activités de financement et de gestion de liquidités.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 86 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout d'une augmentation des investissements en technologies, d'une hausse des frais de personnel et d'une hausse attribuable à l'écart de change.

## Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	993 \$	1 062 \$	940 \$	2 055 \$	1 856 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	997	918	1 307	1 915	2 424
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>1 990</b>	<b>1 980</b>	<b>2 247</b>	<b>3 970</b>	<b>4 280</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	123	120	15	243	20
Frais autres que d'intérêt	1 080	1 075	1 280	2 155	2 437
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>787</b>	<b>785</b>	<b>952</b>	<b>1 572</b>	<b>1 823</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>583 \$</b>	<b>570 \$</b>	<b>625 \$</b>	<b>1 153 \$</b>	<b>1 219 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	892 \$	870 \$	958 \$	1 762 \$	1 844 \$
Marchés Mondiaux	1 125	1 110	1 323	2 235	2 472
Autres	(27)	–	(34)	(27)	(36)
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,1 %	12,3 %	14,9 %	12,2 %	14,8 %
Moyenne du total de l'actif	502 600 \$	518 800 \$	465 400 \$	510 800 \$	471 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	100 700	108 900	118 800	104 800	118 500
Moyenne des prêts et acceptations	89 600	89 700	77 700	89 700	75 800
Moyenne des dépôts	62 200	63 100	60 000	62 600	57 500
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,56 %	0,53 %	0,08 %	0,54 %	0,05 %

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016	Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros</b>			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	64 \$	(92)\$	243 \$
Frais autres que d'intérêt	21	(45)	111
Bénéfice net	26	(26)	78
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(5)%	5 %	(9)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	8 %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	1 %	(5)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'élève à 203 millions de dollars (151 millions au 31 janvier 2016; 115 millions au 30 avril 2015) et, pour le semestre clos le 30 avril 2016, elle s'élève à 354 millions (224 millions au 30 avril 2015). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est replié de 42 millions de dollars, ou 7 %, surtout en raison de la baisse des résultats de notre division Marchés Mondiaux et de la baisse des résultats des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du fait d'une diminution des activités des clients, et aussi en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été partiellement compensés par une baisse de la rémunération variable, une réduction des impôts et une augmentation de bénéfice attribuable à l'écart de change.

Le total des revenus a diminué de 257 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont reculé de 66 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout d'une diminution des activités de montage de titres de participation et de prêts, essentiellement aux États-Unis, et d'une diminution des revenus tirés des activités de syndication de prêts à cause d'un ralentissement des activités des clients. Ces facteurs ont été atténués par une intensification des activités de fusion et d'acquisition au Canada, aux États-Unis et en Europe, et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les revenus de la division Marchés Mondiaux ont diminué de 198 millions de dollars, ou 15 %, du fait de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, de la baisse des revenus de négociation de titres à revenu fixe et de la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les autres revenus ont augmenté de 7 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 123 millions de dollars a augmenté de 108 millions de dollars, en raison surtout de la dotation à la provision relative au secteur du pétrole et du gaz. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 200 millions de dollars, ou 16 %, par suite surtout de la diminution de la rémunération variable, et de la diminution des frais de litige et frais juridiques connexes. Ces facteurs ont été atténués par la montée des coûts de conformité et une hausse attribuable à l'écart de change.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a progressé de 13 millions de dollars, ou 2 %, surtout grâce à une croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de syndication de prêts, atténuée par une hausse des frais de litige et frais juridiques connexes, une plus faible incidence du change et un ralentissement des activités de fusion et d'acquisition.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est replié de 66 millions de dollars, ou 5 %, en raison de la baisse des résultats de notre division Marchés Mondiaux et de la baisse des résultats des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du fait d'une diminution des activités des clients, et aussi en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été partiellement compensés par une baisse de la rémunération variable, une réduction des impôts, une hausse attribuable à l'écart de change et une baisse des frais de litige et frais juridiques connexes.

Le total des revenus a diminué de 310 millions de dollars, ou 7 %, surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, du ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation dans la plupart des régions, de la baisse des revenus de négociation de titres à revenu fixe et du ralentissement des activités de syndication de prêts aux États-Unis en grande partie. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable à l'écart de change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 243 millions de dollars a augmenté de 223 millions par rapport à un an plus tôt, en raison surtout de l'accroissement de la dotation à la provision relative au secteur du pétrole et du gaz. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 282 millions de dollars, ou 12 %, par suite surtout de la diminution de la rémunération variable et de la diminution des frais de litige et frais juridiques connexes, ces facteurs étant atténués par une hausse attribuable à l'écart de change et une augmentation des coûts de conformité.

## Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(151)\$	(133)\$	(102)\$	(284)\$	(200)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(18)	33	131	15	210
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(169)</b>	<b>(100)</b>	<b>29</b>	<b>(269)</b>	<b>10</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	51	1	–	52	1
Frais autres que d'intérêt	14	10	30	24	70
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(234)</b>	<b>(111)</b>	<b>(1)</b>	<b>(345)</b>	<b>(61)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(225)	(121)	(125)	(346)	(235)
<b>Bénéfice net (perte nette) (2)</b>	<b>(9)\$</b>	<b>10 \$</b>	<b>124 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>174 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est établi à 9 millions de dollars (19 millions pour la période close le 31 janvier 2016; 22 millions pour la période close le 30 avril 2015) et, pour le semestre clos le 30 avril 2016, il s'est élevé à 28 millions (45 millions pour la période close le 30 avril 2015).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Suivent les principaux éléments à avoir agi sur les résultats déclarés pour chaque période.

Le revenu et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est établi à 203 millions de dollars, contre 151 millions pour le trimestre précédent et 115 millions il y a un an. Pour le semestre clos le 30 avril 2016, le montant s'est élevé à 354 millions de dollars, contre 224 millions il y a un an. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Deuxième trimestre de 2016

La perte nette est de 9 millions de dollars, attribuable surtout à une augmentation de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux, qui a été grandement compensée par les activités de gestion d'actifs et de passifs.

### Premier trimestre de 2016

Le bénéfice net de 10 millions de dollars résulte principalement des activités de gestion des actifs et passifs.

## Deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'était élevé à 124 millions de dollars, résultat qui reflétait en grande partie un profit de 108 millions (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, ainsi que les mesures de gestion d'actifs et de passifs.

## Deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a atteint 1 million de dollars, ce qui reflète surtout les activités de gestion d'actifs et de passifs, malgré une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné ci-dessus.

## Deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'était élevé à 174 millions de dollars, résultat qui reflétait en grande partie le profit de 108 millions découlant de la reprise d'un écart de change dont il est fait mention ci-dessus, un profit à la vente d'un bien immobilier, ainsi que les mesures de gestion des actifs et passifs.

### Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2016			le 31 janvier 2016			le 30 avril 2015			le 30 avril 2016			le 30 avril 2015		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 888 \$	2 040 \$	1 598 \$	5 774 \$	1 999 \$	1 586 \$	5 304 \$	1 847 \$	1 679 \$	11 662 \$	4 039 \$	3 184 \$	11 713 \$	3 507 \$	3 254 \$
Bénéfice net	1 954 \$	331 \$	288 \$	1 792 \$	358 \$	297 \$	1 861 \$	323 \$	318 \$	3 746 \$	689 \$	585 \$	3 671 \$	599 \$	688 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 93 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des activités des Services bancaires canadiens, de l'avantage d'avoir eu un jour additionnel dans le trimestre considéré, de la baisse de la rémunération variable dans le secteur Marchés des Capitaux et des profits générés sur les placements du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens et par une hausse des investissements en technologies dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie. Le résultat d'il y a un an rendait compte d'un profit découlant de la liquidation d'une filiale américaine.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 8 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à il y a un an, reflétant surtout une diminution d'impôts et de rémunération variable dans le secteur Marchés des Capitaux, l'incidence de l'intégration de City National, l'économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure dans le secteur Assurances, une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Gestion de patrimoine et une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des résultats des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, le ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation, la diminution des syndications de prêts et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au sein des Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 30 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause d'une baisse du bénéfice généré sur les exécutions d'opérations de change dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, en raison d'une réduction des activités des clients. Ont aussi contribué à ce recul, le retrait de certaines activités internationales et la baisse des actifs liés aux services tarifés des clients au sein du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable à l'écart de change et une hausse des bénéfices dans les Antilles. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a monté de 162 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui rend compte essentiellement d'une baisse des frais de personnel et d'un élargissement des écarts de taux au sein des Services bancaires canadiens, d'une hausse des revenus de négociation et de l'intensification des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition. Ont aussi contribué à cette augmentation les avantages tirés des activités de gestion de l'efficacité et la baisse des coûts liés aux sinistres dans le secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence négative de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre compte quelques jours de moins.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 27 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances, d'une augmentation des frais de litige et frais juridiques connexes, d'une baisse des revenus de négociation et des activités de fusion et d'acquisition à cause des conditions défavorables du marché et d'une plus faible incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des prêts et des dépôts du secteur Gestion de patrimoine, l'intensification des activités de montage de prêts et de titres de participation, l'économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure dans le secteur Assurances et la hausse du bénéfice de City National.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 9 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la baisse du résultat des activités de financement et de gestion de liquidités (du fait d'une volatilité réduite des marchés) et de la baisse du bénéfice tiré des contrats de rente au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité au sein du secteur Gestion de patrimoine.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 75 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des activités des Services bancaires canadiens, de la baisse de la rémunération variable et de la hausse des revenus de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux et des profits générés sur les placements du secteur Assurances – Canada. Ont aussi contribué à cette augmentation la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète de solides ventes nettes. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens. Le résultat d'il y a un an rendait compte d'un profit découlant de la liquidation d'une filiale américaine.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 90 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à il y a un an, reflétant surtout une diminution de la rémunération variable dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux et l'intégration de City National, qui a contribué à hauteur de 119 millions de dollars au bénéfice net. L'augmentation est aussi attribuable à une économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure dans le secteur Assurances et à l'écart de change. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des résultats des activités de négociation de titres de participation, le ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation et la diminution des activités de syndication de prêts.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 103 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause d'une baisse des volumes de transactions et une diminution du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine. La baisse du revenu généré sur les exécutions d'opérations de change en raison d'une réduction des activités des clients et les investissements en technologies dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, et le comportement défavorable des titulaires de police et la baisse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni dans le secteur Assurances ont aussi entraîné ce recul. Ces facteurs ont été atténués par les avantages résultant de nos activités de gestion de l'efficacité, une hausse des bénéfices dans les Antilles et une hausse attribuable à l'écart de change.

### Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2016			2015			2014	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	4 025 \$	4 196 \$	3 800 \$	3 783 \$	3 557 \$	3 631 \$	3 560 \$	3 647 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 501	5 163	4 219	5 045	5 273	6 013	4 822	5 343
<b>Total des revenus</b>	<b>9 526 \$</b>	<b>9 359 \$</b>	<b>8 019 \$</b>	<b>8 828 \$</b>	<b>8 830 \$</b>	<b>9 644 \$</b>	<b>8 382 \$</b>	<b>8 990 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	460	410	275	270	282	270	345	283
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	988	829	292	656	493	1 522	752	1 009
Frais autres que d'intérêt	4 887	4 960	4 647	4 635	4 736	4 620	4 340	4 602
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>3 160 \$</b>	<b>2 805 \$</b>	<b>3 267 \$</b>	<b>3 319 \$</b>	<b>3 232 \$</b>	<b>2 945 \$</b>	<b>3 096 \$</b>
Impôt sur le résultat	618	713	212	792	817	776	612	718
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 593 \$</b>	<b>2 475 \$</b>	<b>2 502 \$</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 378 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,67 \$	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$	1,68 \$	1,66 \$	1,57 \$	1,59 \$
– dilué	1,66	1,58	1,74	1,66	1,68	1,65	1,57	1,59
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur</b>								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 297 \$	1 290 \$	1 270 \$	1 281 \$	1 200 \$	1 255 \$	1 151 \$	1 138 \$
Gestion de patrimoine	386	303	255	285	271	230	285	285
Assurances	177	131	225	173	123	185	256	214
Services aux investisseurs et trésorerie	139	143	88	167	159	142	113	110
Marchés des Capitaux	583	570	555	545	625	594	402	641
Services de soutien généraux	(9)	10	200	24	124	50	126	(10)
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 593 \$</b>	<b>2 475 \$</b>	<b>2 502 \$</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 378 \$</b>
Taux d'imposition effectif	19,4 %	22,6 %	7,6 %	24,2 %	24,6 %	24,0 %	20,8 %	23,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,768 \$	0,728 \$	0,758 \$	0,789 \$	0,806 \$	0,839 \$	0,900 \$	0,925 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

## Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie au troisième trimestre bénéficient généralement de l'augmentation des activités de prêt de titres découlant de la saison des dividendes en Europe. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ont généralement tendance à ralentir, ce qui fait généralement baisser les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

## Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.
- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.

## Analyse des tendances

La croissance de l'économie au Canada a ralenti depuis le troisième trimestre de 2014, mais l'économie a commencé à remonter la pente au premier trimestre civil de 2016 grâce à la récente reprise des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, à une solide performance des exportations et aux dépenses à la consommation. En mai, les incendies de forêt à proximité de Fort McMurray, en Alberta, ont occasionné un arrêt temporaire de la production des installations de sables bitumineux. Ces interruptions devraient réduire la croissance du PIB annualisé de un point de pourcentage au deuxième trimestre civil de 2016, mais on s'attend à une reprise de la croissance au troisième trimestre civil lorsque la production retrouvera son niveau normal. L'économie américaine a connu une croissance durant la période, mais celle-ci a ralenti au premier trimestre civil de 2016 en raison d'une diminution des exportations, d'une réduction de la croissance des dépenses à la consommation et d'un affaiblissement des investissements des entreprises. Les indices boursiers mondiaux ont atteint des sommets pour l'année, malgré une volatilité intense dans la première partie de l'année, car les investisseurs ont repris confiance du fait que les entreprises ont affiché des bénéfices plus élevés que prévu et que les données économiques étaient meilleures que les attentes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Les bénéfices ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période. Depuis le deuxième semestre de 2015, les bénéfices sont relativement stables, ce qui s'explique par la solide croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés au sein du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats de l'entreprise acquise City National sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine depuis le premier trimestre de 2016. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont, pour l'essentiel, été relativement stables pour la période, et ils ont souffert, au quatrième trimestre de 2014, de l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre afin de se conformer à la règle Volcker, ainsi que de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué en 2015, sous l'effet d'une modification défavorable des lois fiscales canadiennes, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014 et frappant certaines sociétés liées étrangères. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période et, au troisième trimestre de 2015, ils ont profité de la prise en compte d'un mois supplémentaire de bénéfices, par suite de l'alignement des périodes de présentation de l'information financière, tandis que les résultats du quatrième trimestre de 2015 ont subi la baisse des résultats tirés des services de gestion des liquidités et du financement en raison de l'élargissement des écarts de taux et de conditions de marché défavorables. Les écarts de taux se sont stabilisés depuis le premier trimestre de 2016.

Les revenus ont dans l'ensemble fluctué au cours de la période, car la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, a donné lieu à une hausse des revenus au cours de la période. Les revenus du secteur Gestion de patrimoine du premier et du deuxième trimestres de 2016 rendent compte de notre acquisition de City National. Les revenus tirés des activités de négociation ont été généralement en hausse pour la période, et ont souffert, au quatrième trimestre de 2014, de l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre et de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement. Les revenus tirés des activités de négociation au deuxième semestre de 2015 ont subi l'effet de l'augmentation des écarts de taux, qui se sont stabilisés au premier trimestre de 2016. Les revenus de négociation du deuxième trimestre de 2016 ont diminué à cause d'un ralentissement des activités des clients. Le revenu net d'intérêt a été à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes au sein de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et des solides activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Au cours de la période, une hausse attribuable à l'écart de change découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a aussi contribué à l'augmentation des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont principalement subi les effets des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

La qualité des actifs est demeurée élevée au cours de la période, bien que les activités de prêts aient augmenté, et la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable au cours de la période. Cette dotation a augmenté au sein des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens au cours du premier et du deuxième trimestres de 2016, surtout sous l'effet de la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités d'assurance et ont été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les frais autres que d'intérêt au premier trimestre de 2016 rendent compte de notre acquisition de City National. Les frais de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – International ont entraîné une hausse des frais autres que d'intérêt depuis le quatrième trimestre de 2014 jusqu'au premier trimestre de 2016. Les frais autres que d'intérêt au troisième trimestre de 2014 ont souffert de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont augmenté par suite de l'incidence du change, reflet général de la dépréciation du dollar canadien.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources présentant des avantages fiscaux, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt au cours de la période, par l'augmentation des bénéfices dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux nets favorables.

## Situation financière

### Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
<b>Actif</b> <sup>(1)</sup>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 845 \$	17 050 \$	12 452 \$	18 393 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	29 229	24 636	22 690	4 402
Valeurs mobilières	224 371	233 711	215 508	222 643
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	184 825	196 295	174 723	163 368
Prêts				
Prêts de détail	359 863	360 763	348 183	336 064
Prêts de gros	150 602	157 592	126 069	114 283
Provision pour pertes sur prêts	(2 271)	(2 169)	(2 029)	(2 037)
Actif net des fonds distincts	882	839	830	780
Autres – Dérivés	115 298	132 560	105 626	107 004
– Autres	72 713	79 075	70 156	67 272
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 150 357 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>	<b>1 074 208 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>
<b>Passif</b> <sup>(1)</sup>				
Dépôts	741 454 \$	769 568 \$	697 227 \$	651 551 \$
Passif au titre des fonds distincts	882	839	830	780
Autres – Dérivés	116 479	132 023	107 860	112 219
– Autres	213 852	218 180	196 985	201 580
Débetures subordonnées	9 564	9 854	7 362	7 795
Total du passif	1 082 231	1 130 464	1 010 264	973 925
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	67 538	69 315	62 146	56 431
Participations ne donnant pas le contrôle	588	573	1 798	1 816
Total des capitaux propres	68 126	69 888	63 944	58 247
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 150 357 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>	<b>1 074 208 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de l'actif a augmenté de 118 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à un an plus tôt, augmentation qui reflète une hausse de 13 milliards découlant de l'écart de change.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 25 milliards de dollars, principalement en raison de la hausse des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à un an auparavant, car la hausse résultant de l'acquisition de City National et de l'écart de change a été grandement contrebalancée par une réduction des positions liées aux activités de négociation d'actions et une diminution des titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements à cause des conditions de marché défavorables et de notre gestion du risque de liquidité et de financement.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont progressé de 21 milliards de dollars, ou 13 %, hausse qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et des entreprises, ainsi qu'à l'écart de change.

Les prêts ont augmenté de 60 milliards de dollars, ou 13 %, en raison principalement de l'acquisition de City National et de la croissance soutenue des volumes respectifs de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de gros par suite de l'accroissement des activités des clients.

Les actifs dérivés ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la hausse de la juste valeur des contrats de change et de la baisse de la compensation financière, ces facteurs étant grandement neutralisés par la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et par une plus faible incidence du change.

Les autres actifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui reflète en grande partie la hausse du goodwill et des immobilisations incorporelles liés à notre acquisition de City National et la hausse attribuable à l'écart de change.

Le total du passif a augmenté de 108 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète principalement une hausse de 13 milliards découlant de l'écart de change.

Les dépôts ont augmenté de 90 milliards de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de notre acquisition de City National et de l'émission de billets à terme fixe et d'obligations sécurisées aux fins du respect des exigences en matière de capitalisation. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des dépôts de détail et à l'écart de change.

Les passifs dérivés ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 4 %, variation qui tient essentiellement à la hausse de la juste valeur des contrats de change et à la baisse de la compensation financière, ces facteurs étant grandement neutralisés par la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et par une plus faible incidence du change.

Les autres passifs ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui reflète surtout l'augmentation des obligations liées aux conventions de rachat (en raison de l'intensification des activités des clients) et la hausse attribuable à l'écart de change, facteurs atténués par une diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert.

Le total des capitaux propres a augmenté de 10 milliards de dollars, ou 17 %, surtout en raison des bénéfiques (déduction faite des dividendes) et de l'émission d'actions ordinaires relativement à notre acquisition de City National.

### **Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le total des actifs a diminué de 50 milliards de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent surtout à cause d'une plus faible incidence du change, dont l'effet a été atténué par l'augmentation des dépôts à des banques centrales, l'accroissement des positions liées aux activités de négociation d'actions et de titres d'emprunt de gouvernements, la hausse des biens achetés en vertu de conventions de revente et la hausse des titres empruntés du fait d'une intensification des activités des clients et des entreprises.

Le total du passif a diminué de 48 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison d'une plus faible incidence du change, facteur atténué par une augmentation des passifs dérivés attribuable principalement à une baisse de la compensation financière, une hausse de la juste valeur des swaps de devises et une croissance des dépôts de détail.

### **Deuxième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015**

Le total de l'actif a augmenté de 76 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui est principalement attribuable à la croissance des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, par suite de l'acquisition de City National et de la croissance soutenue du volume, et à la hausse des actifs dérivés du fait surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change. Ont aussi contribué à cette augmentation une hausse des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés (alimentée par une intensification des activités des clients) et un accroissement des titres surtout du fait de l'acquisition de City National. Ces facteurs ont été atténués par une plus faible incidence du change.

Le total du passif a augmenté de 72 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui est principalement attribuable à la croissance des dépôts par suite de l'acquisition de City National, à l'augmentation des passifs dérivés pour les raisons évoquées plus haut et à l'augmentation des obligations liées aux conventions de rachat. Ces facteurs ont été atténués par une plus faible incidence du change.

## **Arrangements hors bilan**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Se reporter aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2015 pour une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, la transaction pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

### **Titrisation de nos actifs financiers**

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), qui ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

### **Participations dans des entités structurées non consolidées**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

#### *Conduits multicédants gérés par RBC*

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 30 avril 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39 milliards de dollars (42 milliards au 31 janvier 2016; 39 milliards au 30 avril 2015), et il avait trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 30 avril 2016, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissions se chiffrait à 39 milliards de dollars (42 milliards au 31 janvier 2016; 39 milliards au 30 avril 2015), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissions se chiffrait à 2,4 milliards (3,0 milliards au 31 janvier 2016; 2,7 milliards au 30 avril 2015). La diminution du montant des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport au trimestre précédent reflète principalement l'écart de change. La diminution du montant des facilités de rehaussement de crédit par rapport à un an plus tôt s'explique surtout par un nombre inférieur de transactions nécessitant un rehaussement de crédit au niveau du programme, en raison du soutien offert directement à ces transactions.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 716 millions de dollars, en baisse de 97 millions de dollars, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'écart de change et en baisse de 190 millions de dollars par rapport à il y a un an en raison surtout de remboursements de capital dont l'effet a été atténué par l'écart de change. Au 30 avril 2016, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 38,4 milliards de dollars (41,5 milliards au 31 janvier 2016; 38 milliards au 30 avril 2015). La diminution par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'écart de change et de la diminution relativement aux prêts aux étudiants et aux prêts sur cartes de crédit. L'augmentation par rapport à il y a un an découle essentiellement de l'écart de change et de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts automobiles et crédit-bail automobile et aux prêts à la consommation, facteurs atténués par une diminution relativement aux prêts aux étudiants et aux prêts sur cartes de crédit.

Au 30 avril 2016, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits se montait à 26,4 milliards de dollars (29,7 milliards au 31 janvier 2016; 26,2 milliards au 30 avril 2015). Une tranche de 67 % (66 % au 31 janvier 2016; 71 % au 30 avril 2015) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 30 avril 2016, la juste valeur de nos placements s'élevait à 11 millions de dollars, en hausse de 6 millions par rapport au trimestre précédent et de 4 millions par rapport à il y a un an. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

#### *Entités de financement structuré*

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 520 millions de dollars au 30 avril 2016 (585 millions au 31 janvier 2016; 562 millions au 30 avril 2015). La baisse par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à l'écart de change. La diminution par rapport à il y a un an s'explique principalement par la vente de titres à enchères.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales dans lesquelles nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales sont détenus par des tiers. Au 30 avril 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,1 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 janvier 2016; 891 millions au 30 avril 2015). La baisse par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à l'écart de change. L'augmentation par rapport à il y a un an du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique principalement par l'ajout de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 30 avril 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 563 millions de dollars (652 millions au 31 janvier 2016; 318 millions au 30 avril 2015). La baisse par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement aux remboursements sur l'encours des prêts. L'augmentation par rapport à il y a un an du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique surtout par l'encours des nouvelles facilités, contrebalancé en partie par les remboursements d'anciennes facilités.

#### *Fonds de placement*

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, dont des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque de perte maximal, qui est principalement associé à nos placements dans de tels fonds référencés, s'élevait à 2,6 milliards de dollars au 30 avril 2016 (3,1 milliards au 31 janvier 2016; 3,2 milliards au 30 avril 2015). La diminution de notre risque maximal par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la liquidation nette de certains fonds en réponse à de nouvelles exigences réglementaires aux États-Unis, ainsi qu'à l'écart de change. La diminution de notre risque maximal par rapport à un an plus tôt est surtout imputable à la liquidation nette de certains fonds en réponse à de nouvelles exigences réglementaires aux États-Unis.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations exonérées d'impôt. Au 30 avril 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fonds s'élevait à 714 millions de dollars (797 millions au 31 janvier 2016; 686 millions au 30 avril 2015). Les variations du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au trimestre précédent et à il y a un an résultent principalement de l'écart de change.

#### *Entités de titrisation de tiers*

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 30 avril 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 9,6 milliards de dollars (10,1 milliards au 31 janvier 2016; 4,3 milliards au 30 avril 2015). La diminution par rapport au trimestre précédent de notre risque de perte maximal tient principalement à l'écart de change. L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport à il y a un an reflète les actifs titrisés supplémentaires et l'écart de change.

#### **Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux**

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 331 milliards de dollars au 30 avril 2016 (349 milliards au 31 janvier 2016; 282 milliards au 30 avril 2015). La diminution par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'écart de change sur les engagements de crédit, atténué par la croissance des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. L'augmentation par rapport à il y a un an tient principalement à la croissance des activités au titre des engagements de crédit et des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

## Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2016	31 octobre 2015	
	30 avril 2016						Risque total (4)			Risque total (4)
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation						
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)				
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)								
Prêts hypothécaires résidentiels	246 029 \$	– \$	185 \$	– \$	– \$	246 214 \$	245 861 \$	234 181 \$		
Particuliers	93 679	81 908	160	–	–	175 747	176 196	173 385		
Prêts sur cartes de crédit	16 269	21 602	–	–	–	37 871	37 705	40 686		
Prêts aux petites entreprises (5)	3 886	5 693	5	–	–	9 584	9 464	9 382		
<b>Prêts de détail</b>	<b>359 863 \$</b>	<b>109 203 \$</b>	<b>350 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>469 416 \$</b>	<b>469 226 \$</b>	<b>457 634 \$</b>		
Prêts aux entreprises (5)										
Exploitations agricoles	6 399 \$	1 162 \$	80 \$	– \$	66 \$	7 707 \$	7 838 \$	7 502 \$		
Industrie automobile	7 318	4 909	384	161	637	13 409	14 079	13 109		
Biens de consommation	8 994	7 706	651	–	575	17 926	19 900	15 303		
Énergie										
Pétrole et gaz	7 991	11 048	1 728	–	578	21 345	24 426	23 134		
Services publics	6 863	12 961	3 049	–	1 669	24 542	27 475	23 242		
Produits financiers	10 582	562	384	597	948	13 073	14 367	11 728		
Produits forestiers	1 233	503	93	–	45	1 874	1 898	1 852		
Services de santé	7 111	6 023	1 935	–	770	15 839	15 352	15 362		
Sociétés de portefeuille et investissements	7 508	2 890	854	–	157	11 409	11 453	9 321		
Produits industriels	5 142	6 029	497	–	654	12 322	13 248	11 194		
Mines et métaux	1 514	3 425	1 095	–	102	6 136	6 967	6 446		
Services financiers non bancaires	9 315	12 868	15 215	217 049	36 959	291 406	310 468	281 152		
Autres services	10 954	8 398	11 168	4 203	1 461	36 184	35 342	32 796		
Immobilier et secteurs connexes	39 196	10 388	1 893	67	397	51 941	53 293	45 358		
Technologie et médias	9 521	13 028	629	2	1 675	24 855	29 368	23 064		
Transport et environnement	6 288	4 201	2 975	–	1 289	14 753	15 970	14 641		
Autres	6 035	993	6 135	138	704	14 005	19 178	6 965		
Organismes souverains (5)	10 561	6 039	76 073	44 911	13 075	150 659	144 712	113 947		
Banques (5)	1 921	1 996	101 683	100 114	25 146	230 860	235 254	218 513		
<b>Prêts de gros</b>	<b>164 446 \$</b>	<b>115 129 \$</b>	<b>226 521 \$</b>	<b>367 242 \$</b>	<b>86 907 \$</b>	<b>960 245 \$</b>	<b>1 000 588 \$</b>	<b>874 629 \$</b>		
<b>Risque total</b>	<b>524 309 \$</b>	<b>224 332 \$</b>	<b>226 871 \$</b>	<b>367 242 \$</b>	<b>86 907 \$</b>	<b>1 429 661 \$</b>	<b>1 469 814 \$</b>	<b>1 332 263 \$</b>		

- (1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.
- (2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.
- (3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.
- (4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.
- (5) Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2015 pour la définition de ces termes.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a diminué de 40 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison d'une plus faible incidence du change et d'une diminution des dérivés, facteurs atténués par une hausse des dépôts à des banques centrales et une hausse des mises en pension de titres.

Les risques liés aux prêts de détail ont légèrement augmenté de 0,2 milliard de dollars, car l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit a été contrebalancée par une baisse des prêts aux particuliers.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a diminué de 40 milliards de dollars, ou 4 %, surtout en raison d'une plus faible incidence du change et d'une diminution des expositions aux dérivés, facteurs atténués par une hausse des dépôts à des banques centrales et une hausse des mises en pension de titres. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est accru de 2 % pour s'établir à 41 %, ayant été de 39 % au trimestre précédent.

**Risque de crédit brut par région** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2016	31 octobre 2015
	30 avril 2016						Risque total		
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total			
En cours	Engagements inutilisés	Autres							
Canada	419 139 \$	145 095 \$	74 622 \$	74 312 \$	25 076 \$	738 244 \$	741 293 \$	721 680 \$	
États-Unis	73 231	61 331	72 255	189 023	13 940	409 780	433 644	344 176	
Europe	17 563	14 450	62 531	64 620	41 884	201 048	209 861	188 954	
Autres pays	14 376	3 456	17 463	39 287	6 007	80 589	85 016	77 453	
<b>Risque total</b>	<b>524 309 \$</b>	<b>224 332 \$</b>	<b>226 871 \$</b>	<b>367 242 \$</b>	<b>86 907 \$</b>	<b>1 429 661 \$</b>	<b>1 469 814 \$</b>	<b>1 332 263 \$</b>	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le profil géographique de notre risque de crédit brut est resté relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'établissait respectivement à 51 %, à 29 %, à 14 % et à 6 % (respectivement 50 %, 30 %, 14 % et 6 % au 31 janvier 2016). La faible variation au Canada et aux États-Unis découle essentiellement de l'écart de change.

**Risque lié à l'Europe**

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2016	31 octobre 2015
	30 avril 2016						Risque total lié à l'Europe		
	Prêts et acceptations		Autres			Risque total lié à l'Europe			
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres			Dérivés	
<b>Risque brut lié à l'Europe</b>	<b>17 563 \$</b>	<b>14 450 \$</b>	<b>29 356 \$</b>	<b>33 175 \$</b>	<b>64 620 \$</b>	<b>41 884 \$</b>	<b>201 048 \$</b>	<b>209 861 \$</b>	<b>188 954 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	–	–	–	–	63 906	–	63 906	67 666	57 674
Montant supplémentaire au titre du risque de crédit éventuel	–	–	–	–	–	24 708	24 708	28 093	29 875
Engagements inutilisés	–	14 450	–	33 175	–	–	47 625	46 573	43 388
<b>Risque brut lié à l'Europe – en cours</b>	<b>17 563 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>29 356 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>714 \$</b>	<b>17 176 \$</b>	<b>64 809 \$</b>	<b>67 529 \$</b>	<b>58 017 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	11 817	11 817	12 293	10 721
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	10 716	–	–	–	10 716	11 715	12 797
<b>Risque net lié à l'Europe (3)</b>	<b>17 563 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>40 072 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>714 \$</b>	<b>5 359 \$</b>	<b>63 708 \$</b>	<b>66 951 \$</b>	<b>60 093 \$</b>

(1) Se composent d'engagements inutilisés de 10,7 milliards de dollars envers des entreprises, de 3,2 milliards envers des institutions financières et de 0,6 milliard envers des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 5,7 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,7 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 0,6 milliard en Irlande, de 0,4 milliard en Espagne et de 0,1 milliard en Italie, la tranche résiduelle de 2,9 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 82 % des engagements inutilisés ont trait à des entités assorties d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 10,7 milliards de dollars (11,7 milliards au 31 janvier 2016), des dépôts de 15,8 milliards (16,2 milliards au 31 janvier 2016) et des titres disponibles à la vente de 13,6 milliards (13,5 milliards au 31 janvier 2016).

(3) Exclut un risque de 2,2 milliards de dollars (2,0 milliards au 31 janvier 2016) lié aux organismes supranationaux.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. Selon cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous étions exposés se chiffrait à 201 milliards de dollars au 30 avril 2016. Le risque de crédit brut lié à l'Europe (en cours) se chiffrait à 65 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 64 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 48 milliards ainsi que du montant de 25 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous étions exposés en Europe se chiffrait à 64 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 12 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 11 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous étions exposés en Europe reflétait aussi une tranche de 1,7 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

**Risque net lié à l'Europe par pays** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2016	31 octobre 2015
	30 avril 2016					Total		
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total			
Royaume-Uni	10 178 \$	9 415 \$	578 \$	2 479 \$	22 650 \$	25 893 \$	20 964 \$	
Allemagne	1 045	8 493	20	423	9 981	9 729	9 496	
France	553	3 872	5	724	5 154	4 866	4 533	
<b>Total – Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>11 776 \$</b>	<b>21 780 \$</b>	<b>603 \$</b>	<b>3 626 \$</b>	<b>37 785 \$</b>	<b>40 488 \$</b>	<b>34 993 \$</b>	
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	
Irlande	591	20	36	316	963	1 387	1 319	
Italie	94	92	–	46	232	226	100	
Portugal	7	5	–	11	23	10	9	
Espagne	368	77	–	107	552	561	439	
<b>Total – pays périphériques</b> <sup>(2)</sup>	<b>1 060 \$</b>	<b>194 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>480 \$</b>	<b>1 770 \$</b>	<b>2 184 \$</b>	<b>1 867 \$</b>	
Luxembourg	711 \$	6 745 \$	14 \$	85 \$	7 555 \$	5 872 \$	4 890 \$	
Pays-Bas	1 006	2 681	6	799	4 492	4 126	4 983	
Norvège	344	3 888	–	22	4 254	5 065	4 886	
Suède	304	2 854	20	31	3 209	3 652	3 376	
Suisse	1 184	660	11	148	2 003	2 433	1 753	
Autres	1 178	1 270	24	168	2 640	3 131	3 345	
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>4 727 \$</b>	<b>18 098 \$</b>	<b>75 \$</b>	<b>1 253 \$</b>	<b>24 153 \$</b>	<b>24 279 \$</b>	<b>23 233 \$</b>	
<b>Risque total lié à l'Europe</b>	<b>17 563 \$</b>	<b>40 072 \$</b>	<b>714 \$</b>	<b>5 359 \$</b>	<b>63 708 \$</b>	<b>66 951 \$</b>	<b>60 093 \$</b>	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe était de néant pour la Grèce (néant au 31 janvier 2016), de 17,1 milliards de dollars pour l'Irlande (15,8 milliards au 31 janvier 2016), de 0,4 milliard pour l'Italie (0,4 milliard au 31 janvier 2016), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,4 milliard au 31 janvier 2016) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (1,4 milliard au 31 janvier 2016).

La nature de nos risques liés à l'Europe, décrits à la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2015, n'a subi aucun changement significatif.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le risque de crédit net lié à l'Europe a régressé de 3,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du risque lié au Royaume-Uni, à la Norvège et aux autres pays, en partie neutralisée par une augmentation du risque lié au Luxembourg. Le risque net auquel nous étions exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, tandis que le risque de crédit total a diminué de 0,4 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 1,8 milliard.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée à l'égard de ce portefeuille pour le trimestre est négligeable. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts correspond à 0,6 %, en hausse de 10 points de base par rapport au trimestre précédent.

**Risque net lié à l'Europe par type de client**

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 janvier 2016	31 octobre 2015
	30 avril 2016													
	Royaume- Uni	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne, France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphé- riques	Autres pays d'Europe	Total – Europe		
Institutions financières	9 325 \$	7 716 \$	1 020 \$	18 061 \$	– \$	184 \$	150 \$	7 \$	100 \$	441 \$	11 195 \$	29 697 \$	29 236 \$	27 835 \$
Organismes souverains	4 152	728	3 449	8 329	–	20	–	4	103	127	8 794	17 250	19 565	14 815
Grandes entreprises	9 173	1 537	685	11 395	–	759	82	12	349	1 202	4 164	16 761	18 150	17 443
<b>Total</b>	<b>22 650 \$</b>	<b>9 981 \$</b>	<b>5 154 \$</b>	<b>37 785 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>963 \$</b>	<b>232 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>552 \$</b>	<b>1 770 \$</b>	<b>24 153 \$</b>	<b>63 708 \$</b>	<b>66 951 \$</b>	<b>60 093 \$</b>

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le risque net lié aux organismes souverains a diminué de 2,3 milliards de dollars, en raison principalement de diminutions touchant le Royaume-Uni, atténuées par des augmentations attribuables aux autres pays d'Europe. La hausse de 0,5 milliard de dollars du risque net lié aux institutions financières a principalement concerné l'Allemagne et le Royaume-Uni, facteur contrebalancé par des baisses touchant les autres pays d'Europe. Le risque net lié aux grandes entreprises a diminué de 1,4 milliard de dollars, principalement dans les autres pays d'Europe et au Royaume-Uni.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par région géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marges de crédit sur valeur nette (3)	
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique	7 230 \$	57 %	5 460 \$	43 %	12 690 \$	2 029 \$
Québec	13 442	49	14 133	51	27 575	4 108
Ontario	40 320	41	57 060	59	97 380	16 409
Alberta	21 035	57	15 585	43	36 620	7 046
Saskatchewan et Manitoba	8 364	52	7 706	48	16 070	2 657
Colombie-Britannique et territoires	16 657	38	27 148	62	43 805	8 938
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>107 048 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>127 092 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>234 140 \$</b>	<b>41 187 \$</b>
États-Unis	–	–	8 393	100	8 393	1 514
Autres pays	13	–	3 078	100	3 091	2 740
<b>Total – autres pays</b>	<b>13 \$</b>	<b>– %</b>	<b>11 471 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>11 484 \$</b>	<b>4 254 \$</b>
<b>Total</b>	<b>107 061 \$</b>	<b>44 %</b>	<b>138 563 \$</b>	<b>56 %</b>	<b>245 624 \$</b>	<b>45 441 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marges de crédit sur valeur nette (3)	
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique	7 257 \$	58 %	5 309 \$	42 %	12 566 \$	2 033 \$
Québec	13 489	49	13 776	51	27 265	4 093
Ontario	40 783	42	55 742	58	96 525	16 195
Alberta	21 169	58	15 420	42	36 589	7 057
Saskatchewan et Manitoba	8 414	52	7 626	48	16 040	2 685
Colombie-Britannique et territoires	17 016	39	26 684	61	43 700	8 832
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>108 128 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>124 557 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>232 685 \$</b>	<b>40 895 \$</b>
États-Unis	–	–	8 996	100	8 996	1 651
Autres pays	14	–	3 493	100	3 507	3 039
<b>Total – autres pays</b>	<b>14 \$</b>	<b>– %</b>	<b>12 489 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>12 503 \$</b>	<b>4 690 \$</b>
<b>Total</b>	<b>108 142 \$</b>	<b>44 %</b>	<b>137 046 \$</b>	<b>56 %</b>	<b>245 188 \$</b>	<b>45 585 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 405 millions de dollars (440 millions au 31 janvier 2016).
- (2) Les prêts hypothécaires assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.
- (4) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 234 milliards de dollars (233 milliards au 31 janvier 2016) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 209 milliards (208 milliards au 31 janvier 2016) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards (6 milliards au 31 janvier 2016), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 31 janvier 2016) est garantie, les deux appartenant au secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards (19 milliards au 31 janvier 2016) appartenant au secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2016, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens correspondaient à 41 milliards de dollars (41 milliards au 31 janvier 2016). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 janvier 2016) sont garanties au moyen d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et 7 % (7 % au 31 janvier 2016) de l'ensemble des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les intérêts à payer.

### Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	30 avril 2016			31 janvier 2016		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	75 %	39 %	73 %	75 %	39 %	73 %
Plus de 25 à 30 ans	24	59	26	23	60	25
Plus de 30 à 35 ans	1	2	1	2	1	2
Plus de 35 ans	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

### Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016		le 31 janvier 2016		le 30 avril 2016	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	74 %	75 %	73 %	75 %
Québec	70	73	70	73	70	73
Ontario	70	69	70	69	70	69
Alberta	72	72	73	73	72	73
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	69	65	68	66	68	65
États-Unis	72	n.s.	74	n.s.	73	n.s.
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.	63	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)	70 %	69 %	70 %	69 %	70 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	56 %	54 %	55 %	55 %	56 %	54 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances de prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

## Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	279 \$	284 \$	235 \$	563 \$	487 \$
Gestion de patrimoine	7	5	32	12	45
Marchés des Capitaux	123	120	15	243	20
Services de soutien généraux et autres (1)	51	1	–	52	–
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>460 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>552 \$</b>
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	8 \$	11 \$	5 \$	19 \$	13 \$
Prêts aux particuliers	117	116	97	233	193
Prêts sur cartes de crédit	113	103	94	216	186
Prêts aux petites entreprises	9	8	9	17	18
Prêts de détail	247	238	205	485	410
Prêts de gros	45	117	11	162	39
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	292	355	216	647	449
États-Unis (2), (3)					
Prêts de détail	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Prêts de gros	112	38	10	150	17
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	112	38	11	150	18
Autres pays (2), (3)					
Prêts de détail	(1)\$	20 \$	10 \$	19 \$	14 \$
Prêts de gros	7	(3)	45	4	71
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	6	17	55	23	85
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux</b>	<b>50</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>50</b>	<b>–</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>460 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>552 \$</b>
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances					
Ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,36 %	0,31 %	0,25 %	0,33 %	0,24 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	0,32 %	0,31 %	0,25 %	0,31 %	0,24 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,30 %	0,30 %	0,26 %	0,30 %	0,27 %
Services bancaires canadiens	0,30 %	0,29 %	0,25 %	0,29 %	0,25 %
Services bancaires dans les Antilles	0,32 %	0,88 %	1,06 %	0,61 %	1,00 %
Gestion de patrimoine	0,06 %	0,04 %	0,73 %	0,05 %	0,51 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts	0,04 %	0,02 %	0,73 %	0,03 %	0,51 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	0,02 %	0,02 %	s.o.	0,02 %	s.o.
Marchés des Capitaux	0,56 %	0,53 %	0,08 %	0,54 %	0,05 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 178 millions de dollars, ou 63 %, par rapport à il y a un an. Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 36 points de base, qui représente une détérioration de 11 points, est constitué de 32 points liés aux prêts douteux et de 4 points liés aux prêts non encore désignés comme douteux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 44 millions de dollars, ou 19 %, et le ratio correspondant s'est détérioré de 4 points pour atteindre 30 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation relative aux services bancaires des Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 25 millions de dollars, car la dotation d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard d'un seul compte appartenant au secteur Gestion de patrimoine – International. Au cours du trimestre, nous avons inscrit une dotation à la provision de 7 millions de dollars liée à City National.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 108 millions de dollars, en raison surtout de la dotation relative au secteur du pétrole et du gaz, qui reflète la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a grimpé à cause d'une augmentation de 50 millions de dollars de la dotation liée aux prêts non encore désignés comme douteux, ce qui s'explique par la croissance du volume des prêts et l'incertitude économique actuelle.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 50 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent surtout en raison d'une hausse de 50 millions de dollars de la dotation liée aux prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné plus haut. Le ratio correspondant s'est détérioré de 5 points pour se fixer à 36 points de base. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 410 millions de dollars est inchangée par rapport au trimestre précédent, car les faibles hausses venant des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine ont été compensées par une baisse du côté des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a régressé de 5 millions de dollars, ou 2 %, tandis que le ratio correspondant n'a pas changé, étant de 30 points de base, conséquence surtout de la baisse de la dotation relative aux services bancaires des Antilles. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 2 millions de dollars, en raison de la dotation liée à City National évoquée plus haut.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 3 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a grimpé de 50 millions de dollars en raison d'une hausse de la dotation liée aux prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné plus haut.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 318 millions de dollars, ou 58 %, par rapport à un an plus tôt. Le ratio connexe s'est détérioré de 9 points pour s'établir à 33 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 76 millions de dollars, ou 16 %, et le ratio correspondant s'est détérioré de 3 points pour atteindre 30 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances relative à nos services bancaires des Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 33 millions de dollars, car la dotation d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard de deux comptes appartenant au secteur Gestion de patrimoine – International. Pour l'exercice courant, nous avons inscrit une dotation à la provision de 12 millions de dollars pour City National.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 223 millions de dollars, en raison surtout de la dotation relative au secteur du pétrole et du gaz, qui reflète la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a grimpé en raison d'une hausse de la dotation liée aux prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné plus haut.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 731 \$	1 817 \$	1 901 \$
Gestion de patrimoine (1)	736	835	91
Marchés des Capitaux	1 234	466	151
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 703 \$</b>	<b>3 120 \$</b>	<b>2 145 \$</b>
Canada (2)			
Prêts de détail	651 \$	624 \$	675 \$
Prêts de gros	591	604	490
Montant brut des prêts douteux	1 242	1 228	1 165
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	42 \$	22 \$	10 \$
Prêts de gros	1 568	876	99
Montant brut des prêts douteux	1 610	898	109
Autres pays (2)			
Prêts de détail	330 \$	392 \$	360 \$
Prêts de gros	521	602	511
Montant brut des prêts douteux	851	994	871
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 703 \$</b>	<b>3 120 \$</b>	<b>2 145 \$</b>
Prêts douteux, solde d'ouverture	3 120 \$	2 285 \$	2 133 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	1 378	544	438
Remboursements nets (2), (3)	(148)	(175)	(44)
Montants radiés	(345)	(347)	(323)
Autres (3), (4)	(302)	813	(59)
Prêts douteux, solde à la fin de la période (2)	3 703 \$	3 120 \$	2 145 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (5)			
Ratio total du montant brut des prêts douteux	0,71 %	0,59 %	0,46 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,45 %	0,48 %	0,52 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,27 %	0,32 %
Services bancaires dans les Antilles	8,14 %	8,99 %	9,23 %
Gestion de patrimoine	1,54 %	1,69 %	0,51 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,43 %	0,40 %	0,51 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés acquis	1,11 %	1,29 %	– %
Marchés des Capitaux	1,38 %	0,52 %	0,19 %

(1) Y compris 531 millions de dollars (636 millions au 31 janvier 2016) relativement à des prêts dépréciés acquis, dont plus de 80 % sont assurés par des accords de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Pour plus de détails, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations. Y compris des prêts dépréciés acquis de 680 millions de dollars venant de City National en date de l'acquisition.

(5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015**

Le montant brut total des prêts douteux s'est accru de 1 558 millions de dollars, ou 73 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a augmenté de 25 points pour se fixer à 71 points de base, conséquence surtout de l'accroissement des prêts douteux dans notre portefeuille des Marchés de Capitaux et aussi du fait des prêts dépréciés acquis (PDA) de 531 millions de dollars par suite de l'acquisition de City National, ce qui a contribué à hauteur de 10 points de base à l'augmentation. Plus de 80 % de ces PDA sont couverts par des accords de partage des pertes avec la FDIC. Pour des détails sur les prêts dépréciés acquis, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 170 millions de dollars, tandis que le ratio correspondant a diminué de 7 points pour atteindre 45 points de base, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires résidentiels, et dans nos portefeuilles des Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 645 millions de dollars, en raison surtout de l'acquisition de City National, comme il a été déjà mentionné.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 1 083 millions de dollars, par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur pétrogazier, à cause de la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le montant brut total des prêts douteux s'est accru de 583 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a augmenté de 12 points pour se fixer à 71 points de base, conséquence surtout de l'accroissement des prêts douteux dans notre portefeuille des Marchés de Capitaux, facteur atténué par une diminution des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 86 millions de dollars, et le ratio correspondant a baissé de 3 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux dans nos portefeuilles des Antilles, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 99 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout d'une diminution des PDA liés à City National.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 768 millions de dollars par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur pétrogazier, à cause de la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

## Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2016	31 janvier 2016	30 avril 2015
<b>Provision pour prêts douteux</b>			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	544 \$	587 \$	584 \$
Gestion de patrimoine (1)	53	51	45
Marchés des Capitaux	251	146	37
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>850 \$</b>	<b>786 \$</b>	<b>668 \$</b>
<b>Canada (2)</b>			
Prêts de détail	156 \$	155 \$	147 \$
Prêts de gros	214	200	139
Provision pour prêts douteux	370	355	286
<b>États-Unis (1), (2)</b>			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	2 \$
Prêts de gros	149	50	27
Provision pour prêts douteux	150	51	29
<b>Autres pays (2)</b>			
Prêts de détail	165 \$	193 \$	168 \$
Prêts de gros	165	187	185
Provision pour prêts douteux	330	380	353
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>850 \$</b>	<b>786 \$</b>	<b>668 \$</b>
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 512	1 474	1 460
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 362 \$</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>2 128 \$</b>

(1) Depuis le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 234 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, l'écart étant attribuable essentiellement à l'augmentation de la provision liée au secteur Marchés des Capitaux, du même ordre que la dotation inscrite pour le trimestre considéré, et à une hausse de 50 millions de dollars de la provision pour les prêts non encore désignés comme douteux. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

## Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 102 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, variation qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la provision liée aux Marchés des Capitaux, du même ordre que la dotation inscrite pour le trimestre considéré, et par une hausse de la provision pour les prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné plus haut. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels comptabilisés dans les revenus ou dans les autres éléments du résultat global et découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en périodes de tensions. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2015.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de positions liées aux activités autres que de négociation. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement significatif à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel, ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2015.

### Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

#### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2016				31 janvier 2016		30 avril 2015	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	13 \$	18 \$	28 \$	11 \$	21 \$	22 \$	9 \$	11 \$
Change	5	5	8	4	4	4	4	4
Marchandises	2	3	4	2	2	3	3	4
Taux d'intérêt	18	22	32	15	29	24	26	29
Risque de crédit spécifique (1)	7	5	7	4	5	6	8	8
Effet de diversification (2)	(15)	(16)	(22)	(11)	(18)	(19)	(21)	(22)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>30 \$</b>	<b>37 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>34 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>86 \$</b>	<b>102 \$</b>	<b>147 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>114 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>105 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2016				30 avril 2015	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	13 \$	20 \$	32 \$	11 \$	9 \$	10 \$
Change	5	5	8	4	4	4
Marchandises	2	3	4	2	3	4
Taux d'intérêt	18	23	32	15	26	28
Risque de crédit spécifique (1)	7	5	7	4	8	8
Effet de diversification (2)	(15)	(17)	(23)	(11)	(21)	(21)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>30 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>33 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>86 \$</b>	<b>104 \$</b>	<b>150 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>106 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

#### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 37 millions de dollars, en hausse de 3 millions par rapport à il y a un an, en raison surtout d'une hausse attribuable à l'écart de change. Une augmentation du risque lié aux actions a été grandement atténuée par une réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés, comme l'indique la baisse des moyennes de la VAR liées aux taux d'intérêt et au risque de crédit spécifique. L'augmentation de la moyenne de la VAR pour le trimestre considéré rend aussi compte de l'extrême volatilité du marché des actions observée au début de l'année civile dans les statistiques servant au calcul de la VAR.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 102 millions de dollars, en baisse de 3 millions par rapport à il y a un an, surtout à cause de la réduction des risques associés à certaines anciennes activités au cours de l'année, malgré une hausse de la moyenne en raison de l'écart de change.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 37 millions de dollars, en baisse de 3 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement une plus faible incidence du change et une diminution des activités des clients au chapitre de la négociation de dérivés sur actions. La baisse s'explique aussi par une réduction des expositions liées aux titres à revenu fixe et aux produits titrisés, comme l'indique la baisse des moyennes de la VAR liées aux taux d'intérêt et au risque de crédit spécifique.

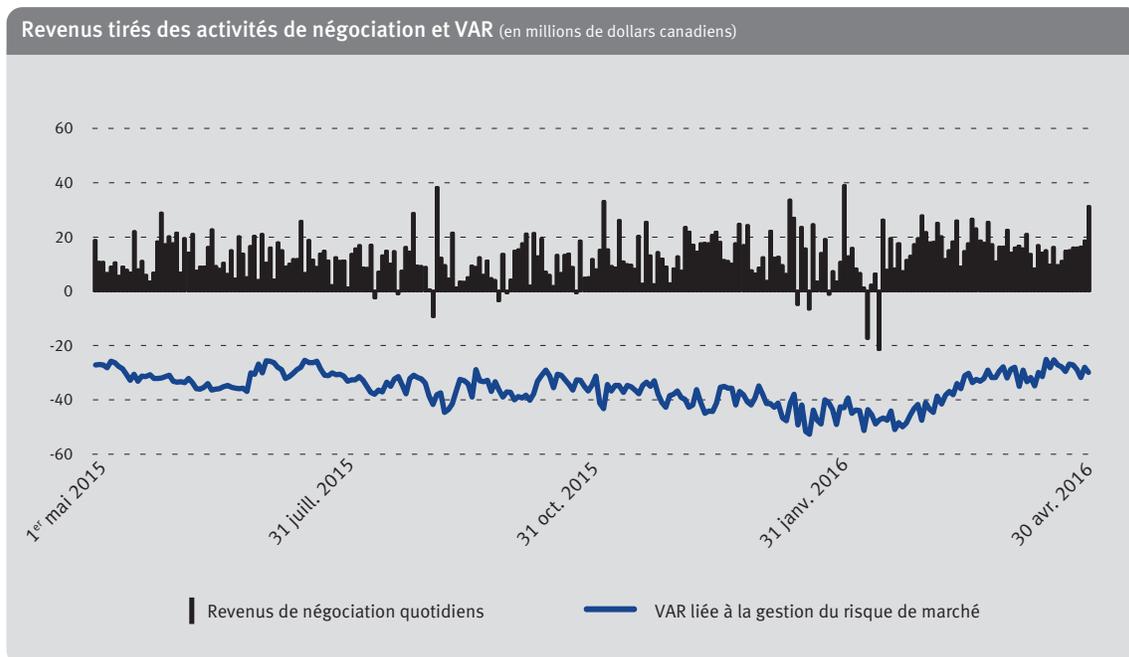
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 102 millions de dollars, en baisse de 4 millions par rapport au trimestre précédent, baisse qui est surtout attribuable à une plus faible incidence du change et à une diminution des activités des clients au chapitre de la négociation de dérivés sur actions, comme il est mentionné plus haut.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 39 millions de dollars, en hausse de 6 millions par rapport à il y a un an, hausse qui résulte surtout de l'écart de change. L'augmentation du risque lié aux actions, due à une intensification des activités des clients de notre secteur de négociation de dérivés sur actions, a été grandement atténuée par une réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés.

La moyenne de la VAR en périodes de tension de 104 millions de dollars est relativement stable par rapport à un an plus tôt.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu 2 séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 39 millions de dollars, comparativement à 3 séances totalisant 13 millions de dollars au premier trimestre de 2016, aucune de ces pertes n'ayant excédé la VAR. Les pertes subies tôt au cours du trimestre sont principalement attribuables à la volatilité du cours des actions et des écarts de taux qui résulte des craintes au sujet de la croissance mondiale qui persistent depuis le trimestre précédent.



### Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2016, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,6 milliards de dollars, et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,7 milliards à l'appui des passifs.

### Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau ci-après présente l'incidence potentielle avant impôt sur les éléments autres que de négociation présentés dans le bilan de la Banque d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de douze mois, en présumant qu'aucune opération de couverture ultérieure n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2016						31 janvier 2016		30 avril 2015	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 199)\$	7 \$	(1 192)\$	258 \$	163 \$	421 \$	(1 286)\$	427 \$	(877)\$	357 \$
diminution des taux de 100 p.b.	931	(360)	571	(328)	(122)	(450)	593	(457)	622	(353)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

Au 30 avril 2016, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 450 millions de dollars sur le revenu net d'intérêt de la Banque, en baisse par rapport à 457 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base survenu au 30 avril 2016 aurait eu une incidence négative de 1 192 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en baisse par rapport à 1 286 millions au trimestre précédent. Le profil du risque lié au revenu net d'intérêt n'a subi aucun changement significatif d'un trimestre à l'autre. La diminution du risque lié à la valeur économique des capitaux propres d'un trimestre à l'autre est principalement imputable à la croissance des dépôts en dollars US à faible taux. Au cours du deuxième trimestre de 2016, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

### Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

#### Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 59 milliards de dollars au 30 avril 2016, n'ayant pas changé par rapport au 31 janvier 2016. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité liés à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 30 avril 2016, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une perte avant impôt de 5,0 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une perte avant impôt de 15,3 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 30 avril 2016 s'établissait à 44,4 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,7 milliard de dollars au 30 avril 2016, en baisse de 1,8 milliard par rapport au trimestre précédent.

#### Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 6,0 milliards de dollars au 30 avril 2016, en baisse par rapport à 9,0 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 4,9 milliards au 30 avril 2016, en baisse par rapport à 5,4 milliards au trimestre précédent.

### **Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable**

Les actifs et passifs dérivés décrits précédemment comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 2,8 milliards de dollars au 30 avril 2016, en baisse par rapport à 3,4 milliards au trimestre précédent, et des passifs dérivés qui se chiffraient à 1,7 milliard au 30 avril 2016, en baisse par rapport à 2,5 milliards au trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 4,0 millions de dollars au 30 avril 2016.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

### **Autres dérivés non détenus à des fins de transaction**

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée afin de gérer les risques liés aux autres activités autres que de négociation. Ces dérivés ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés liés à ces activités s'établissaient à 3,2 milliards de dollars au 30 avril 2016, en baisse par rapport à 5,6 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 3,2 milliards au 30 avril 2016, en hausse par rapport à 2,9 milliards au trimestre précédent.

### **Risque de change lié aux activités autres que de négociation**

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques lié aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2015.

**Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan**

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 30 avril 2016			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	14 845 \$	7 240 \$	7 605 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	29 229	17 222	12 007	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	151 952	144 814	7 138	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	72 419	–	72 419	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	184 825	184 574	251	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	359 863	8 616	351 247	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	150 602	133	150 469	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 271)	–	(2 271)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	882	–	882	Taux d'intérêt
Dérivés	115 298	109 347	5 951	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	66 540	19 951	46 589	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>6 173</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 150 357 \$</b>	<b>491 897 \$</b>	<b>652 287 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	741 454 \$	131 841 \$	609 613 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	882	–	882	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	47 121	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	96 574	96 574	–	Taux d'intérêt
Dérivés	116 479	111 605	4 874	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	62 999	18 902	44 097	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 564	–	9 564	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (16)</b>	<b>7 158</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 082 231 \$</b>	<b>406 043 \$</b>	<b>669 030 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>68 126 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 150 357 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 589 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 016 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 12 007 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 138 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 59 228 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 13 191 millions. Une tranche de 57 549 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 513 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 13 357 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 251 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 351 247 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 149 191 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 278 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 42 523 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 4 066 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 173 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 609 613 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 10 611 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 33 486 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 158 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	17 050 \$	10 193 \$	6 857 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	24 636	16 179	8 457	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	161 442	154 671	6 771	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	72 269	–	72 269	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	196 295	195 897	398	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	360 763	8 711	352 052	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	157 592	149	157 443	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 169)	–	(2 169)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	839	–	839	Taux d'intérêt
Dérivés	132 560	123 521	9 039	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	73 185	26 199	46 986	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>5 890</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 200 352 \$</b>	<b>535 520 \$</b>	<b>658 942 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	769 568 \$	156 819 \$	612 749 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	839	–	839	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	51 931	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	99 310	99 198	112	Taux d'intérêt
Dérivés	132 023	126 572	5 451	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	59 319	20 447	38 872	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 854	–	9 854	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (17)</b>	<b>7 620</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 130 464 \$</b>	<b>454 967 \$</b>	<b>667 877 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>69 888 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 200 352 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.
- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 181 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 676 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 8 457 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 771 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Comprend des titres disponibles à la vente de 59 032 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 13 237 millions. Une tranche de 58 675 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 524 millions sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante d'un montant de 12 070 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.
- (7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 398 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 352 052 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 156 208 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 235 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 010 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 3 976 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 890 millions de dollars.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 612 749 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 112 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 248 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 28 624 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 620 millions de dollars.

## Risque de liquidité et de financement

Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie et de nous positionner en vue de l'entrée en vigueur des réformes réglementaires en voie d'élaboration dans les territoires où nous exerçons nos activités. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

### Contexte réglementaire

Le contexte réglementaire n'a subi aucun changement significatif par rapport à celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Pour une analyse des faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.

### Évaluation du risque

Pour évaluer le risque de liquidité, nous formulons des hypothèses spécifiques à un scénario à l'égard de nos actifs et passifs et à l'égard de nos engagements hors bilan, de manière à établir les profils relatifs aux flux de trésorerie prévus sur divers horizons. Le profil des flux de trésorerie d'un produit en particulier peut donc être différent des flux de trésorerie dérivés selon les montants contractuels. Par exemple, un portefeuille d'obligations d'État de haute qualité et non grevées est considéré comme une source disponible et fiable d'entrées de trésorerie avant même la date d'échéance contractuelle de ces obligations. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses connexes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Afin de gérer notre goût du risque de liquidité, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Pour plus de détails sur nos méthodes et mesures, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement du rapport annuel 2015.

### Profil de risque

Au 30 avril 2016, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 472 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (478 milliards, ou 52 %, au 31 janvier 2016). Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 102 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 161 milliards, qui représentaient 11 % et 18 % du total du financement au 30 avril 2016, respectivement (122 milliards et 170 milliards, ou 13 % et 18 %, du total du financement, respectivement, au 31 janvier 2016). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et de soutenir des réserves d'actifs liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-après.

Au 30 avril 2016, nos actifs liquides pour les cas d'urgence se chiffraient à 15 milliards de dollars, dont 9 milliards et 6 milliards libellés respectivement en dollars US et en dollars CA (16 milliards, dont 10 milliards et 6 milliards libellés respectivement en dollars US et en dollars CA au 31 janvier 2016). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, nos actifs liquides pour les cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 16 milliards de dollars, soit 10 milliards de dollars US et 6 milliards de dollars CA (16 milliards, soit 10 milliards de dollars US et 6 milliards de dollars CA, au 31 janvier 2016). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage de dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 30 avril 2016 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2016); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage de dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 30 avril 2016 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2016). Ces actifs sont pris en compte dans notre portefeuille d'actifs liquides de haute qualité.

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le BSIF a adopté un ratio de liquidité à court terme minimal de 100 % pour les banques canadiennes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, comme l'indique sa ligne directrice sur les normes de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme que nous déclarons est la moyenne des positions de fin de mois du trimestre et il est présenté selon le modèle de Bâle III.

**Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au			
	30 avril 2016		31 janvier 2016 <sup>(2)</sup>	
	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>				
Total des actifs liquides de haute qualité		217 656 \$		211 911 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : <sup>(3)</sup>	209 340 \$	16 087 \$	208 696 \$	16 236 \$
<i>Dépôts stables</i> <sup>(4)</sup>	69 254	2 078	66 203	1 987
<i>Dépôts moins stables</i>	140 086	14 009	142 493	14 249
Financement de gros non garanti, dont :	228 012	97 842	232 904	101 341
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts</i> <sup>(5)</sup>				
<i>dans les réseaux de banques coopératives</i>	104 278	25 048	104 370	25 084
<i>Dépôts non opérationnels</i>	106 171	55 231	111 159	58 882
<i>Dettes non garanties</i>	17 563	17 563	17 375	17 375
Financement de gros garanti		27 019		29 209
Exigences supplémentaires, dont :	215 163	56 572	228 127	62 023
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	47 248	23 556	53 044	26 260
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	4 800	4 800	5 978	5 978
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	163 115	28 216	169 105	29 785
Autres obligations de financement contractuel <sup>(6)</sup>	28 975	28 975	27 618	27 618
Autres obligations de financement conditionnel <sup>(7)</sup>	437 877	6 384	440 424	6 331
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		232 879 \$		242 758 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>				
Prêts garantis (p. ex. conventions de revente)	137 022 \$	30 715 \$	121 619 \$	30 550 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	11 414	6 968	12 106	8 024
Autres entrées de trésorerie	31 902	31 902	37 612	37 612
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		69 585 \$		76 186 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		217 656 \$		211 911 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		163 294		166 572
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		133 %		127 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (3) Ne tient pas compte des dépôts dont les taux de sortie de trésorerie sont de 0 %.
- (4) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont, soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits très improbables.
- (5) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (6) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (7) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité, y compris les actifs liquides aux fins des éventualités et de la gestion de la trésorerie, sont gérés activement, de manière à atteindre nos objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 81 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan auxquels on s'attend ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, qui sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis à un client. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### **Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Au 30 avril 2016, notre ratio de liquidité à court terme correspondait à 133 %, représentant un excédent d'environ 54 milliards de dollars, soit 9 milliards de plus que notre excédent du trimestre précédent. La hausse découle surtout de la croissance des actifs liquides de haute qualité par suite de l'augmentation du financement et des dépôts à long terme.

### **Réserve de liquidités et charges grevant les actifs**

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux ci-après présentent des sommaires de notre réserve de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Dans les deux tableaux, les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès en cas de besoin. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est autorisé (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisqu'ils ne peuvent être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

### **Réserve de liquidités**

Dans le tableau de la réserve de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex., certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides.

**Réserve de liquidités** <sup>(1)</sup>

	Au 30 avril 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	32 191 \$	– \$	32 191 \$	1 676 \$	30 515 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 497	–	2 497	295	2 202
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	290 247	19 952	310 199	146 084	164 115
Autres (2)	135 699	29 459	165 158	73 981	91 177
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	565	–	565	–	565
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	13 336	–	13 336	–	13 336
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	135 504	–	135 504	–	135 504
Autres actifs liquides (7)	18 533	–	18 533	18 533	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>628 572 \$</b>	<b>49 411 \$</b>	<b>677 983 \$</b>	<b>240 569 \$</b>	<b>437 414 \$</b>

	Au 31 janvier 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	29 205 \$	– \$	29 205 \$	1 903 \$	27 302 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 793	–	3 793	292	3 501
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	294 921	24 288	319 209	147 715	171 494
Autres (2)	146 338	31 417	177 755	83 845	93 910
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	638	–	638	–	638
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	12 718	–	12 718	–	12 718
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	136 646	–	136 646	–	136 646
Autres actifs liquides (7)	23 584	–	23 584	23 584	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>647 843 \$</b>	<b>55 705 \$</b>	<b>703 548 \$</b>	<b>257 339 \$</b>	<b>446 209 \$</b>

	Au	
	30 avril 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	256 429 \$	260 636 \$
Filiales	64 506	65 828
Succursales à l'étranger	116 479	119 745
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>437 414 \$</b>	<b>446 209 \$</b>

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le total des actifs liquides a diminué de 26 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de l'écart de change et des changements de types de garanties par les clients.

**Charges grevant les actifs**

Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (dont les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Une partie des actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés, mais la monétisation de ces actifs nécessite généralement un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 30 avril 2016, nos actifs disponibles à titre de garantie constituaient 68 % du total de nos actifs liquides.

**Charges grevant les actifs (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	30 avril 2016					31 janvier 2016				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	1 676 \$	13 169 \$	– \$	14 845 \$	– \$	1 903 \$	15 147 \$	– \$	17 050 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	–	295	28 934	–	29 229	–	292	24 344	–	24 636
Valeurs mobilières										
Activités de négociation	66 277	–	84 419	1 256	151 952	73 968	–	85 848	1 626	161 442
Titres disponibles à la vente	6 918	–	62 830	2 671	72 419	8 237	49	61 125	2 858	72 269
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	158 437	–	90 621	15 887	264 945	164 460	–	96 425	18 920	279 805
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	34 428	–	34 609	–	69 037	34 767	–	35 436	–	70 203
Prêts hypothécaires	43 242	–	11 183	122 567	176 992	35 593	–	11 990	127 842	175 425
Prêts autres qu'hypothécaires	11 380	–	96 993	5 461	113 834	10 839	–	97 326	6 970	115 135
Prêts de gros	3 629	–	40 822	106 151	150 602	2 869	–	41 083	113 640	157 592
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 271)	(2 271)	–	–	–	(2 169)	(2 169)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	882	882	–	–	–	839	839
Autres – Dérivés	–	–	–	115 298	115 298	–	–	–	132 560	132 560
– Autres (6)	18 533	–	–	54 180	72 713	23 584	–	–	55 491	79 075
<b>Total de l'actif</b>	<b>342 844 \$</b>	<b>1 971 \$</b>	<b>463 580 \$</b>	<b>422 082 \$</b>	<b>1 230 477 \$</b>	<b>354 317 \$</b>	<b>2 244 \$</b>	<b>468 724 \$</b>	<b>458 577 \$</b>	<b>1 283 862 \$</b>

(1) Les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.

(2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté imposées par les banques centrales.

(4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.

(6) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tensions comprennent : i) la capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

### Profil des dépôts

Les dépôts de base tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, et ils représentaient 67 % du total de nos dépôts au 30 avril 2016 (66 % au 31 janvier 2016). Au cours du dernier trimestre, le solde des dépôts de base est resté relativement stable. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur les échéances du financement de gros, se reporter respectivement à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur les plans des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

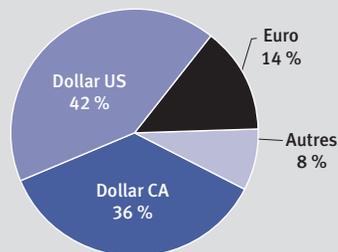
#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de billets à moyen terme enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US</li> <li>• Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars US <sup>(1)</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>• Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros</li> <li>• Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros.

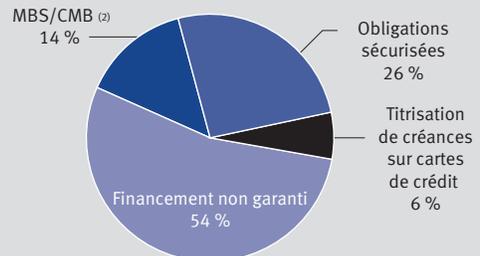
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit de financement à long terme. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme<sup>(1)</sup> par monnaie d'émission (160 milliards de dollars au 30 avril 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Composition du financement de la dette à long terme<sup>(1)</sup> par produit (160 milliards de dollars au 30 avril 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

(2) Titres adossés à des créances hypothécaires/obligations hypothécaires du Canada

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	2 555 \$	10 \$	19 \$	68 \$	2 652 \$	– \$	– \$	2 652 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 757	12 965	9 817	5 694	35 233	905	248	36 386
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	1 235	3 920	4 278	1 843	11 276	–	–	11 276
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	8	4 202	7 327	16 736	28 273	10 476	46 637	85 386
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	1 146	281	211	480	2 118	718	6 512	9 348
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 275	838	1 202	3 315	3 322	14 871	21 508
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	1 200	2 196	1 946	2 179	7 521	9 797	34 598	51 916
Passifs subordonnés	–	–	–	–	–	94	9 329	9 423
Autres <sup>(7)</sup>	4 291	2 826	504	1 003	8 624	7	4 154	12 785
<b>Total</b>	<b>17 192 \$</b>	<b>27 675 \$</b>	<b>24 940 \$</b>	<b>29 205 \$</b>	<b>99 012 \$</b>	<b>25 319 \$</b>	<b>116 349 \$</b>	<b>240 680 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	6 154 \$	9 401 \$	7 062 \$	5 224 \$	27 841 \$	13 120 \$	49 469 \$	90 430 \$
– Financement non garanti	11 038	18 274	17 878	23 981	71 171	12 199	66 880	150 250

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	2 586 \$	329 \$	25 \$	82 \$	3 022 \$	– \$	– \$	3 022 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 894	16 256	21 423	8 481	52 054	–	221	52 275
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 545	4 774	5 031	245	12 595	–	–	12 595
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	368	4 045	4 402	17 998	26 813	15 276	45 291	87 380
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	76	469	457	648	1 650	788	6 903	9 341
Titrisation de prêts hypothécaires	30	606	1 395	1 528	3 559	2 528	15 792	21 879
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	700	–	3 651	3 810	8 161	8 620	31 403	48 184
Passifs subordonnés	–	–	–	–	–	116	9 515	9 631
Autres <sup>(7)</sup>	3 868	2 682	1 277	1 538	9 365	8	4 678	14 051
<b>Total</b>	<b>16 067 \$</b>	<b>29 161 \$</b>	<b>37 661 \$</b>	<b>34 330 \$</b>	<b>117 219 \$</b>	<b>27 336 \$</b>	<b>113 803 \$</b>	<b>258 358 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	7 080 \$	7 769 \$	10 077 \$	5 583 \$	30 509 \$	11 148 \$	47 196 \$	88 853 \$
– Financement non garanti	8 987	21 392	27 584	28 747	86 710	16 188	66 607	169 505

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 729 millions de dollars (6 193 millions au 31 janvier 2016), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 163 millions (3 473 millions au 31 janvier 2016) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 3 893 millions (4 387 millions au 31 janvier 2016).

**Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan**

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation du risque.

**Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan**

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	41 045 \$	78 \$	9 \$	411 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 531 \$	44 074 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	97 686	6	34	6	18	62	146	5 878	48 116	151 952
Titres disponibles à la vente	848	8 378	1 534	1 257	1 949	8 223	20 183	28 277	1 770	72 419
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	99 554	37 806	22 915	5 521	8 613	3 099	–	–	7 317	184 825
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 820	15 883	18 557	18 352	17 393	104 260	197 460	36 090	84 379	508 194
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 176	4 591	70	–	6	–	1	–	–	13 844
Dérivés	9 635	9 434	4 522	5 290	2 677	10 922	27 368	45 439	11	115 298
Autres actifs financiers	24 625	2 394	1 428	239	22	70	34	394	1 501	30 707
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>298 389 \$</b>	<b>78 570 \$</b>	<b>49 069 \$</b>	<b>31 076 \$</b>	<b>30 678 \$</b>	<b>126 636 \$</b>	<b>245 192 \$</b>	<b>116 078 \$</b>	<b>145 625 \$</b>	<b>1 121 313 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 092	852	314	889	126	1 179	1 649	2 721	20 222	29 044
<b>Total de l'actif</b>	<b>299 481 \$</b>	<b>79 422 \$</b>	<b>49 383 \$</b>	<b>31 965 \$</b>	<b>30 804 \$</b>	<b>127 815 \$</b>	<b>246 841 \$</b>	<b>118 799 \$</b>	<b>165 847 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	37 033 \$	28 345 \$	33 397 \$	33 648 \$	25 454 \$	21 210 \$	60 388 \$	14 194 \$	383 178 \$	636 847 \$
Emprunts garantis	2 718	8 805	6 363	4 976	1 846	9 706	18 177	9 642	–	62 233
Obligations sécurisées	–	2 196	1 193	–	–	6 216	30 076	2 693	–	42 374
Autres										
Acceptations	9 176	4 591	70	–	6	–	1	–	–	13 844
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	–	–	–	–	–	–	–	–	47 121
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	81 903	3 522	3 728	510	950	13	20	–	5 928	96 574
Dérivés	9 107	9 933	5 883	6 849	3 518	10 630	28 156	42 396	7	116 479
Autres passifs financiers	24 403	2 652	1 290	186	204	96	239	3 853	534	33 457
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	110	9 454	–	9 564
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>211 461 \$</b>	<b>60 044 \$</b>	<b>51 924 \$</b>	<b>46 169 \$</b>	<b>31 978 \$</b>	<b>47 871 \$</b>	<b>137 167 \$</b>	<b>82 232 \$</b>	<b>389 647 \$</b>	<b>1 058 493 \$</b>
Autres passifs non financiers	653	399	188	2 072	262	909	2 328	8 978	7 949	23 738
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	68 126	68 126
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>212 114 \$</b>	<b>60 443 \$</b>	<b>52 112 \$</b>	<b>48 241 \$</b>	<b>32 240 \$</b>	<b>48 780 \$</b>	<b>139 495 \$</b>	<b>91 210 \$</b>	<b>465 722 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	592 \$	1 381 \$	1 579 \$	2 869 \$	1 995 \$	3 131 \$	6 125 \$	258 \$	64 \$	17 994 \$
Engagements en vertu de baux	58	114	175	176	173	649	1 536	2 101	–	4 982
Engagements de crédit	4 358	6 580	6 839	13 747	10 437	29 904	127 635	17 722	4 085	221 307
Autres engagements liés au crédit	364	945	994	1 224	1 420	304	1 020	239	83 953	90 463
Autres engagements	740	2	–	–	–	–	61	–	–	803
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>6 112 \$</b>	<b>9 022 \$</b>	<b>9 587 \$</b>	<b>18 016 \$</b>	<b>14 025 \$</b>	<b>33 988 \$</b>	<b>136 377 \$</b>	<b>20 320 \$</b>	<b>88 102 \$</b>	<b>335 549 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	38 490 \$	64 \$	– \$	311 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 821 \$	41 686 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	108 441	23	14	3	6	66	150	5 654	47 085	161 442
Titres disponibles à la vente	1 613	4 877	4 140	1 446	1 324	6 974	20 822	29 149	1 924	72 269
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	95 403	40 633	33 983	9 714	5 092	2 926	–	–	8 544	196 295
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 692	16 623	22 164	18 967	19 680	98 362	200 928	38 875	83 895	516 186
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 357	4 495	23	–	–	6	1	–	–	12 882
Dérivés	9 629	12 403	5 410	3 819	5 101	11 110	30 070	55 002	16	132 560
Autres actifs financiers	31 381	829	456	1 889	50	43	31	426	1 486	36 591
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>310 006 \$</b>	<b>79 947 \$</b>	<b>66 190 \$</b>	<b>36 149 \$</b>	<b>31 253 \$</b>	<b>119 487 \$</b>	<b>252 002 \$</b>	<b>129 106 \$</b>	<b>145 771 \$</b>	<b>1 169 911 \$</b>
Autres actifs non financiers	881	1 417	525	394	285	1 039	1 642	2 690	21 568	30 441
<b>Total de l'actif</b>	<b>310 887 \$</b>	<b>81 364 \$</b>	<b>66 715 \$</b>	<b>36 543 \$</b>	<b>31 538 \$</b>	<b>120 526 \$</b>	<b>253 644 \$</b>	<b>131 796 \$</b>	<b>167 339 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	46 190 \$	33 278 \$	39 203 \$	29 414 \$	31 645 \$	23 361 \$	57 760 \$	15 500 \$	390 170 \$	666 521 \$
Emprunts garantis	3 276	6 193	11 162	2 532	4 271	9 340	19 442	8 725	–	64 941
Obligations sécurisées	–	–	2 452	1 239	–	5 576	25 244	3 595	–	38 106
Autres										
Acceptations	8 357	4 495	23	–	–	6	1	–	–	12 882
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	–	–	–	–	–	–	–	–	51 931
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	82 558	4 104	2 974	846	542	769	30	–	7 487	99 310
Dérivés	7 845	9 794	6 471	5 200	6 403	12 496	32 451	51 353	10	132 023
Autres passifs financiers	24 102	1 048	235	1 593	233	99	261	4 344	596	32 511
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	125	9 729	–	9 854
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>224 259 \$</b>	<b>58 912 \$</b>	<b>62 520 \$</b>	<b>40 824 \$</b>	<b>43 094 \$</b>	<b>51 647 \$</b>	<b>135 314 \$</b>	<b>93 246 \$</b>	<b>398 263 \$</b>	<b>1 108 079 \$</b>
Autres passifs non financiers	819	523	126	163	1 339	783	2 195	8 874	7 563	22 385
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	69 888	69 888
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>225 078 \$</b>	<b>59 435 \$</b>	<b>62 646 \$</b>	<b>40 987 \$</b>	<b>44 433 \$</b>	<b>52 430 \$</b>	<b>137 509 \$</b>	<b>102 120 \$</b>	<b>475 714 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	417 \$	1 621 \$	2 504 \$	1 534 \$	3 135 \$	3 124 \$	6 537 \$	183 \$	66 \$	19 121 \$
Engagements en vertu de baux	63	122	179	180	180	668	1 577	1 914	–	4 883
Engagements de crédit	4 504	5 565	13 865	10 488	16 267	31 485	144 110	15 108	5 417	246 809
Autres engagements liés au crédit	426	896	1 222	1 029	1 265	383	929	276	76 162	82 588
Autres engagements	323	166	55	–	–	–	–	–	–	544
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>5 733 \$</b>	<b>8 370 \$</b>	<b>17 825 \$</b>	<b>13 231 \$</b>	<b>20 847 \$</b>	<b>35 660 \$</b>	<b>153 153 \$</b>	<b>17 481 \$</b>	<b>81 645 \$</b>	<b>353 945 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 11 décembre 2015, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de négative à stable, tout comme elle l'a fait pour les cinq autres grandes banques canadiennes. Nos notations sont restées les mêmes.

Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative et confirmé nos notations, de même que les notations des cinq autres grandes banques canadiennes.

Le 2 mai 2016, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative, de même que les notations des cinq autres principales banques canadiennes.

Le tableau ci-après présente nos principales notations<sup>(1)</sup> et perspectives :

## Notations

	Au 25 mai 2016		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	négative
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevée)	AA	négative

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

*Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations*

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

**Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations**

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2016			31 janvier 2016		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	503 \$	152 \$	850 \$	627 \$	166 \$	1 109 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	389	104	–	455	121	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

**Gestion du capital**

Nous continuons de gérer notre capital conformément à notre cadre de gestion du capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2015. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour le détail des faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion du capital, y compris le régime de recapitalisation interne du Canada s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2016.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total sont restés inchangés à hauteur de respectivement 64 %, 71 % et 77 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de capital d'ici 2019.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, RBC devra inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car elle a été désignée comme une « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF en 2013 (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 30 avril 2016	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,3 %	✓
Capital de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	11,9 %	✓
Capital total	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,0 %	✓
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,2 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques et il prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital**

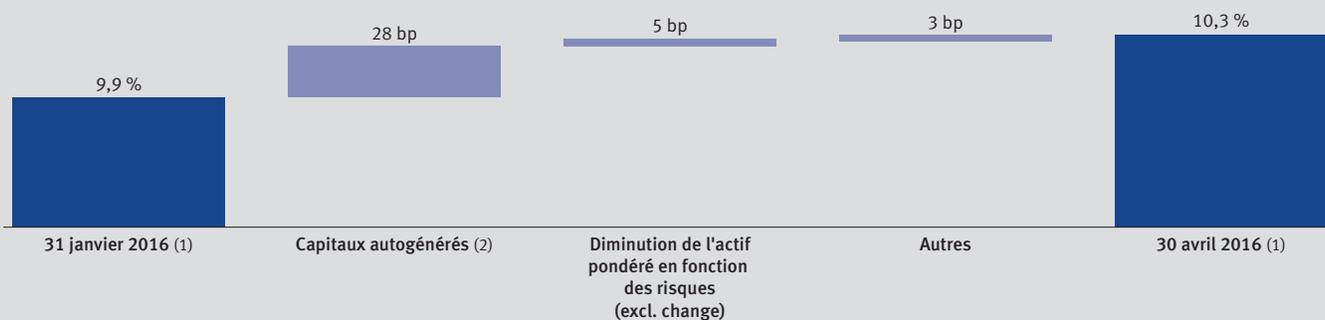
Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours de la période, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
<b>Capital (1)</b>				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	44 717 \$	45 672 \$	43 715 \$	39 608 \$
Capital de première catégorie	51 807	51 992	50 541	45 989
Capital total	61 312	61 752	58 004	53 932
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)</b>				
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	434 797	459 929	411 756	396 874
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	436 063	461 286	412 941	398 014
Aux fins du calcul du ratio du capital total	437 148	462 449	413 957	398 992
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)				
Risque de crédit	352 819 \$	372 125 \$	323 870 \$	306 831 \$
Risque de marché	30 311	37 232	39 786	42 915
Risque opérationnel	54 018	53 092	50 301	49 246
<b>Aux fins du calcul du ratio du capital total</b>	<b>437 148 \$</b>	<b>462 449 \$</b>	<b>413 957 \$</b>	<b>398 992 \$</b>
<b>Ratios de capital et ratio de levier (1), (3)</b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,3 %	9,9 %	10,6 %	10,0 %
Ratio du capital de première catégorie	11,9 %	11,3 %	12,2 %	11,6 %
Ratio du capital total	14,0 %	13,4 %	14,0 %	13,5 %
Ratio de levier	4,2 %	4,0 %	4,3 %	4,0 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 228,3 \$	1 288,5 \$	1 170,2 \$	1 137,8 \$

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.
- (2) En 2015, les facteurs scalaires appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Ces facteurs scalaires demeureront inchangés pour l'exercice 2016.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, notre ratio du capital de première catégorie, notre ratio du capital total et notre ratio de levier transitoires étaient respectivement de 11,6 %, 12,1 %, 14,2 % et 4,3 % au 30 avril 2016. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice courant.

**Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016**

Continuité du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (en vertu de l'accord de Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,3 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 10,3 %, une hausse de 40 points de base par rapport au trimestre précédent qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant l'incidence du change) dans nos portefeuilles exposés au risque de marché en raison de l'optimisation continue du bilan.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a baissé de 25 milliards de dollars par suite surtout de l'incidence nette du change et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, comme il est mentionné plus haut.

Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 11,9 %, en hausse de 60 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total de 14,0 % représente une hausse de 60 points de base qui découle principalement des facteurs mentionnés pour le ratio du capital de première catégorie.

Notre ratio de levier correspond à 4,2 %, en hausse de 20 points de base en raison essentiellement des capitaux autogénérés, de l'incidence du change et de l'émission d'actions privilégiées. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de l'exposition du ratio de levier du fait de la croissance des activités, principalement attribuable à la trésorerie et aux dépôts productifs d'intérêts, aux valeurs mobilières, aux prêts et aux engagements hors bilan.

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a baissé de 30 points de base depuis le 31 octobre 2015, ce qui s'explique principalement par l'acquisition de City National et l'incidence de la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les capitaux autogénérés et l'écart de change.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est accru de 23 milliards de dollars, par suite surtout de l'acquisition de City National, dont l'effet a été atténué par l'écart de change et la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques (exclusion faite de l'incidence du change), notamment dans les portefeuilles exposés au risque de marché.

Notre ratio du capital de première catégorie a baissé de 30 points de base, en raison essentiellement des facteurs évoqués pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et de l'émission nette d'instruments de capital de première catégorie supplémentaires.

Notre ratio du capital total est resté stable par rapport à un an auparavant, car l'incidence des facteurs évoqués pour le ratio du capital de première catégorie a été contrebalancée par l'émission nette de débetures subordonnées.

Notre ratio de levier a baissé de 10 points de base surtout par suite de l'acquisition de City National et de l'augmentation de l'exposition du ratio de levier reflétant la croissance des activités, principalement en ce qui concerne les mises en pension de titres, les engagements hors bilan, les prêts et la trésorerie et les dépôts productifs d'intérêts. Ces facteurs ont été atténués par les capitaux propres autogénérés et l'écart de change.

### Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016		Pour le semestre clos le 30 avril 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
<b>Capital de première catégorie</b>				
Actions ordinaires émises				
Dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	1 588	109 \$	3 177	195 \$
Dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115
Émission d'actions privilégiées de série BK (2), (3), (4)	–	–	29 000	725
Émission d'actions privilégiées de série BM (2), (3), (4)	30 000	750	30 000	750
<b>Capital de deuxième catégorie</b>				
Émission de débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (2),(4)	–	–	–	1 500
Émission de débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (2),(4)	–	–	–	2 106
Rachat de titres de la fiducie de capital RBC – série 2015 (2)	–	–	–	(1 200)
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (2)	–	–	–	(1 500)
<b>Autres</b>				
Émission d'actions privilégiées de série C-1 (2), (3)	–	–	175	227
Émission d'actions privilégiées de série C-2 (2), (3)	–	–	100	153
Rachat d'actions privilégiées de série C-1 aux fins d'annulation (2), (3)	(93)	(120)	(93)	(120)
Rachat d'actions privilégiées de série C-2 aux fins d'annulation (2), (3)	(80)	(122)	(80)	(122)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(3) En fonction du montant brut.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

**Principales données concernant les actions (1)**

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2016		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 488 219	17 883 \$	0,81 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,14
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,60
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	–
À dividende non cumulatif, série C-1 (5)	82	107	13,75 \$ US
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions propres détenues – privilégiées	5	–	
Actions propres détenues – ordinaires	(1 324)	(87)	
Options sur actions			
En cours	13 176		
Exercibles	8 718		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 206	
Actions privilégiées		74	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs aux FPUNV.

(5) Représente 3 282 000 et 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-1 et de série C-2, respectivement. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-1 et de série C-2, respectivement.

Le 7 mars 2016, nous avons émis 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BM, pour un produit brut de 750 millions de dollars. Le produit net sera affecté à des fins commerciales et générales.

Au 20 mai 2016, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissaient respectivement à 1 488 261 713 et à 13 127 701, et le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait respectivement à 16 916 et à (1 330 449).

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débentures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débentures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débentures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et compte tenu des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 722 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 64,66 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 30 avril 2016.

**Capital attribué**

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, ce qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources en fonction d'autres facteurs. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons majoré notre taux d'attribution du capital par secteur en vue de l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué.

### Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 30 avril 2015
Risque de crédit	20 600 \$	20 450 \$	17 650 \$	16 050 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 050	3 550	3 800	3 900
Risque opérationnel	4 900	4 750	4 300	4 800
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 100	3 100	2 700	3 050
Risque d'assurance	650	650	550	550
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	16 100	16 650	12 150	11 850
Attribution du capital réglementaire	10 000	8 500	6 500	5 400
Capital attribué	58 400 \$	57 650 \$	47 650 \$	45 600 \$
Sous-attribution de capital	4 000	3 800	8 150	5 900
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>62 400 \$</b>	<b>61 450 \$</b>	<b>55 800 \$</b>	<b>51 500 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Le capital attribué a augmenté de 0,8 milliard de dollars, ce qui s'explique surtout par une hausse de l'attribution de capital réglementaire et une augmentation du risque de crédit et du risque opérationnel à cause de la croissance des activités. Ces facteurs ont été atténués par une diminution du risque de marché (attribuable surtout à une réduction des portefeuilles) et une baisse du goodwill et des autres immobilisations incorporelles (attribuable à l'écart de change).

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

### Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation <sup>(1)</sup>

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. En date du 31 octobre 2015, RBC n'avait pas été désignée comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 octobre 2015	31 octobre 2014
<b>Activité transfrontière <sup>(2)</sup></b>		
Créances transfrontières	401 488 \$	331 383 \$
Passifs transfrontières	273 742	195 069
<b>Taille <sup>(3)</sup></b>		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 183 027	1 049 983
<b>Interdépendance <sup>(4)</sup></b>		
Actifs dans le système financier <sup>(5)</sup>	127 856	90 174
Passifs dans le système financier <sup>(5)</sup>	142 955	137 079
Titres en circulation	284 360	256 828
<b>Substituabilité / infrastructure financière <sup>(6)</sup></b>		
Activité de paiement	37 729 748	28 521 639
Actifs sous garde	3 419 329	3 533 655
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers <sup>(5)</sup>	202 055	178 366
<b>Complexité <sup>(7)</sup></b>		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	12 104 451	9 752 885
Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente <sup>(5)</sup>	67 562	62 118
Actifs de niveau 3	5 626	6 288

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans le document publié par le CBCB en juillet 2013 et les lignes directrices du CBCB et du BSIF de janvier 2014. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui en exclut les filiales d'assurance de RBC.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque avec des banques étrangères.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la Banque selon les règles de ratio de levier de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Ces montants ont été révisés par rapport à ceux qui avaient été présentés antérieurement.

(6) Représente la mesure dans laquelle les services de la Banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(7) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la Banque en ce qui concerne les dérivés, les titres détenus à des fins de négociation, les titres disponibles à la vente et les actifs de niveau 3.

### Quatrième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Les créances transfrontières ont augmenté de 70 milliards de dollars, ou 21 %, et les passifs transfrontières ont augmenté de 79 milliards de dollars, ou 40 %, par suite surtout de l'augmentation de l'activité transfrontière alimentée par la croissance de notre bilan.

L'activité de paiement a augmenté de 9 208 milliards de dollars, ou 32 %, en raison principalement de l'augmentation des paiements libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling.

Les actifs sous garde ont diminué de 114 milliards de dollars, ou 3 %, du fait surtout de la variation de la composition de la clientèle et des conditions défavorables du marché, facteurs atténués par l'incidence du change.

La valeur notionnelle des dérivés de gré à gré s'est accrue de 2 352 milliards de dollars, ou 24 %, en raison surtout de l'incidence du change et de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

### Information financière supplémentaire

#### Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 257 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2016, contre 525 millions, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La baisse de 268 millions de dollars s'explique principalement par la vente de certains titres.

#### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 395 millions de dollars au 30 avril 2016.

#### Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans la Norme internationale d'information financière (IFRS) 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 30 avril 2016.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2016				Total
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	
<b>Actifs financiers</b>					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	151 952 \$	39 %	61 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente	59 144	9	85	6	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	127 205	–	100	–	100
Prêts	2 085	–	81	19	100
Dérivés	203 257	1	99	–	100
<b>Passifs financiers</b>					
Dépôts	110 840 \$	– %	100 %	– %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	64	36	–	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	82 601	–	100	–	100
Dérivés	203 893	2	97	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

### Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

### Changements de méthodes comptables et informations à fournir

#### Changements de méthodes comptables

En raison de l'acquisition de City National, nous avons révisé nos méthodes comptables au cours du premier trimestre pour tenir compte des prêts acquis, des prêts dépréciés acquis et des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers résumés.

## Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Au cours du deuxième trimestre, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui clarifient les principes sous-jacents à IFRS 15 et offrent un allègement transitoire supplémentaire au moment de l'application initiale.

Au cours du premier trimestre, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. L'IASB a également publié des modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui imposera la présentation d'information sur les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 2 des états financiers résumés pour le détail de ces modifications, ainsi qu'à la note 2 des états financiers consolidés annuels audités de 2015 pour le détail des autres changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir.

## Changements futurs des informations et lignes directrices réglementaires

### Projet de ligne directrice du BSIF : IFRS 9, *Instruments financiers : Informations à fournir*

Le 10 mars 2016, le BSIF a publié un projet de ligne directrice concernant IFRS 9 afin de recueillir les commentaires des parties intéressées. La ligne directrice proposée fournit des indications aux entités fédérales quant à l'application d'IFRS 9. Ce projet de ligne directrice s'harmonise avec les *Recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit attendues* publiées par le CBCB. Dans sa forme définitive, la ligne directrice s'appliquera à nous le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

### Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du CBCB

Le 11 mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif intitulé « *Pillar 3 disclosure requirements – consolidated and enhanced framework* ». Les améliorations proposées comprennent l'ajout d'un « tableau de bord » des principaux paramètres, un projet d'exigences de communication de l'information concernant les actifs hypothétiques pondérés en fonction des risques et calculés selon l'approche standardisée du cadre de Bâle et une meilleure granularité pour la divulgation d'ajustements d'évaluation prudents. Elles rajoutent aussi des éléments au cadre du troisième pilier afin de refléter les réformes continues du cadre réglementaire telles que le régime de capacité totale d'absorption des pertes applicable aux banques d'importance systémique mondiale, le cadre de gestion du risque opérationnel proposé et la norme définitive sur le risque de marché. La proposition du CBCB regrouperait aussi toutes les exigences d'information existantes selon le troisième pilier du cadre de Bâle, y compris les modèles de déclaration du ratio de levier et du ratio de liquidités. Ensemble, les exigences proposées dans ce document consultatif et les exigences d'information révisées prévues par le troisième pilier et publiées en janvier 2015 formeraient l'unique cadre du troisième pilier.

En janvier 2016, le BSIF a publié un projet de ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique intérieure devaient se préparer à mettre en application les exigences d'information du troisième pilier de Bâle pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2017. La ligne de conduite définitive devrait être publiée au troisième trimestre de 2016.

### Recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit (ou pertes sur créances) attendues

Le 18 décembre 2015, le CBCB a publié sa ligne directrice définitive intitulée *Sound Credit Risk Assessment and Valuation for Loans*. La ligne directrice énonce, dans une perspective de surveillance, les attentes quant aux saines pratiques d'évaluation du risque de crédit en association avec l'application de modèles de comptabilisation de pertes sur créances attendues tels qu'ils sont exigés selon IFRS 9, qui, en ce qui nous concerne, s'applique le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 30 avril 2016, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2016.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant une présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2015, dans notre rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2016 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire (IFC).

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	62	131	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		57-64 231-233	—
	3	Risques principaux et risques émergents		55-57	—
	4	Nouveaux ratios réglementaires	46-47, 55	82, 105-108	—
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		57-64	—
	6	Culture à l'égard du risque		57-60	—
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		115	—
	8	Simulation de crise		60-61, 77, 78	—
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	55	105-106	—
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		—	21-24
	11	État de l'évolution du capital réglementaire		—	25
	12	Planification stratégique en matière de capital		104-108	—
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		—	28
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		64-67	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes		—	42-44
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		—	28	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		61, 65	42	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	48-49	84-88	—
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	50, 54-55	88, 95	—
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	53-54	91-93	—
	21	Sources de financement et stratégie de financement	51	89-90	—
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	44-45	80-81	—
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	40-42	75-79	—
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		77-78	—
25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		75-78	—	
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	31-39	64-75 173-175	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	85-88	124-130	40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		66-67, 119, 147-148	—
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		—	33, 37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		68-69	46
30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		66	41	
Autres	31	Autres types de risque		95-104	—
	32	Événements publics comportant des risques		99-101 215-217	—

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
<b>Actif</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 845 \$	17 050 \$	12 452 \$	18 393 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	29 229	24 636	22 690	4 402
<b>Valeurs mobilières</b> (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	151 952	161 442	158 703	169 763
Titres disponibles à la vente	72 419	72 269	56 805	52 880
	224 371	233 711	215 508	222 643
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	184 825	196 295	174 723	163 368
<b>Prêts</b> (note 5)				
Prêts de détail	359 863	360 763	348 183	336 064
Prêts de gros	150 602	157 592	126 069	114 283
	510 465	518 355	474 252	450 347
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 271)	(2 169)	(2 029)	(2 037)
	508 194	516 186	472 223	448 310
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>882</b>	<b>839</b>	<b>830</b>	<b>780</b>
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 844	12 882	13 453	12 637
Dérivés	115 298	132 560	105 626	107 004
Locaux et matériel, montant net	2 970	3 084	2 728	2 595
Goodwill	11 200	12 016	9 289	8 890
Autres immobilisations incorporelles	4 526	4 872	2 814	2 779
Autres actifs	40 173	46 221	41 872	40 371
	188 011	211 635	175 782	174 276
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 150 357 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>	<b>1 074 208 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b> (note 7)				
Particuliers	243 882 \$	239 190 \$	220 566 \$	215 903 \$
Entreprises et gouvernements	479 821	510 231	455 578	415 311
Banques	17 751	20 147	21 083	20 337
	741 454	769 568	697 227	651 551
<b>Passif net au titre des fonds distincts</b>	<b>882</b>	<b>839</b>	<b>830</b>	<b>780</b>
<b>Autres</b>				
Acceptations	13 844	12 882	13 453	12 637
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	51 931	47 658	54 314
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	96 574	99 310	83 288	81 207
Dérivés	116 479	132 023	107 860	112 219
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 644	8 319	9 110	9 373
Autres passifs	47 669	45 738	43 476	44 049
	330 331	350 203	304 845	313 799
<b>Débiteures subordonnées</b> (note 9)	<b>9 564</b>	<b>9 854</b>	<b>7 362</b>	<b>7 795</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 082 231</b>	<b>1 130 464</b>	<b>1 010 264</b>	<b>973 925</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>				
Actions privilégiées (note 9)	6 713	6 204	5 098	4 652
Actions ordinaires (émises — 1 486 894 941, 1 487 824 278, 1 443 954 789 et 1 441 744 354) (note 9)	17 796	17 862	14 611	14 452
Bénéfices non distribués	39 590	38 856	37 811	34 142
Autres composantes des capitaux propres	3 439	6 393	4 626	3 185
	67 538	69 315	62 146	56 431
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>588</b>	<b>573</b>	<b>1 798</b>	<b>1 816</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>68 126</b>	<b>69 888</b>	<b>63 944</b>	<b>58 247</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 150 357 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>	<b>1 074 208 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	4 374 \$	4 434 \$	4 130 \$	8 808 \$	8 438 \$
Valeurs mobilières	1 138	1 184	1 111	2 322	2 183
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	445	405	298	850	599
Dépôts et autres	44	33	18	77	39
	6 001	6 056	5 557	12 057	11 259
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts et autres	1 368	1 293	1 460	2 661	2 961
Autres passifs	547	530	477	1 077	984
Débitures subordonnées	61	37	63	98	126
	1 976	1 860	2 000	3 836	4 071
<b>Revenu net d'intérêt</b>	4 025	4 196	3 557	8 221	7 188
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 351	1 159	806	2 510	2 698
Revenus tirés des activités de négociation	181	90	359	271	699
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 031	1 054	943	2 085	1 870
Revenus tirés des fonds communs de placement	695	719	716	1 414	1 411
Commissions de courtage en valeurs mobilières	360	367	361	727	726
Frais bancaires	435	431	391	866	783
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	469	374	559	843	1 004
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	376	182	301	558	455
Revenus sur cartes	226	216	192	442	396
Commissions de crédit	307	263	311	570	556
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	15	52	42	67	69
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	41	47	39	88	81
Autres	14	209	253	223	538
	5 501	5 163	5 273	10 664	11 286
<b>Total des revenus</b>	9 526	9 359	8 830	18 885	18 474
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 5)	460	410	282	870	552
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	988	829	493	1 817	2 015
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Ressources humaines (note 8)	3 014	3 076	2 996	6 090	6 011
Matériel	358	356	311	714	608
Frais d'occupation	382	393	356	775	691
Communications	224	203	224	427	422
Honoraires	247	240	204	487	402
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	229	234	178	463	352
Autres	433	458	467	891	870
	4 887	4 960	4 736	9 847	9 356
<b>Bénéfice avant impôt</b>	3 191	3 160	3 319	6 351	6 551
Impôt sur le bénéfice	618	713	817	1 331	1 593
<b>Bénéfice net</b>	2 573 \$	2 447 \$	2 502 \$	5 020 \$	4 958 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>					
Actionnaires	2 560 \$	2 426 \$	2 473 \$	4 986 \$	4 907 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	13	21	29	34	51
	2 573 \$	2 447 \$	2 502 \$	5 020 \$	4 958 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 10)	1,67 \$	1,59 \$	1,68 \$	3,26 \$	3,34 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 10)	1,66	1,58	1,68	3,25	3,33
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	0,81	0,79	0,77	1,60	1,52

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 502 \$</b>	<b>5 020 \$</b>	<b>4 958 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>					
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>					
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente</b>					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	50	19	(122)	69	86
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(18)	(35)	(20)	(53)	(20)
	32	(16)	(142)	16	66
<b>Écarts de change</b>					
Profits (pertes) de change latents	(5 152)	3 019	(2 116)	(2 133)	2 440
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	2 016	(1 172)	1 096	844	(1 509)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	(167)	–	(178)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	59	–	69
	(3 136)	1 847	(1 128)	(1 289)	822
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	230	(89)	36	141	(346)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(88)	30	79	(58)	230
	142	(59)	115	83	(116)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	(216)	(454)	413	(670)	(77)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(265)	120	(79)	(145)	(4)
	(481)	(334)	334	(815)	(81)
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(3 443)</b>	<b>1 438</b>	<b>(821)</b>	<b>(2 005)</b>	<b>691</b>
<b>Total du bénéfice (perte) global</b>	<b>(870)\$</b>	<b>3 885 \$</b>	<b>1 681 \$</b>	<b>3 015 \$</b>	<b>5 649 \$</b>
<b>Total du bénéfice (perte) global attribuable aux :</b>					
Actionnaires	(875)\$	3 859 \$	1 657 \$	2 984 \$	5 593 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	5	26	24	31	56
	(870)\$	3 885 \$	1 681 \$	3 015 \$	5 649 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	15 \$	30 \$	(35)\$	45 \$	33 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(6)	(15)	(5)	(21)	(3)
Profits (pertes) de change latents	(6)	4	(3)	(2)	3
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	705	(417)	387	288	(535)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	19	–	23
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	83	(32)	14	51	(123)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(32)	11	28	(21)	82
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(89)	(152)	147	(241)	(26)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(99)	43	(29)	(56)	(1)
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>571 \$</b>	<b>(528)\$</b>	<b>523 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>(547)\$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)												
<b>Solde au 31 janvier 2015</b>	4 350 \$	14 531 \$	1 \$	(57) \$	32 505 \$	640 \$	3 831 \$	(136) \$	4 335 \$	55 665 \$	1 756 \$	57 421 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	300	25	-	-	(6)	-	-	-	-	319	-	319
Actions propres – vente	-	-	56	1 887	-	-	-	-	-	1 943	-	1 943
Actions propres – achat	-	-	(55)	(1 934)	-	-	-	-	-	(1 989)	-	(1 989)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 111)	-	-	-	-	(1 111)	-	(1 111)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(47)	-	-	-	-	(47)	-	(47)
Autres	-	-	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	36	32
Bénéfice net	-	-	-	-	2 473	-	-	-	-	2 473	29	2 502
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	334	(142)	(1 123)	115	(1 150)	(816)	(5)	(821)
<b>Solde au 30 avril 2015</b>	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104) \$	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21) \$	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$
<b>Solde au 31 octobre 2015</b>	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	1 105	3 201	-	-	(7)	-	-	-	-	4 299	-	4 299
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 200)	(1 200)
Actions propres – vente	-	-	40	989	-	-	-	-	-	1 029	-	1 029
Actions propres – achat	-	-	(39)	(939)	-	-	-	-	-	(978)	-	(978)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(6)	-	-	-	-	(6)	-	(6)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 175)	-	-	-	-	(1 175)	-	(1 175)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(60)	-	-	-	-	(60)	(46)	(106)
Autres	-	-	-	-	201	-	-	-	-	201	(5)	196
Bénéfice net	-	-	-	-	2 426	-	-	-	-	2 426	21	2 447
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(334)	(16)	1 842	(59)	1 767	1 433	5	1 438
<b>Solde au 31 janvier 2016</b>	6 205 \$	17 774 \$	(1) \$	88 \$	38 856 \$	299 \$	6 269 \$	(175) \$	6 393 \$	69 315 \$	573 \$	69 888 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	750	109	-	-	(9)	-	-	-	-	850	-	850
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	-	-	-	(22)	-	-	-	-	(264)	-	(264)
Actions propres – vente	-	-	64	1 425	-	-	-	-	-	1 489	-	1 489
Actions propres – achat	-	-	(63)	(1 600)	-	-	-	-	-	(1 663)	-	(1 663)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(26)	-	-	-	-	(26)	-	(26)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 206)	-	-	-	-	(1 206)	-	(1 206)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(74)	-	-	-	-	(74)	-	(74)
Autres	-	-	-	-	(8)	-	-	-	-	(8)	10	2
Bénéfice net	-	-	-	-	2 560	-	-	-	-	2 560	13	2 573
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(481)	32	(3 128)	142	(2 954)	(3 435)	(8)	(3 443)
<b>Solde au 30 avril 2016</b>	6 713 \$	17 883 \$	- \$	(87) \$	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33) \$	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)												
<b>Solde au 31 octobre 2014</b>	4 075 \$	14 511 \$	– \$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	900 (325)	45	–	–	(13)	–	–	–	–	932 (325)	–	932 (325)
Actions privilégiées rachetées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	–	71	3 668	–	–	–	–	3 739	–	3 739
Actions propres – achat	–	–	–	(69)	(3 843)	–	–	–	–	(3 912)	–	(3 912)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 192)	–	–	–	–	(2 192)	–	(2 192)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(87)	–	–	–	–	(87)	(46)	(133)
Autres	–	–	–	–	(7)	–	–	–	–	(7)	(7)	(14)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 907	–	–	–	–	4 907	51	4 958
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(81)	66	817	(116)	767	686	5	691
<b>Solde au 30 avril 2015</b>	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104)	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21)	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$
<b>Solde au 31 octobre 2015</b>	5 100 \$	14 573 \$	(2)	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116)	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	1 855 (242)	3 310	–	–	(16)	–	–	–	–	5 149 (264)	–	5 149 (264)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(22)	–	–	–	–	–	(1 200)	(1 200)
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	–	104	2 414	–	–	–	–	2 518	–	2 518
Actions propres – achat	–	–	–	(102)	(2 539)	–	–	–	–	(2 641)	–	(2 641)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(32)	–	–	–	–	(32)	–	(32)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 381)	–	–	–	–	(2 381)	–	(2 381)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(134)	–	–	–	–	(134)	(46)	(180)
Autres	–	–	–	–	193	–	–	–	–	193	5	198
Bénéfice net	–	–	–	–	4 986	–	–	–	–	4 986	34	5 020
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(815)	16	(1 286)	83	(1 187)	(2 002)	(3)	(2 005)
<b>Solde au 30 avril 2016</b>	6 713 \$	17 883 \$	– \$	(87)	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33)	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	2 573 \$	2 447 \$	2 502 \$	5 020 \$	4 958 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	460	410	282	870	552
Amortissement	136	152	134	288	261
Impôt différé	(188)	91	98	(97)	103
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	232	234	184	466	359
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	4	6	9	10	15
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	2	1	(1)	3	(39)
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(32)	(75)	(60)	(107)	(101)
Pertes (profits) à la cession d'activités	6	8	23	14	23
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	14	24	18	38	32
Quote-part des pertes (des bénéfices) des coentreprises et des entreprises associées	(41)	(47)	(39)	(88)	(81)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	325	195	(67)	520	809
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	148	(221)	262	(73)	(56)
Impôt exigible	1 081	(204)	738	877	(405)
Actifs dérivés	17 262	(26 840)	43 560	(9 578)	(19 602)
Passifs dérivés	(15 544)	24 066	(40 650)	8 522	23 237
Titres détenus à des fins de transaction	9 531	(3 364)	11 231	6 167	(18 514)
Prêts, déduction faite de la titrisation	7 835	(13 956)	(1 380)	(6 121)	(14 449)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	11 418	(21 310)	205	(9 892)	(27 788)
Dépôt, déduction faite de la titrisation	(27 303)	30 099	(1 610)	2 796	38 997
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(2 736)	16 022	(94)	13 286	16 876
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4 810)	4 273	(5 171)	(537)	3 969
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(411)	616	(538)	205	632
Autres	9 859	(6 512)	(4 573)	3 347	(6 517)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>9 821</b>	<b>6 115</b>	<b>5 063</b>	<b>15 936</b>	<b>3 271</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(5 320)	833	(581)	(4 487)	4 191
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	1 341	2 625	2 824	3 966	5 051
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	7 157	6 658	8 365	13 815	16 671
Acquisition de titres disponibles à la vente	(13 407)	(9 493)	(15 826)	(22 900)	(24 007)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	98	978	–	1 076	–
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(619)	(548)	(122)	(1 167)	(1 729)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(150)	(407)	(218)	(557)	(499)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	–	(2 964)	–	(2 964)	–
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(10 900)</b>	<b>(2 318)</b>	<b>(5 558)</b>	<b>(13 218)</b>	<b>(322)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Rachat de titres de fiducie de capital	–	(1 200)	–	(1 200)	–
Émission de débentures subordonnées	–	3 606	–	3 606	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	(1 500)	–	(1 500)	(200)
Émission d'actions ordinaires	109	86	25	195	45
Émission d'actions privilégiées	750	725	300	1 475	900
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	(325)
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	(264)	–	–	(264)	–
Actions propres – vente	1 489	1 029	1 943	2 518	3 739
Actions propres – achat	(1 663)	(978)	(1 989)	(2 641)	(3 912)
Dividendes versés	(1 235)	(1 195)	(1 121)	(2 430)	(2 246)
Frais d'émission	(9)	(7)	(6)	(16)	(13)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	(46)	–	(46)	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(11)	2	(111)	(9)	(87)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(834)</b>	<b>522</b>	<b>(959)</b>	<b>(312)</b>	<b>(2 145)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(292)	279	(180)	(13)	168
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>(2 205)</b>	<b>4 598</b>	<b>(1 634)</b>	<b>2 393</b>	<b>972</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	17 050	12 452	20 027	12 452	17 421
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>14 845 \$</b>	<b>17 050 \$</b>	<b>18 393 \$</b>	<b>14 845 \$</b>	<b>18 393 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>					
Intérêts versés	1 639 \$	1 818 \$	1 588 \$	3 457 \$	3 620 \$
Intérêts reçus	5 746	5 710	5 349	11 456	10 515
Dividendes reçus	382	424	483	805	888
Impôt sur le résultat payé	412	212	586	624	1 151

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,0 milliards de dollars au 30 avril 2016 (2,2 milliards au 31 janvier 2016; 2,6 milliards au 31 octobre 2015; 2,3 milliards au 30 avril 2015; 2,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,0 milliards au 31 octobre 2014).

**Note 1 Informations générales**

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2015 et les notes annexes présentés aux pages 132 à 228 de notre rapport annuel 2015. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 25 mai 2016, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements**

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

**Changements de méthodes comptables**

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les méthodes comptables décrites ci-après en raison de l'acquisition de City National Corporation (City National) :

*Prêts acquis*

Les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur, qui reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt courants du marché. Aucune provision pour pertes sur créances n'est comptabilisée au moment de l'acquisition. À la date de leur acquisition, les prêts sont classés soit comme productifs lorsque nous nous attendons à un recouvrement, dans le délai prévu, de tous les montants dus aux termes des modalités initiales du contrat, soit comme prêts dépréciés acquis (PDA) s'il est probable que tous les montants dus selon les modalités initiales ne soient pas recouvrables.

Ultérieurement, les prêts productifs acquis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les flux de trésorerie futurs attendus utilisés dans ce calcul sont fondés sur les dispositions contractuelles de l'actif et, le cas échéant, sur les primes et escomptes relatifs à l'acquisition. Les escomptes pour la qualité de crédit qui sont liés aux pertes subies sur les prêts acquis ne sont pas amortis. Les prêts acquis sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture, de la même manière que nous testons les prêts que nous avons octroyés nous-mêmes.

*Prêts dépréciés acquis*

Les PDA, qui comprennent des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), sont classés comme dépréciés au moment de l'acquisition s'ils présentent des risques particuliers, entre autres, des indices que l'emprunteur connaîtrait des difficultés financières importantes, la probabilité d'une faillite ou d'une réorganisation financière, la situation des remboursements ou une conjoncture économique corrélée avec les défauts de paiement.

Les PDA sont évalués à la juste valeur au moment de l'acquisition en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. Les estimations des flux de trésorerie futurs attendus sont réexaminées à chaque date de clôture pour tenir compte des changements touchant les taux de défaillance attendus, la gravité des pertes, le montant et le calendrier des remboursements anticipés, ainsi que d'autres facteurs reflétant les conditions actuelles du marché. Une baisse probable des flux de trésorerie futurs attendus se traduit par une perte de valeur, qui correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif du prêt, des flux de trésorerie futurs attendus révisés. Les pertes de valeur sont portées à la provision pour pertes sur créances, laquelle est comptabilisée dans nos comptes consolidés de résultat au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances. Les augmentations probables des flux de trésorerie futurs attendus donnent lieu à une reprise d'anciennes pertes de valeur, et la valeur actualisée de toute augmentation restante est comptabilisée sous la rubrique Revenu d'intérêt.

*Prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation*

Les prêts assurés par la FDIC font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur des prêts acquis assurés par la FDIC sont comptabilisés de la même manière que les autres PDA (voir plus haut). Les remboursements attendus de la FDIC sont comptabilisés séparément en tant qu'actifs compensatoires.

Les actifs compensatoires sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ajustés ultérieurement pour tenir compte de tout changement d'estimation relatif à la recouvrabilité globale du portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur additionnelles dans le portefeuille de prêts sous-jacent entraînent généralement une augmentation de l'actif compensatoire par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Une diminution des pertes attendues dans le portefeuille de prêts sous-jacent donne généralement lieu à une diminution de l'actif compensatoire soit par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances, dans la mesure où les pertes de valeur auront été comptabilisées antérieurement, soit par le biais du revenu net d'intérêt. L'actif compensatoire est utilisé à mesure que les paiements sont reçus de la FDIC aux termes des accords de partage de pertes. Les actifs compensatoires sont comptabilisés au poste Autres actifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

Aux termes de chaque accord de partage de pertes, nous pouvons être tenus d'effectuer un paiement à la FDIC si les pertes effectivement subies sont inférieures à la perte intrinsèque estimée telle que celle-ci est définie dans l'accord de partage de pertes (passif au titre des dispositions de récupération). Le passif au titre des dispositions de récupération représente 20 % de l'excédent de la perte intrinsèque estimée sur les pertes réelles assurées, déterminées conformément à chaque accord de partage de pertes, déduction faite des frais de gestion spécifiés. Les variations ultérieures du passif estimé sont prises en considération au moment de la détermination de l'ajustement de l'actif compensatoire (voir la description de l'ajustement plus haut). Les passifs au titre des dispositions de récupération sont comptabilisés au poste Autres passifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)****Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir**

Au cours du premier semestre, les nouvelles normes comptables ont évolué comme suit :

**Norme internationale d'information financière (IFRS) 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (IFRS 15)**

En avril 2016, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications à IFRS 15 afin de clarifier les principes de la norme et d'alléger les dispositions transitoires relatives à l'application initiale. Ces modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 et seront appliquées le 1<sup>er</sup> novembre 2018 en ce qui nous concerne.

**IFRS 16 Contrats de location (IFRS 16)**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. La norme enlève la nécessité actuelle pour les preneurs de classer les contrats de location comme contrats de location-financement ou contrats de location simple. Elle prescrit plutôt un seul modèle de comptabilisation pour les preneurs qui impose la comptabilisation, au bilan, des actifs faisant l'objet de contrats de location et des passifs liés à des contrats de location pour la plupart de ces contrats. Les preneurs inscriront aussi une charge d'amortissement à l'égard de l'actif faisant l'objet d'un contrat de location et une charge d'intérêts à l'égard du passif lié à un contrat de location dans le compte de résultat. Aucun changement important ne touche la comptabilisation par les bailleurs, sauf les obligations d'information accrues qui leur sont imposées. En ce qui nous concerne, IFRS 16 sera appliquée le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

**IAS 7 Tableau des flux de trésorerie (IAS 7)**

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 qui imposeront de fournir des informations spécifiques concernant les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. En ce qui nous concerne, ces modifications seront appliquées le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers****Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants donnent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2016						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	142 333 \$	9 619 \$	– \$	– \$	– \$	151 952 \$	151 952 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 228	13 191	13 420	72 419	72 648
	142 333	9 619	59 228	13 191	13 420	224 371	224 600
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	127 205	–	57 620	57 622	184 825	184 827
Prêts							
Prêts de détail	203	–	–	358 431	358 158	358 634	358 361
Prêts de gros	1 096	786	–	147 678	145 702	149 560	147 584
	1 299	786	–	506 109	503 860	508 194	505 945
Autres							
Dérivés	115 298	–	–	–	–	115 298	115 298
Autres actifs (2)	2	890	–	40 994	40 983	41 886	41 875
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	86 \$	15 619 \$	–	228 177 \$	228 275 \$	243 882 \$	243 980 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	91 715	–	388 106	389 461	479 821	481 176
Banques (4)	–	3 420	–	14 331	14 337	17 751	17 757
	86	110 754	–	630 614	632 073	741 454	742 913
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	–	–	–	–	47 121	47 121
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	82 601	–	13 973	13 973	96 574	96 574
Dérivés	116 479	–	–	–	–	116 479	116 479
Autres passifs (5)	287	4	–	44 672	44 632	44 963	44 923
Débitures subordonnées	–	120	–	9 444	9 235	9 564	9 355

	Au 31 janvier 2016						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres détenus à des fins de transaction	151 588 \$	9 854 \$	– \$	– \$	– \$	161 442 \$	161 442 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 032	13 237	13 495	72 269	72 527
	151 588	9 854	59 032	13 237	13 495	233 711	233 969
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	132 395	–	63 900	63 901	196 295	196 296
<b>Prêts</b>							
Prêts de détail	202	–	–	359 297	359 755	359 499	359 957
Prêts de gros	1 198	1 744	–	153 745	151 462	156 687	154 404
	1 400	1 744	–	513 042	511 217	516 186	514 361
<b>Autres</b>							
Dérivés	132 560	–	–	–	–	132 560	132 560
Autres actifs (2)	3	931	–	46 808	46 801	47 742	47 735
<b>Passifs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Particuliers	56 \$	16 897 \$	–	222 237 \$	222 556 \$	239 190 \$	239 509 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	105 581	–	404 650	405 386	510 231	510 967
Banques (4)	–	2 590	–	17 557	17 562	20 147	20 152
	56	125 068	–	644 444	645 504	769 568	770 628
<b>Autres</b>							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	–	–	–	–	51 931	51 931
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	90 450	–	8 860	8 860	99 310	99 310
Dérivés	132 023	–	–	–	–	132 023	132 023
Autres passifs (5)	352	8	–	43 616	43 559	43 976	43 919
Débitures subordonnées	–	119	–	9 735	9 482	9 854	9 601
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres détenus à des fins de transaction	148 939 \$	9 764 \$	– \$	– \$	– \$	158 703 \$	158 703 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	48 164	8 641	8 759	56 805	56 923
	148 939	9 764	48 164	8 641	8 759	215 508	215 626
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	114 692	–	60 031	60 071	174 723	174 763
<b>Prêts</b>							
Prêts de détail	166	–	–	346 795	348 513	346 961	348 679
Prêts de gros	1 280	1 327	–	122 655	121 316	125 262	123 923
	1 446	1 327	–	469 450	469 829	472 223	472 602
<b>Autres</b>							
Dérivés	105 626	–	–	–	–	105 626	105 626
Autres actifs (2)	–	925	–	44 852	44 852	45 777	45 777
<b>Passifs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Particuliers	69 \$	16 828 \$	–	203 669 \$	204 019 \$	220 566 \$	220 916 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	93 319	–	362 259	363 305	455 578	456 624
Banques (4)	–	5 376	–	15 707	15 713	21 083	21 089
	69	115 523	–	581 635	583 037	697 227	698 629
<b>Autres</b>							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 658	–	–	–	–	47 658	47 658
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	73 362	–	9 926	9 928	83 288	83 290
Dérivés	107 860	–	–	–	–	107 860	107 860
Autres passifs (5)	192	13	–	43 251	43 196	43 456	43 401
Débitures subordonnées	–	112	–	7 250	7 078	7 362	7 190

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Au 30 avril 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres détenus à des fins de transaction	159 077 \$	10 686 \$	– \$	– \$	– \$	169 763 \$	169 763 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	49 622	3 258	3 370	52 880	52 992
	159 077	10 686	49 622	3 258	3 370	222 643	222 755
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>							
	–	102 395	–	60 973	60 979	163 368	163 374
<b>Prêts</b>							
Prêts de détail	–	–	–	334 837	336 726	334 837	336 726
Prêts de gros	2 248	1 806	–	109 419	108 725	113 473	112 779
	2 248	1 806	–	444 256	445 451	448 310	449 505
<b>Autres</b>							
Dérivés	107 004	–	–	–	–	107 004	107 004
Autres actifs (2)	–	939	–	41 091	41 091	42 030	42 030
<b>Passifs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Particuliers	104 \$	17 563 \$	–	198 236 \$	198 699 \$	215 903 \$	216 366 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	74 021	–	341 290	343 158	415 311	417 179
Banques (4)	–	6 999	–	13 338	13 340	20 337	20 339
	104	98 583	–	552 864	555 197	651 551	653 884
<b>Autres</b>							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	–	–	–	–	54 314	54 314
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	71 218	–	9 989	9 989	81 207	81 207
Dérivés	112 219	–	–	–	–	112 219	112 219
Autres passifs (5)	131	21	–	42 865	42 834	43 017	42 986
Débiteures subordonnées	–	106	–	7 689	7 667	7 795	7 773

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le total de la valeur comptable comprend des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des instruments financiers, inclus dans les autres actifs et s'élevant à 13,8 milliards de dollars et 28,1 milliards de dollars, (12,9 milliards et 34,8 milliards au 31 janvier 2016; 13,5 milliards et 32,3 milliards au 31 octobre 2015; 12,6 milliards et 29,4 milliards au 30 avril 2015), respectivement.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées.

(5) Le total de la valeur comptable comprend des acceptations et des instruments financiers, inclus dans les autres passifs et s'élevant à 13,8 milliards de dollars et 31,2 milliards de dollars, (12,9 milliards et 31,1 milliards au 31 janvier 2016; 13,5 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2015; 12,6 milliards et 30,4 milliards au 30 avril 2015), respectivement.

**Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au													
	30 avril 2016					31 janvier 2016								
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3						
<b>Actifs financiers</b>														
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	– \$	17 187 \$	– \$	17 187 \$		\$	17 187 \$	– \$	16 060 \$	– \$	16 060 \$		\$	16 060 \$
<b>Valeurs mobilières</b>														
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)														
Gouvernement fédéral	11 779	8 495	–	20 274		20 274		11 802	8 234	–	20 036		20 036	
Provinces et municipalités	–	12 588	–	12 588		12 588		–	13 323	5	13 328		13 328	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 129	37 879	4	39 012		39 012		906	41 280	11	42 197		42 197	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 711	6 996	–	8 707		8 707		2 684	8 825	–	11 509		11 509	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 796	–	1 796		1 796		–	2 530	24	2 554		2 554	
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	8	–	8		8		–	42	1	43		43	
Titres non garantis par des créances	–	847	9	856		856		–	1 476	20	1 496		1 496	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	24	20 426	145	20 595		20 595		31	22 866	297	23 194		23 194	
Titres de participation	45 277	2 472	367	48 116		48 116		43 744	2 963	378	47 085		47 085	
	59 920	91 507	525	151 952		151 952		59 167	101 539	736	161 442		161 442	
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)														
Gouvernement fédéral	23	1 723	–	1 746		1 746		349	2 361	–	2 710		2 710	
Provinces et municipalités	–	1 813	–	1 813		1 813		–	1 774	–	1 774		1 774	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	46	20 135	713	20 894		20 894		–	19 705	831	20 536		20 536	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 938	8 255	–	13 193		13 193		4 537	7 746	–	12 283		12 283	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	324	–	324		324		–	417	–	417		417	
Titres adossés à des actifs TGC	–	1 080	–	1 080		1 080		–	1 658	–	1 658		1 658	
Titres non garantis par des créances	–	795	191	986		986		–	929	215	1 144		1 144	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	15 758	1 664	17 422		17 422		–	14 644	1 942	16 586		16 586	
Titres de participation	403	317	893	1 613		1 613		390	351	997	1 738		1 738	
Titres en substitut de prêt	48	25	–	73		73		64	24	–	88		88	
	5 458	50 225	3 461	59 144		59 144		5 340	49 609	3 985	58 934		58 934	
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	127 205	–	127 205		127 205		–	132 395	–	132 395		132 395	
<b>Prêts</b>	–	1 691	394	2 085		2 085		–	2 693	451	3 144		3 144	
<b>Autres</b>														
<b>Dérivés</b>														
Contrats de taux d'intérêt	2	142 784	494	143 280		143 280		6	165 061	459	165 526		165 526	
Contrats de change	–	54 388	49	54 437		54 437		–	61 984	84	62 068		62 068	
Dérivés de crédit	–	79	2	81		81		–	99	4	103		103	
Autres contrats	2 843	3 490	444	6 777		6 777		4 006	4 453	407	8 866		8 866	
Ajustements de l'évaluation	–	(1 286)	(32)	(1 318)		(1 318)		–	(1 535)	(36)	(1 571)		(1 571)	
Total des dérivés, montant brut	2 845	199 455	957	203 257		203 257		4 012	230 062	918	234 992		234 992	
Ajustements de compensation						(87 959)					(102 432)		(102 432)	
Total des dérivés	749	141	2	892		115 298		762	170	2	934		132 560	
Autres actifs						892							934	
	68 972 \$	487 411 \$	5 339 \$	561 722 \$		(87 959)\$		69 281 \$	532 528 \$	6 092 \$	607 901 \$		(102 432)\$	505 469 \$
<b>Passifs financiers</b>														
<b>Dépôts</b>														
Particuliers	– \$	15 203 \$	502 \$	15 705 \$		\$	15 705 \$	– \$	16 552 \$	401 \$	16 953 \$		\$	16 953 \$
Entreprises et gouvernements	–	91 713	2	91 715		91 715		–	105 581	–	105 581		105 581	
Banques	–	3 420	–	3 420		3 420		–	2 590	–	2 590		2 590	
<b>Autres</b>														
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	30 327	16 794	–	47 121		47 121		31 956	19 975	–	51 931		51 931	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	82 601	–	82 601		82 601		–	90 450	–	90 450		90 450	
<b>Dérivés</b>														
Contrats de taux d'intérêt	–	135 653	916	136 569		136 569		4	157 626	930	158 560		158 560	
Contrats de change	–	57 812	43	57 855		57 855		–	65 105	29	65 134		65 134	
Dérivés de crédit	–	127	2	129		129		–	106	6	112		112	
Autres contrats	3 383	5 392	727	9 502		9 502		3 756	6 654	741	11 151		11 151	
Ajustements de l'évaluation	–	(170)	8	(162)		(162)		–	(375)	10	(365)		(365)	
Total des dérivés, montant brut	3 383	198 814	1 696	203 893		203 893		3 760	229 116	1 716	234 592		234 592	
Ajustements de compensation						(87 414)					(102 569)		(102 569)	
Total des dérivés	142	5	144	291		116 479		189	9	162	360		132 023	
Autres passifs	–	120	–	120		291		–	119	–	360		360	
Débitures subordonnées	–	–	–	–		120		–	–	–	119		119	
	33 852 \$	408 670 \$	2 344 \$	444 866 \$		(87 414)\$		35 905 \$	464 392 \$	2 279 \$	502 576 \$		(102 569)\$	400 007 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 octobre 2015					30 avril 2015							
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3						
<b>Actifs financiers</b>													
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	– \$	15 717 \$	– \$	15 717 \$	\$	15 717 \$	– \$	728 \$	– \$	728 \$	\$	728 \$	
<b>Valeurs mobilières</b>													
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	10 793	9 364	–	20 157		20 157	10 468	7 090	–	17 558		17 558	
Provinces et municipalités	–	13 888	5	13 893		13 893	–	12 797	–	12 797		12 797	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 641	32 798	16	34 455		34 455	5 368	31 456	1	36 825		36 825	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 131	9 215	–	12 346		12 346	4 619	10 026	–	14 645		14 645	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 907	15	2 922		2 922	–	2 472	9	2 481		2 481	
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	67	5	72		72	–	17	54	71		71	
Titres non garantis par des créances	–	1 636	23	1 659		1 659	–	2 359	41	2 400		2 400	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16	24 502	191	24 709		24 709	21	28 412	166	28 599		28 599	
Titres de participation	45 811	2 556	123	48 490		48 490	50 312	3 900	175	54 387		54 387	
	61 392	96 933	378	158 703		158 703	70 788	98 529	446	169 763		169 763	
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	346	2 198	–	2 544		2 544	319	11 421	–	11 740		11 740	
Provinces et municipalités	–	1 600	–	1 600		1 600	–	1 044	–	1 044		1 044	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	12 051	797	12 848		12 848	–	7 506	682	8 188		8 188	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 752	7 535	–	12 287		12 287	6 619	6 995	12	13 626		13 626	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	318	–	318		318	–	124	–	124		124	
Titres adossés à des actifs TGC	–	1 510	–	1 510		1 510	–	925	30	955		955	
Titres non garantis par des créances	–	881	197	1 078		1 078	–	441	165	606		606	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	12 372	1 757	14 129		14 129	–	9 824	1 734	11 558		11 558	
Titres de participation	431	323	987	1 741		1 741	146	502	1 010	1 658		1 658	
Titres en substitut de prêt	94	–	–	94		94	83	25	–	108		108	
	5 623	38 788	3 738	48 149		48 149	7 167	38 807	3 633	49 607		49 607	
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	114 692	–	114 692		114 692	–	102 395	–	102 395		102 395	
<b>Prêts</b>	–	2 301	472	2 773		2 773	–	3 437	617	4 054		4 054	
<b>Autres</b>													
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	7	142 096	374	142 477		142 477	88	143 875	441	144 404		144 404	
Contrats de change	–	41 021	91	41 112		41 112	–	45 569	54	45 623		45 623	
Dérivés de crédit	–	90	4	94		94	–	127	8	135		135	
Autres contrats	4 424	5 637	712	10 773		10 773	2 678	4 661	423	7 762		7 762	
Ajustements de l'évaluation	–	(1 265)	(38)	(1 303)		(1 303)	–	(910)	(36)	(946)		(946)	
Total des dérivés, montant brut	4 431	187 579	1 143	193 153		193 153	2 766	193 322	890	196 978		196 978	
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(87 527)	–	–	–	(89 974)		(89 974)	
Total des dérivés	–	–	–	–		105 626	–	–	–	–		107 004	
Autres actifs	723	202	–	925		925	730	209	–	939		939	
	72 169 \$	456 212 \$	5 731 \$	534 112 \$		(87 527) \$	446 585 \$	81 451 \$	437 427 \$	5 586 \$	524 464 \$	(89 974) \$	434 490 \$
<b>Passifs financiers</b>													
<b>Dépôts</b>													
Particuliers	– \$	16 508 \$	389 \$	16 897 \$		16 897 \$	– \$	17 032 \$	635 \$	17 667 \$		17 667 \$	
Entreprises et gouvernements	–	93 311	8	93 319		93 319	–	73 938	83	74 021		74 021	
Banques	–	5 376	–	5 376		5 376	–	6 999	–	6 999		6 999	
<b>Autres</b>													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 945	15 713	–	47 658		47 658	35 910	18 404	–	54 314		54 314	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	73 362	–	73 362		73 362	–	71 218	–	71 218		71 218	
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	3	135 455	820	136 278		136 278	70	137 484	899	138 453		138 453	
Contrats de change	–	46 675	33	46 708		46 708	–	52 075	30	52 105		52 105	
Dérivés de crédit	–	166	5	171		171	–	256	9	265		265	
Autres contrats	3 835	8 075	1 025	12 935		12 935	2 561	7 667	914	11 142		11 142	
Ajustements de l'évaluation	–	(281)	9	(272)		(272)	–	(42)	15	(27)		(27)	
Total des dérivés, montant brut	3 838	190 090	1 892	195 820		195 820	2 631	197 440	1 867	201 938		201 938	
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(87 960)	–	–	–	(89 719)		(89 719)	
Total des dérivés	–	–	–	–		107 860	–	–	–	–		112 219	
Autres passifs	145	13	47	205		205	89	21	42	152		152	
Débiteures subordonnées	–	112	–	112		112	–	106	–	106		106	
	35 928 \$	394 485 \$	2 336 \$	432 749 \$		(87 960) \$	344 789 \$	38 630 \$	385 158 \$	2 627 \$	426 415 \$	(89 719) \$	336 696 \$

(1) Au 30 avril 2016, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction était respectivement de 14 335 millions de dollars et de 142 millions de dollars (16 883 millions et 217 millions au 31 janvier 2016; 10 315 millions et 137 millions au 31 octobre 2015; 11 534 millions et 130 millions au 30 avril 2015), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffrait respectivement à 9 293 millions de dollars et 253 millions de dollars (9 273 millions et 315 millions au 31 janvier 2016; 3 394 millions et 242 millions au 31 octobre 2015; 7 545 millions et 32 millions au 30 avril 2015).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne tient pas compte d'un montant de 84 millions de dollars (98 millions au 31 janvier 2016; 15 millions au 31 octobre 2015; 15 millions au 30 avril 2015) de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

### Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Au cours du semestre clos le 30 avril 2016, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques d'évaluations, les sensibilités aux données non observables ou les relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, certains changements aux fourchettes et aux moyennes pondérées des données non observables ont eu lieu, mais n'ont pas eu d'incidence significative sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour des informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur utilisant des données non observables importantes, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2015.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes de la juste valeur pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	11	–	(1)	8	(14)	–	–	4	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	24	(1)	(1)	–	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	1	–	–	–	–	–	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances	20	(2)	(2)	–	(7)	–	–	9	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	297	(1)	(3)	69	(172)	19	(64)	145	–
Titres de participation	378	(35)	(38)	89	(33)	7	(1)	367	(35)
	736	(39)	(45)	166	(248)	26	(71)	525	(36)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	831	–	(61)	–	(57)	–	–	713	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	215	–	(9)	–	(15)	–	–	191	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 942	–	(190)	622	(705)	8	(13)	1 664	s.o.
Titres de participation	997	(2)	(79)	7	(30)	–	–	893	s.o.
	3 985	(2)	(339)	629	(807)	8	(13)	3 461	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	451	9	(53)	–	(9)	–	(4)	394	12
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(471)	15	–	3	1	30	–	(422)	14
Contrats de change	55	(20)	(4)	(19)	(2)	–	(4)	6	(20)
Dérivés de crédit	(2)	2	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(334)	(19)	36	3	59	(50)	22	(283)	70
Ajustements de l'évaluation	(46)	–	2	–	4	–	–	(40)	–
Autres actifs	2	–	–	–	–	–	–	2	–
	4 376 \$	(54)\$	(403)\$	782 \$	(1 002)\$	14 \$	(70)\$	3 643 \$	39 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(401)\$	(31)\$	16 \$	(57)\$	11 \$	(183)\$	143 \$	(502)\$	(40)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)	1
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(162)	(11)	17	–	12	–	–	(144)	(7)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(563)\$	(42)\$	33 \$	(57)\$	21 \$	(183)\$	143 \$	(648)\$	(46)\$

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes Provinces et municipalités									
	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	5 \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	16	–	1	–	(6)	–	–	11	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	15	–	1	8	–	–	–	24	–
Titres adossés à des actifs TGC									
	5	–	–	–	(5)	1	–	1	–
Titres non garantis par des créances									
	23	(2)	2	18	(21)	–	–	20	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	191	(1)	7	32	(63)	140	(9)	297	–
Titres de participation									
	123	(5)	20	246	(9)	3	–	378	(5)
	378	(8)	31	304	(104)	144	(9)	736	(8)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	797	–	39	93	(98)	–	–	831	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC									
	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances									
	197	–	6	7	5	–	–	215	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 757	–	114	772	(712)	13	(2)	1 942	s.o.
Titres de participation									
	987	31	16	42	(79)	–	–	997	s.o.
	3 738	31	175	914	(884)	13	(2)	3 985	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	472	8	31	–	(60)	–	–	451	8
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(446)	(28)	–	20	(15)	–	(2)	(471)	(29)
Contrats de change									
	58	1	–	–	–	1	(5)	55	1
Dérivés de crédit									
	(1)	(1)	–	–	–	–	–	(2)	–
Autres contrats									
	(313)	(90)	(22)	(40)	122	(15)	24	(334)	(22)
Ajustements de l'évaluation									
	(47)	–	(1)	–	2	–	–	(46)	–
Autres actifs									
	–	–	–	2	–	–	–	2	–
	3 839 \$	(87) \$	214 \$	1 200 \$	(939) \$	143 \$	6 \$	4 376 \$	(50) \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers									
	(389) \$	37 \$	(11) \$	(82) \$	11 \$	(108) \$	141 \$	(401) \$	32 \$
Entreprises et gouvernements									
	(8)	–	–	–	8	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs									
	(47)	(24)	(10)	(92)	11	–	–	(162)	(23)
Débentures subordonnées									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(444) \$	13 \$	(21) \$	(174) \$	30 \$	(108) \$	141 \$	(563) \$	9 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2015

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités									
gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	20	–	–	–	–	–	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	21	(1)	(1)	1	(8)	4	(7)	9	–
Titres adossés à des actifs									
TGC									
	73	8	(2)	28	(66)	13	–	54	8
Titres non garantis par des créances									
	55	–	(2)	56	(56)	–	(12)	41	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	205	(1)	(1)	15	(61)	55	(46)	166	–
Titres de participation									
	178	4	(9)	8	(30)	26	(2)	175	3
	553	10	(15)	108	(221)	98	(87)	446	10
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	1 500	8	(27)	–	(753)	–	(46)	682	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	13	–	–	2	(3)	–	–	12	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC									
	–	–	–	30	–	–	–	30	s.o.
Titres non garantis par des créances									
	199	(1)	4	–	(37)	–	–	165	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 733	–	(93)	640	(509)	–	(37)	1 734	s.o.
Titres de participation									
	1 092	24	(53)	11	(64)	–	–	1 010	s.o.
	4 537	31	(169)	683	(1 366)	–	(83)	3 633	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	836	(3)	(27)	137	(248)	–	(78)	617	(2)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(494)	47	4	(2)	–	7	(20)	(458)	48
Contrats de change									
	31	(16)	(1)	18	(13)	3	2	24	(15)
Dérivés de crédit									
	(7)	(4)	–	–	9	(1)	2	(1)	(1)
Autres contrats									
	(565)	(41)	32	(27)	81	(54)	83	(491)	33
Ajustements de l'évaluation									
	(69)	2	1	–	17	(2)	–	(51)	–
Autres actifs									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 822 \$	26 \$	(175)\$	917 \$	(1 741)\$	51 \$	(181)\$	3 719 \$	73 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers									
	(415)\$	(19)\$	11 \$	(264)\$	20 \$	(104)\$	136 \$	(635)\$	(17)\$
Entreprises et gouvernements									
	(88)	(2)	5	(32)	34	–	–	(83)	1
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	(6)	–	–	(1)	7	–	–	–	–
Autres passifs									
	(68)	21	3	–	2	–	–	(42)	22
Débentures subordonnées									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(577)\$	– \$	19 \$	(297)\$	63 \$	(104)\$	136 \$	(760)\$	6 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2016								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	16	–	–	8	(20)	–	–	4	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	15	(1)	–	8	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	5	–	–	–	(5)	1	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances	23	(4)	–	18	(28)	–	–	9	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	191	(2)	4	101	(235)	159	(73)	145	–
Titres de participation	123	(40)	(18)	335	(42)	10	(1)	367	(42)
	378	(47)	(14)	470	(352)	170	(80)	525	(42)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	797	–	(22)	93	(155)	–	–	713	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	197	–	(3)	7	(10)	–	–	191	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 757	–	(76)	1 394	(1 417)	21	(15)	1 664	s.o.
Titres de participation	987	29	(63)	49	(109)	–	–	893	s.o.
	3 738	29	(164)	1 543	(1 691)	21	(15)	3 461	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	472	17	(22)	–	(69)	–	(4)	394	22
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(446)	(13)	–	23	(14)	30	(2)	(422)	(15)
Contrats de change	58	(19)	(4)	(19)	(2)	1	(9)	6	(19)
Dérivés de crédit	(1)	1	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(313)	(109)	14	(37)	181	(65)	46	(283)	45
Ajustements de l'évaluation	(47)	–	1	–	6	–	–	(40)	–
Autres actifs	–	–	–	2	–	–	–	2	–
	3 839 \$	(141)\$	(189)\$	1 982 \$	(1 941)\$	157 \$	(64)\$	3 643 \$	(10)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(389)\$	6 \$	5 \$	(139)\$	22 \$	(291)\$	284 \$	(502)\$	(4)\$
Entreprises et gouvernements	(8)	–	–	–	6	–	–	(2)	1
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(47)	(35)	7	(92)	23	–	–	(144)	(30)
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(444)\$	(29)\$	12 \$	(231)\$	51 \$	(291)\$	284 \$	(648)\$	(33)\$

Pour le semestre clos le 30 avril 2015									
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6	–	1	–	(6)	–	–	1	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(2)	(1)	23	(24)	16	(7)	9	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	24	(14)	52	(81)	13	(14)	54	8
Titres non garantis par des créances	364	(2)	44	100	(279)	5	(191)	41	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	–	18	(69)	119	(51)	166	–
Titres de participation	166	(6)	11	13	(48)	44	(5)	175	(6)
	763	14	41	206	(507)	217	(288)	446	1
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	1 389	8	117	–	(786)	–	(46)	682	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE									
	11	–	–	2	(1)	–	–	12	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	1	30	–	–	(25)	30	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	(1)	10	–	(26)	–	–	165	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	108	1 162	(1 109)	37	(37)	1 734	s.o.
Titres de participation	1 028	42	26	27	(106)	–	(7)	1 010	s.o.
	4 207	49	262	1 221	(2 028)	37	(115)	3 633	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	461	(3)	31	459	(253)	–	(78)	617	(2)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(51)	2	9	(9)	(15)	(24)	(458)	(22)
Contrats de change	9	22	3	27	(7)	3	(33)	24	16
Dérivés de crédit	(5)	(14)	(1)	–	18	(1)	2	(1)	(2)
Autres contrats	(502)	(127)	(37)	(34)	154	(140)	195	(491)	29
Ajustements de l'évaluation	(85)	(1)	(1)	–	39	(3)	–	(51)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(111) \$	300 \$	1 888 \$	(2 593) \$	98 \$	(341) \$	3 719 \$	20 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers									
	(497) \$	11 \$	(14) \$	(375) \$	33 \$	(166) \$	373 \$	(635) \$	(2) \$
Entreprises et gouvernements									
	(70)	(4)	1	(78)	50	–	18	(83)	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	(4)	–	–	(11)	15	–	–	–	–
Autres passifs									
	(20)	(22)	(2)	–	2	–	–	(42)	(19)
Débentures subordonnées									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591) \$	(15) \$	(15) \$	(464) \$	100 \$	(166) \$	391 \$	(760) \$	(21) \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits ou pertes latents sur les titres disponibles à la vente de néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016 (pertes de 41 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016; profits de 38 millions pour trimestre clos le 30 avril 2015) et des pertes de 41 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2016 (profits de 8 millions pour le semestre clos le 30 avril 2015) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2016 comprenait des actifs dérivés de 957 millions de dollars (918 millions au 31 janvier 2016; 1 143 millions au 31 octobre 2015; 890 millions au 30 avril 2015) et des passifs dérivés de 1 696 millions de dollars (1 716 millions au 31 janvier 2016; 1 892 millions au 31 octobre 2015; 1 867 millions au 30 avril 2015).

s.o. sans objet

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, les transferts hors du niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 138 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 28 millions de dollars (de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction), contre respectivement 62 millions et 164 millions de dollars au 31 janvier 2016.

Les transferts du niveau 2 au niveau 1 effectués au cours du trimestre clos le 30 avril 2016 comprenaient 75 millions de dollars de créances d'États, de municipalités et d'organismes américains détenues à des fins de transaction ou disponibles à la vente. Il n'y a eu aucun transfert du niveau 2 au niveau 1 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Aux premier et deuxième trimestres de 2016, les transferts d'obligations structurées liées à des titres de participation et d'options sur actions négociées sur le marché hors cote ont découlé de changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur leur juste valeur, tandis que les transferts liés à des obligations de sociétés ont découlé de changements dans l'observabilité des données sur les cours du marché.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 ont porté sur 143 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers (141 millions de dollars au 31 janvier 2016). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, les transferts importants hors du niveau 3 vers le niveau 2 ont porté également sur 51 millions de dollars (actif net) d'options sur actions négociées sur le marché hors cote incluses dans les autres contrats, soit 383 millions d'actifs liés aux dérivés et 332 millions de passifs liés aux dérivés.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, les transferts importants vers le niveau 3 ont porté sur 183 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers et sur 48 millions de dollars (passif net) d'options sur actions négociées sur le marché hors cote incluses dans les autres contrats, soit 99 millions d'actifs liés aux dérivés et 147 millions de passifs liés aux dérivés (108 millions de dollars et 47 millions de dollars (actif net) dont 117 millions d'actifs liés aux dérivés et 70 millions de passifs liés aux dérivés au 31 janvier 2016). Les transferts importants vers le niveau 3 effectués au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016 comprenaient également 140 millions de dollars d'obligations de sociétés inclus dans les titres d'emprunts des sociétés et autres créances.

**Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2016			le 31 janvier 2016			le 30 avril 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 \$	– \$	1 \$	(1)\$	– \$	(1)\$	(1)\$	– \$	(1)\$
Revenus tirés des activités de négociation	35	(92)	(57)	70	(175)	(105)	51	(47)	4
Profit net sur les titres disponibles à la vente	(2)	–	(2)	31	–	31	32	–	32
Commissions de crédit et autres	(35)	(3)	(38)	(1)	2	1	(1)	(8)	(9)
	<b>(1)\$</b>	<b>(95)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>99 \$</b>	<b>(173)\$</b>	<b>(74)\$</b>	<b>81 \$</b>	<b>(55)\$</b>	<b>26 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2016			le 30 avril 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	105	(267)	(162)	356	(518)	(162)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	29	–	29	50	–	50
Commissions de crédit et autres	(36)	(1)	(37)	(2)	(12)	(14)
	<b>98 \$</b>	<b>(268)\$</b>	<b>(170)\$</b>	<b>404 \$</b>	<b>(530)\$</b>	<b>(126)\$</b>

**Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus à la fin des périodes**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2016			le 31 janvier 2016			le 30 avril 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 \$	– \$	1 \$	2 \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	(27)	56	29	64	(108)	(44)	(55)	135	80
Commissions de crédit et autres	(36)	(1)	(37)	–	1	1	(1)	–	(1)
	(62)\$	55 \$	(7)\$	66 \$	(107)\$	(41)\$	(56)\$	135 \$	79 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2016			le 30 avril 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	–	(4)	(4)	123	(122)	1
Commissions de crédit et autres	(39)	–	(39)	(2)	–	(2)
	(39)\$	(4)\$	(43)\$	121 \$	(122)\$	(1)\$

**Variation positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles**

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Au					
	30 avril 2016			31 janvier 2016		
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes						
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4	–	–	11	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	24	3	(3)
Titres adossés à des actifs	9	1	(2)	21	2	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	145	2	(2)	297	4	(4)
Titres de participation	367	–	–	378	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	713	16	(27)	831	13	(36)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	191	11	(15)	215	12	(17)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 664	10	(10)	1 942	12	(11)
Titres de participation	893	74	(19)	997	75	(23)
<b>Prêts</b>	394	5	(19)	451	8	(23)
<b>Dérivés</b>	957	21	(19)	918	14	(13)
<b>Autres actifs</b>	2	–	–	2	–	–
	<b>5 339 \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(113)\$</b>	<b>6 092 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>(133)\$</b>
<b>Dépôts</b>	(504)\$	16 \$	(16)\$	(401)\$	14 \$	(14)\$
<b>Dérivés</b>	(1 696)	40	(56)	(1 716)	31	(49)
<b>Autres</b>						
Titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées	(144)	–	–	(162)	–	–
	<b>(2 344)\$</b>	<b>56 \$</b>	<b>(72)\$</b>	<b>(2 279)\$</b>	<b>45 \$</b>	<b>(63)\$</b>

	Au					
	31 octobre 2015			30 avril 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'entités						
gouvernementales canadiennes						
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	16	1	(1)	1	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires						
	15	1	(1)	9	1	(1)
Titres adossés à des actifs						
	28	2	(3)	95	2	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances						
	191	2	(2)	166	6	(6)
Titres de participation						
	123	–	–	175	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains						
	797	12	(36)	682	12	(30)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE						
	–	–	–	12	–	–
Titres adossés à des actifs						
	197	11	(16)	195	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances						
	1 757	11	(11)	1 734	9	(8)
Titres de participation						
	987	76	(33)	1 010	77	(24)
<b>Prêts</b>	472	8	(23)	617	24	(34)
<b>Dérivés</b>	1 143	16	(10)	890	20	(18)
<b>Autres actifs</b>	–	–	–	–	–	–
	5 731 \$	140 \$	(136)\$	5 586 \$	162 \$	(140)\$
<b>Dépôts</b>	(397)\$	13 \$	(13)\$	(718)\$	17 \$	(17)\$
<b>Dérivés</b>	(1 892)	33	(43)	(1 867)	27	(43)
<b>Autres</b>						
Titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées						
	(47)	–	–	(42)	–	–
	(2 336)\$	46 \$	(56)\$	(2 627)\$	44 \$	(60)\$

## Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente <sup>(1), (2)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2016				31 janvier 2016			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	1 742 \$	5 \$	(1)\$	1 746 \$	2 706 \$	6 \$	(2)\$	2 710 \$
Provinces et municipalités	1 805	12	(4)	1 813	1 774	8	(8)	1 774
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains <sup>(3)</sup>	20 891	77	(74)	20 894	20 563	90	(117)	20 536
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13 184	30	(21)	13 193	12 274	30	(21)	12 283
Titres adossés à des créances hypothécaires	324	3	(3)	324	414	5	(2)	417
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 086	1	(7)	1 080	1 662	8	(12)	1 658
Titres non garantis par des créances	1 057	2	(73)	986	1 216	9	(81)	1 144
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	17 411	73	(62)	17 422	16 628	52	(94)	16 586
Titres de participation	1 449	268	(20)	1 697	1 572	291	(27)	1 836
Titres en substitut de prêt	70	3	–	73	89	–	(1)	88
	<b>59 019 \$</b>	<b>474 \$</b>	<b>(265)\$</b>	<b>59 228 \$</b>	<b>58 898 \$</b>	<b>499 \$</b>	<b>(365)\$</b>	<b>59 032 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2015				30 avril 2015			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	2 541 \$	7 \$	(4)\$	2 544 \$	11 291 \$	449 \$	– \$	11 740 \$
Provinces et municipalités	1 599	8	(7)	1 600	1 028	17	(1)	1 044
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains <sup>(3)</sup>	12 940	14	(106)	12 848	8 271	10	(93)	8 188
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 278	24	(15)	12 287	13 590	38	(2)	13 626
Titres adossés à des créances hypothécaires	315	4	(1)	318	120	4	–	124
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 506	12	(8)	1 510	939	18	(2)	955
Titres non garantis par des créances	1 137	7	(66)	1 078	677	7	(78)	606
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 171	39	(81)	14 129	11 504	69	(15)	11 558
Titres de participation	1 457	314	(15)	1 756	1 345	334	(6)	1 673
Titres en substitut de prêt	95	–	(1)	94	108	–	–	108
	<b>48 039 \$</b>	<b>429 \$</b>	<b>(304)\$</b>	<b>48 164 \$</b>	<b>48 873 \$</b>	<b>946 \$</b>	<b>(197)\$</b>	<b>49 622 \$</b>

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 13 191 millions de dollars au 30 avril 2016 (13 237 millions au 31 janvier 2016; 8 641 millions au 31 octobre 2015; 3 258 millions au 30 avril 2015), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 255 millions de dollars, à néant, à 2 millions et à 253 millions, respectivement, au 30 avril 2016 (317 millions, néant, 2 millions et 315 millions au 31 janvier 2016; 243 millions, néant, 1 million et 242 millions au 31 octobre 2015; 32 millions, néant, néant et 32 millions au 30 avril 2015).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences et adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 30 avril 2016, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 265 millions de dollars (365 millions au 31 janvier 2016; 304 millions au 31 octobre 2015; 197 millions au 30 avril 2015). Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation des titres disponibles à la vente affichant une perte latente au 30 avril 2016.

Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
	Profits réalisés	30 \$	73 \$	60 \$	103 \$
Pertes réalisées	(1)	(1)	–	(2)	(4)
Pertes de valeur	(14)	(20)	(18)	(34)	(31)
	<b>15 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>69 \$</b>

- (1) Les montants suivants portent sur nos activités d'assurance et ils ne sont pas inscrits au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 30 avril 2016, comme suit : profits réalisés de 3 millions de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016; néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015); pertes de valeur liées à nos activités d'assurance de néant (4 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016; néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015); pour le semestre clos le 30 avril 2016 : profits réalisés de 6 millions de dollars (1 million pour le semestre clos le 30 avril 2015) et pertes de valeur de 4 millions de dollars (1 million pour le semestre clos le 30 avril 2015); il n'y a eu aucune perte réalisée pour les trimestres et les semestres clos le 30 avril 2016 et le 30 avril 2015 en ce qui a trait à nos activités d'assurance.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, des profits nets de 15 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (52 millions pour le trimestre précédent). Les résultats du trimestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 29 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits réalisés à la vente relatifs à certains titres de participation. Les profits nets tiennent également compte des pertes de valeur de 14 millions principalement liées à des titres de participation.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2016, des profits net de 67 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (69 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent). Les résultats du semestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 101 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits réalisés à la vente relatifs à certains titres de participation et à certaines créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets tiennent également compte des pertes de valeur de 34 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres en substitut de prêt.

### Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 30 avril 2016.

## Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

### Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	266 \$	9 \$	(11)\$	3 \$	(6)\$	(19)\$	242 \$
Prêts aux particuliers	548	112	(144)	28	(3)	(7)	534
Prêts sur cartes de crédit	386	116	(146)	31	–	(1)	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(8)	2	–	–	67
	<b>1 264</b>	<b>246</b>	<b>(309)</b>	<b>64</b>	<b>(9)</b>	<b>(27)</b>	<b>1 229</b>
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	901	212	(36)	13	(11)	(43)	1 036
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	<b>903</b>	<b>212</b>	<b>(36)</b>	<b>13</b>	<b>(11)</b>	<b>(43)</b>	<b>1 038</b>
Prêts dépréciés acquis	2	2	–	–	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 169	460	(345)	77	(20)	(70)	2 271
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>77 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(70)\$</b>	<b>2 362 \$</b>
Évalués individuellement	340 \$	136 \$	(14)\$	9 \$	(7)\$	(34)\$	430 \$
Évalués collectivement	1 920	324	(331)	68	(13)	(36)	1 932
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>77 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(70)\$</b>	<b>2 362 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	28 \$	(10)\$	– \$	(6)\$	12 \$	266 \$
Prêts aux particuliers	530	118	(130)	26	(3)	7	548
Prêts sur cartes de crédit	386	104	(132)	28	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	64	8	(10)	3	(1)	–	64
	<b>1 222</b>	<b>258</b>	<b>(282)</b>	<b>57</b>	<b>(10)</b>	<b>19</b>	<b>1 264</b>
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	805	150	(65)	6	(10)	15	901
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	<b>807</b>	<b>150</b>	<b>(65)</b>	<b>6</b>	<b>(10)</b>	<b>15</b>	<b>903</b>
Prêts dépréciés acquis	–	2	–	–	–	–	2
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	410	(347)	63	(20)	34	2 169
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>(347)\$</b>	<b>63 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>34 \$</b>	<b>2 260 \$</b>
Évalués individuellement	252 \$	122 \$	(43)\$	4 \$	(9)\$	14 \$	340 \$
Évalués collectivement	1 868	288	(304)	59	(11)	20	1 920
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>(347)\$</b>	<b>63 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>34 \$</b>	<b>2 260 \$</b>

**Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)**

Pour le trimestre clos le 30 avril 2015

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	248 \$	9 \$	(15)\$	2 \$	(6)\$	(5)\$	233 \$
Prêts aux particuliers	553	103	(127)	25	(5)	(7)	542
Prêts sur cartes de crédit	386	95	(125)	30	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	9	(10)	2	–	–	66
	1 252	216	(277)	59	(11)	(12)	1 227
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	803	66	(46)	11	(9)	(17)	808
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	805	66	(46)	11	(9)	(17)	810
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>2 057</b>	<b>282</b>	<b>(323)</b>	<b>70</b>	<b>(20)</b>	<b>(29)</b>	<b>2 037</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 148 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>(323)\$</b>	<b>70 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(29)\$</b>	<b>2 128 \$</b>
Évalués individuellement	241 \$	42 \$	(28)\$	7 \$	(6)\$	(11)\$	245 \$
Évalués collectivement	1 907	240	(295)	63	(14)	(18)	1 883
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 148 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>(323)\$</b>	<b>70 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(29)\$</b>	<b>2 128 \$</b>

**Provision pour pertes sur créances**

Pour le semestre clos le 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	37 \$	(21)\$	3 \$	(12)\$	(7)\$	242 \$
Prêts aux particuliers	530	230	(274)	54	(6)	–	534
Prêts sur cartes de crédit	386	220	(278)	59	–	(1)	386
Prêts aux petites entreprises	64	17	(18)	5	(1)	–	67
	1 222	504	(591)	121	(19)	(8)	1 229
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	805	362	(101)	19	(21)	(28)	1 036
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	807	362	(101)	19	(21)	(28)	1 038
Prêts dépréciés acquis	–	4	–	–	–	–	4
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>2 029</b>	<b>870</b>	<b>(692)</b>	<b>140</b>	<b>(40)</b>	<b>(36)</b>	<b>2 271</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>(692)\$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(40)\$</b>	<b>(36)\$</b>	<b>2 362 \$</b>
Évalués individuellement	252 \$	258 \$	(57)\$	13 \$	(16)\$	(20)\$	430 \$
Évalués collectivement	1 868	612	(635)	127	(24)	(16)	1 932
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>(692)\$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(40)\$</b>	<b>(36)\$</b>	<b>2 362 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	22 \$	(35)\$	3 \$	(12)\$	15 \$	233 \$
Prêts aux particuliers	535	196	(241)	50	(7)	9	542
Prêts sur cartes de crédit	385	189	(247)	58	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	64	18	(21)	5	–	–	66
	1 224	425	(544)	116	(19)	25	1 227
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	768	128	(94)	18	(18)	6	808
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	127	(94)	19	(18)	6	810
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 994</b>	<b>552</b>	<b>(638)</b>	<b>135</b>	<b>(37)</b>	<b>31</b>	<b>2 037</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 085 \$</b>	<b>552 \$</b>	<b>(638)\$</b>	<b>135 \$</b>	<b>(37)\$</b>	<b>31 \$</b>	<b>2 128 \$</b>
Évalués individuellement	214 \$	77 \$	(55)\$	11 \$	(12)\$	10 \$	245 \$
Évalués collectivement	1 871	475	(583)	124	(25)	21	1 883
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 085 \$</b>	<b>552 \$</b>	<b>(638)\$</b>	<b>135 \$</b>	<b>(37)\$</b>	<b>31 \$</b>	<b>2 128 \$</b>

- (1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.  
(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

### Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2016				31 janvier 2016			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 102 \$	1 382 \$	353 \$	4 837 \$	3 525 \$	1 441 \$	346 \$	5 312 \$
Prêts de gros	1 117	219	2	1 338	1 215	389	2	1 606
	4 219 \$	1 601 \$	355 \$	6 175 \$	4 740 \$	1 830 \$	348 \$	6 918 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2015				30 avril 2015			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 054 \$	1 298 \$	314 \$	4 666 \$	2 937 \$	1 320 \$	309 \$	4 566 \$
Prêts de gros	417	184	–	601	413	214	–	627
	3 471 \$	1 482 \$	314 \$	5 267 \$	3 350 \$	1 534 \$	309 \$	5 193 \$

### Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
Prêts de détail (2)	– \$	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros (2)				
Prêts aux entreprises	1 861	1 184	991	766
Prêts aux banques (3)	2	2	2	2
Prêts dépréciés acquis (4)	531	636	–	–
<b>Total</b>	<b>2 394 \$</b>	<b>1 822 \$</b>	<b>993 \$</b>	<b>768 \$</b>

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux a été de 2,1 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2016 (1,4 milliard pour le trimestre clos le 31 janvier 2016; 1,0 milliard pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 757 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015).

(2) Exclusion faite des PDA.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) Les PDA découlent de l'acquisition de City National.

### Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la FDIC dont les soldes de capital dus correspondaient respectivement à 27 millions, à 73 millions et à 642 millions de dollars, et dont les justes valeurs respectives étaient de 22 millions, de 62 millions et de 596 millions de dollars au 2 novembre 2015 (date d'acquisition).

**Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)**

Le tableau suivant présente le détail de nos PDA :

	Au	
	30 avril 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens)		
<b>City National</b>		
Solde de capital dû (1)	570 \$	690 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(58)	(74)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	19	20
Valeur comptable	531	636
Provision évaluée individuellement	(3)	(2)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe (2)	528 \$	634 \$

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

(2) La valeur comptable ne tient pas compte de l'incidence de l'accord de partage de pertes conclu avec la FDIC.

**Prêts assurés par la FDIC**

Au 30 avril 2016, le solde des prêts assurés par la FDIC s'établissait à 480 millions des dollars et était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé (576 millions au 31 janvier 2016). Au 30 avril 2016, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de 19 millions et de 23 millions de dollars (25 millions et 26 millions au 31 janvier 2016).

**Note 6 Acquisition et cessions importantes****Acquisition***Gestion de patrimoine*

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National. Les activités de City National permettront notre expansion en vue de la réalisation d'une croissance à long terme aux États-Unis. L'acquisition de 100 % des participations avec droit de vote nous donne l'occasion d'améliorer et de compléter nos activités existantes aux États-Unis conformément à nos objectifs stratégiques.

La contrepartie totale de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) à la date de la clôture comprend 2,6 milliards de dollars US en espèces, 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC émises au prix de 57,16 \$ US l'action, 275 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang (série C-1 et série C-2), d'une juste valeur de 290 millions de dollars US, ainsi qu'une somme de rémunération fondée sur des actions de 156 millions de dollars US, compte tenu de la conversion de 3,8 millions d'options sur actions d'une juste valeur de 112 millions de dollars US selon le modèle de Black et Scholes.

Selon la ventilation du prix d'acquisition, 47,8 milliards de dollars ont été attribués aux actifs, et 44,9 milliards de dollars ont été attribués aux passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 2,3 milliards de dollars reflète les synergies attendues du regroupement des établissements de Gestion de patrimoine – États-Unis, la croissance attendue de la plateforme, ainsi que le potentiel de ventes croisées entre les secteurs. On ne s'attend pas à ce que le goodwill soit déductible fiscalement. Le tableau suivant présente la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie de l'acquisition	7 138 \$
Juste valeur des actifs acquis identifiables	
Trésorerie et montant à recevoir de banques	499 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	2 779
Valeurs mobilières	
Titres détenus à des fins de transaction	321
Titres disponibles à la vente	7 414
Titres détenus jusqu'à leur échéance	4 723
Prêts (1)	
Prêts de détail	9 595
Prêts de gros	20 553
Autres actifs	1 957
Juste valeur totale des actifs identifiables acquis	47 841 \$
Juste valeur des passifs identifiables repris	
Dépôts	
Particuliers	10 481 \$
Entreprises et gouvernements	31 592
Banques	169
Autres passifs	2 687
Juste valeur totale des passifs identifiables repris	44 929 \$
Juste valeur des actifs nets acquis identifiables	2 912 \$
Immobilisations incorporelles (2)	1 880
Goodwill	2 346
Contrepartie totale de l'acquisition	7 138 \$

(1) La juste valeur des prêts reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues à l'avenir, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt actuels du marché. Le montant contractuel brut à recevoir se chiffrait à 30,1 milliards de dollars.

(2) Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les dépôts de base et les relations-clients qui sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimée de 10 ans.

Les estimations de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris peuvent être ajustées de manière rétrospective pour tenir compte des informations nouvelles obtenues durant la période d'évaluation à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date de l'acquisition.

Depuis la date de son acquisition, City National a fait augmenter notre revenu consolidé et notre bénéfice net consolidé de 937 millions de dollars et de 119 millions de dollars, respectivement. Tous les résultats d'exploitation sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine, et le goodwill est attribué à l'unité génératrice de trésorerie Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), appelée auparavant Gestion de patrimoine – États-Unis.

## Cessions

### *Services aux investisseurs et de trésorerie*

Le 11 mars 2016, nous avons conclu une entente visant la vente de RBC Investor Services España S.A.U. et de sa filiale en propriété exclusive à Banco Inversis S.A. La conclusion de la transaction devrait avoir lieu avant la fin de l'année et est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres Actifs et Autres passifs.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs et de passifs incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016
<b>Actif</b>	
Trésorerie et dépôts auprès de banques	783 \$
Autres actifs	195
<b>Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs</b>	<b>978 \$</b>
<b>Passif</b>	
Dépôts	812 \$
Autres passifs	110
<b>Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs</b>	<b>922 \$</b>

### *Assurances*

Le 21 janvier 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, y compris le traitement des demandes de règlement, la souscription et le développement de produits, à Aviva Canada Inc. Nous avons aussi signé une entente de distribution exclusive de 15 ans en vue de commercialiser et de vendre une gamme complète de produits d'assurance dommages à nos clients existants et à de nouveaux clients. La conclusion de la transaction est attendue au troisième trimestre, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres classées comme détenues en vue de la vente et incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016
<b>Actif</b>	
Valeurs mobilières	1 277 \$
Autres actifs	400
<b>Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs</b>	<b>1 677 \$</b>
<b>Passif</b>	
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	984 \$
Autres passifs	428
<b>Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs</b>	<b>1 412 \$</b>
<b>Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé</b>	<b>3 \$</b>

### *Gestion de patrimoine*

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une entente définitive visant la vente de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La conclusion de la transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres incluses dans le groupe destiné à être cédé ne sont pas significatives.

## Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2016				31 janvier 2016			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	128 556 \$	39 663 \$	75 663 \$	243 882 \$	135 875 \$	28 414 \$	74 901 \$	239 190 \$
Entreprises et gouvernements	198 801	8 628	272 392	479 821	201 127	16 385	292 719	510 231
Banques	7 500	30	10 221	17 751	8 344	25	11 778	20 147
	<b>334 857 \$</b>	<b>48 321 \$</b>	<b>358 276 \$</b>	<b>741 454 \$</b>	<b>345 346 \$</b>	<b>44 824 \$</b>	<b>379 398 \$</b>	<b>769 568 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	73 570 \$	4 163 \$	– \$	77 733 \$	71 789 \$	3 839 \$	– \$	75 628 \$
États-Unis	29 230	61	–	29 291	28 521	43	–	28 564
Europe (5)	1 607	–	–	1 607	1 569	–	–	1 569
Autres pays	6 526	5	–	6 531	7 272	6	–	7 278
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	187 450	14 344	278 675	480 469	194 530	14 250	280 016	488 796
États-Unis	1 293	25 342	53 182	79 817	4 576	22 103	72 056	98 735
Europe (5)	31 858	709	15 865	48 432	33 475	655	17 512	51 642
Autres pays	3 323	3 697	10 554	17 574	3 614	3 928	9 814	17 356
	<b>334 857 \$</b>	<b>48 321 \$</b>	<b>358 276 \$</b>	<b>741 454 \$</b>	<b>345 346 \$</b>	<b>44 824 \$</b>	<b>379 398 \$</b>	<b>769 568 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2015				30 avril 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	128 101 \$	19 758 \$	72 707 \$	220 566 \$	122 535 \$	18 825 \$	74 543 \$	215 903 \$
Entreprises et gouvernements	175 931	6 854	272 793	455 578	166 152	5 177	243 982	415 311
Banques	7 711	23	13 349	21 083	6 138	22	14 177	20 337
	<b>311 743 \$</b>	<b>26 635 \$</b>	<b>358 849 \$</b>	<b>697 227 \$</b>	<b>294 825 \$</b>	<b>24 024 \$</b>	<b>332 702 \$</b>	<b>651 551 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	70 286 \$	3 754 \$	– \$	74 040 \$	64 869 \$	3 793 \$	– \$	68 662 \$
États-Unis	1 158	31	–	1 189	776	49	–	825
Europe (5)	1 172	–	–	1 172	3 435	1	–	3 436
Autres pays	6 706	6	–	6 712	5 938	450	–	6 388
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	192 736	13 529	269 395	475 660	183 414	12 204	255 033	450 651
États-Unis	4 177	4 966	67 710	76 853	3 561	3 199	56 536	63 296
Europe (5)	31 554	606	12 270	44 430	29 581	507	12 485	42 573
Autres pays	3 954	3 743	9 474	17 171	3 251	3 821	8 648	15 720
	<b>311 743 \$</b>	<b>26 635 \$</b>	<b>358 849 \$</b>	<b>697 227 \$</b>	<b>294 825 \$</b>	<b>24 024 \$</b>	<b>332 702 \$</b>	<b>651 551 \$</b>

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 30 avril 2016, le solde des dépôts à terme comprenait aussi 187 milliards de dollars de billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme (187 milliards au 31 janvier 2016; 182 milliards au 31 octobre 2015; 159 milliards au 30 avril 2015).
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2016, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 259 milliards de dollars, 15 milliards, 38 milliards et 30 milliards, respectivement (295 milliards, 17 milliards, 36 milliards et 29 milliards au 31 janvier 2016; 235 milliards, 13 milliards, 32 milliards et 28 milliards au 31 octobre 2015; 209 milliards, 12 milliards, 24 milliards et 25 milliards au 30 avril 2015).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
<b>Moins de 1 an :</b>				
moins de 3 mois	79 097 \$	88 937 \$	78 735 \$	66 298 \$
de 3 à 6 mois	40 953	52 817	49 900	32 203
de 6 à 12 mois	65 924	69 101	61 096	67 303
De 1 à 2 ans	37 132	38 277	43 674	53 508
De 2 à 3 ans	46 405	42 652	39 809	30 541
De 3 à 4 ans	27 730	24 393	26 792	29 696
De 4 à 5 ans	34 506	35 401	30 184	27 516
Plus de 5 ans	26 529	27 820	28 659	25 637
	<b>358 276 \$</b>	<b>379 398 \$</b>	<b>358 849 \$</b>	<b>332 702 \$</b>
<b>Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus</b>	<b>324 000 \$</b>	<b>345 000 \$</b>	<b>331 000 \$</b>	<b>300 000 \$</b>

**Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015
Coûts des services rendus	78 \$	78 \$	86 \$	9 \$	9 \$	8 \$
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	–	(1)	8	18	18	19
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	–	4	4	6
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	81 \$	80 \$	97 \$	31 \$	31 \$	33 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	35	52	37	–	–	–
	116 \$	132 \$	134 \$	31 \$	31 \$	33 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
Coûts des services rendus	156 \$	173 \$	18 \$	17 \$
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	(1)	16	36	37
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	8	7
Frais administratifs	6	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	161 \$	195 \$	62 \$	61 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	87	82	–	–
	248 \$	277 \$	62 \$	61 \$

**Réévaluations des régimes d'avantages du personnel <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015
(Gains) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses financières	383 \$	358 \$	(571)\$	24 \$	61 \$	(79)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	–	(5)	(1)	(4)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(96)	188	94	(1)	–	–
	287 \$	546 \$	(477)\$	18 \$	60 \$	(83)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos les			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	741 \$	626 \$	85 \$	75 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	2	(6)	(8)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	92	(592)	(1)	–
	833 \$	36 \$	78 \$	67 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

## Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

### Débetures subordonnées

Le 27 janvier 2016, nous avons émis 1,5 milliard de dollars US (2,1 milliards de dollars) de débetures subordonnées portant intérêt au taux fixe de 4,65 % par année jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2026. Ces débetures sont assorties des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) nécessaires pour qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 20 janvier 2016, nous avons émis 1,5 milliard de dollars de débetures subordonnées portant intérêt au taux fixe de 3,31 % par année jusqu'au 20 janvier 2021 et au taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 2,35 %, par la suite, jusqu'à leur échéance le 20 janvier 2026. Ces débetures sont assorties des clauses relatives aux FPUNV nécessaires pour qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 2 novembre 2015, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 3,18 % échéant le 2 novembre 2020 en circulation, dont la valeur s'élevait à 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

### Actions privilégiées

Le 7 mars 2016, nous avons émis 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BM (les actions de série BM), pour un produit total brut de 750 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, le 24 août 2021, les actions de série BM donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si ceux-ci sont déclarés, au taux annuel de 5,5 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,8 %. Les porteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BN, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 4,8 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BM en tout ou en partie au prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite. Les actions de série BM sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, nécessaires afin qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 24 février 2016, nous avons racheté contre espèces 3 717 969 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur une action privilégiée perpétuelle de premier rang à dividende non cumulatif, série C-1 (les actions privilégiées de série C-1), et 3 184 562 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur une action privilégiée perpétuelle de premier rang à dividende non cumulatif à taux variable différé, série C-2 (les actions privilégiées de série C-2), pour une contrepartie totale, y compris les dividendes cumulés, de 193 millions de dollars US. Les actions privilégiées de série C-1 et C-2 ainsi rachetées ont été annulées par la suite. Dans le cadre de l'acquisition de City National le 2 novembre 2015, nous avons émis 175 000 actions privilégiées de série C-1 et 100 000 actions privilégiées de série C-2 d'une valeur totale de 290 millions de dollars US (380 millions de dollars), à l'annulation de la totalité des actions privilégiées en circulation de City National. Les actions privilégiées de série C-1 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 5,5 % par année et peuvent être rachetées, à notre gré, en tout ou en partie, au prix de 1 000 \$ US l'action à toute date de versement des dividendes à compter du 13 novembre 2017. Les actions privilégiées de série C-2 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 6,75 % par année pendant la période initiale de huit ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, soit le 7 novembre 2023. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche de manière à correspondre au LIBOR à trois mois majoré de 4,052 %. Nous pouvons racheter les actions privilégiées de série C-2 en tout ou en partie au prix de 1 000 \$ US l'action à toute date de versement de dividende à compter de la date de rachat la plus proche. Les actions privilégiées de série C-1 et de série C-2 ne sont pas admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 16 décembre 2015, nous avons émis 27 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK (les actions de série BK) et, le 31 décembre 2015, nous avons émis un nombre supplémentaire de 2 millions d'actions de série BK, à la suite de l'exercice intégral de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour un produit brut total de 725 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, soit le 24 mai 2021, les actions de série BK donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux annuel de 5,5 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 4,53 %. Les porteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BL, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 4,53 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BK en tout ou en partie au prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite. Les actions de série BK sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, nécessaires afin qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

### Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, Fiducie de capital RBC, une fiducie d'investissement à capital fixe établie par RBC, a racheté tous les titres de fiducie de capital de série 2015 émis et en circulation, totalisant un capital de 1,2 milliard de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 1 000 \$ le titre.

**Actions ordinaires émises** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2016		le 31 janvier 2016		le 30 avril 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	1 588	109 \$	1 589	86 \$	510	25 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115	–	–
	<b>1 588</b>	<b>109 \$</b>	<b>43 208</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>510</b>	<b>25 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2016		le 30 avril 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	3 177	195 \$	869	45 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	41 619	3 115	–	–
	<b>44 796</b>	<b>3 310 \$</b>	<b>869</b>	<b>45 \$</b>

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des semestres clos les 30 avril 2016 et 30 avril 2015, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

**Note 10 Bénéfice par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2016	le 31 janvier 2016	le 30 avril 2015	le 30 avril 2016	le 30 avril 2015
<b>Bénéfice de base par action</b>					
Bénéfice net	2 573 \$	2 447 \$	2 502 \$	5 020 \$	4 958 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(74)	(60)	(47)	(134)	(87)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(13)	(21)	(29)	(34)	(51)
Bénéfice net disponibles pour les actionnaires ordinaires	2 486	2 366	2 426	4 852	4 820
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 487 346	1 486 560	1 442 078	1 486 871	1 442 339
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,67 \$	1,59 \$	1,68 \$	3,26 \$	3,34 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 486 \$	2 366 \$	2 426 \$	4 852 \$	4 820 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	4	3	7	7
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 489	2 370	2 429	4 859	4 827
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 487 346	1 486 560	1 442 078	1 486 871	1 442 339
Options sur actions <sup>(1)</sup>	3 133	3 384	2 470	3 264	2 654
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	732	718	–	725	–
Actions échangeables <sup>(2)</sup>	4 398	4 373	4 103	4 385	4 044
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 495 609	1 495 035	1 448 651	1 495 245	1 449 037
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,66 \$	1,58 \$	1,68 \$	3,25 \$	3,33 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2016, un nombre moyen d'options en cours de 2 730 358 ayant un prix d'exercice moyen de 75,13 \$ a été exclu du bénéfice dilué par action (un nombre moyen d'options en cours de 2 096 192 au 31 janvier 2016; un nombre moyen d'options en cours de 800 522 au 30 avril 2015). Pour le semestre clos le 30 avril 2016, un nombre moyen d'options en cours de 2 409 791 ayant un prix d'exercice moyen de 75,23 \$ a été exclu du bénéfice dilué par action (un nombre moyen d'options en cours de 606 660 au 30 avril 2015).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

**Note 11 Litiges**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

**Note 11 Litiges** (suite)

Nos procédures judiciaires importantes comprennent toutes les affaires présentées à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015, mises à jour ci-dessous :

*Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR*

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées par le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) sur les fonds en dollars américains. Ces enquêtes sont surtout liées à des allégations de collusion parmi les banques qui faisaient partie du groupe devant effectuer les soumissions pour certains taux LIBOR. Étant donné que la Banque Royale du Canada est membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR sur les fonds en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes.

En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR sur les fonds en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal du district des États-Unis du district sud de New York (le tribunal du district). Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la *Commodity Exchange Act* des États-Unis et la loi de l'État. Le tribunal du district a rendu des décisions détaillées sur diverses requêtes relatives aux recours regroupés. D'après les décisions que le tribunal du district a rendues jusqu'à présent, certaines réclamations contre la Banque Royale du Canada ont été rejetées. Cependant, ces décisions peuvent faire l'objet d'un appel, et les recours rejetés peuvent être de nouveau déposés selon les décisions rendues en appel. Le 23 mai 2016, le tribunal du *Second Circuit* a émis une opinion qui annule le rejet, de la part du tribunal du district, des demandes concernant les lois antitrust et a réclamé de nouvelles procédures sur la question relative à ces lois.

Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de ces enquêtes et procédures ou le moment auquel elles seront réglées.

*Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited*

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de contester l'accusation devant le tribunal français. Le procès, qui avait été suspendu le 6 janvier 2016, devrait reprendre le 22 septembre 2016.

*Enquête sur les Panama Papers*

Par suite de la publication, dans les médias, du contenu de fichiers provenant du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca & Co. concernant des entités ad-hoc associées à ce cabinet, les autorités réglementaires, fiscales et policières font enquête. Les enquêtes portent, entre autres, sur l'utilisation potentielle de ces entités par des tierces parties dans le but d'échapper au fisc et aux obligations d'information. La Banque royale du Canada a reçu des demandes d'information et de documents de la part de certaines autorités et y répond actuellement.

**Note 12 Résultats par secteur d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 527 \$	466 \$	– \$	190 \$	993 \$	(151)\$	4 025 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 107	1 714	1 351	350	997	(18)	5 501
Total des revenus	3 634	2 180	1 351	540	1 990	(169)	9 526
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	279	7	–	–	123	51	460
Frais autres que d'intérêt	–	–	988	–	–	–	988
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 614	1 670	157	352	1 080	14	4 887
Charge (économie) d'impôt	1 741	503	206	188	787	(234)	3 191
Bénéfice net	444	117	29	49	204	(225)	618
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 297 \$</b>	<b>386 \$</b>	<b>177 \$</b>	<b>139 \$</b>	<b>583 \$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>2 573 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	101 \$	5 \$	13 \$	4 \$	160 \$	365 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total de l'actif</b>	<b>401 491 \$</b>	<b>80 376 \$</b>	<b>14 773 \$</b>	<b>147 994 \$</b>	<b>479 780 \$</b>	<b>25 943 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>401 495 \$</b>	<b>80 389 \$</b>	<b>14 803 \$</b>	<b>147 927 \$</b>	<b>480 014 \$</b>	<b>(42 397)\$</b>	<b>1 082 231 \$</b>

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 572 \$	469 \$	– \$	226 \$	1 062 \$	(133)\$	4 196 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 111	1 618	1 159	324	918	33	5 163
<b>Total des revenus</b>	<b>3 683</b>	<b>2 087</b>	<b>1 159</b>	<b>550</b>	<b>1 980</b>	<b>(100)</b>	<b>9 359</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	5	–	–	120	1	410
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	829	–	–	–	829
Frais autres que d'intérêt	1 676	1 678	160	361	1 075	10	4 960
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 723	404	170	189	785	(111)	3 160
Charge (économie) d'impôt	433	101	39	46	215	(121)	713
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 290 \$</b>	<b>303 \$</b>	<b>131 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>570 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 447 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	106 \$	4 \$	13 \$	7 \$	174 \$	386 \$
Provisions pour restructuration	–	8	–	–	–	–	8
<b>Total de l'actif</b>	<b>401 718 \$</b>	<b>82 680 \$</b>	<b>14 423 \$</b>	<b>148 867 \$</b>	<b>526 650 \$</b>	<b>26 014 \$</b>	<b>1 200 352 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>401 769 \$</b>	<b>82 702 \$</b>	<b>14 448 \$</b>	<b>148 824 \$</b>	<b>526 523 \$</b>	<b>(43 802)\$</b>	<b>1 130 464 \$</b>

Pour le trimestre clos le 30 avril 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 399 \$	122 \$	– \$	198 \$	940 \$	(102)\$	3 557 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 626	806	330	1 307	131	5 273
<b>Total des revenus</b>	<b>3 472</b>	<b>1 748</b>	<b>806</b>	<b>528</b>	<b>2 247</b>	<b>29</b>	<b>8 830</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	235	32	–	–	15	–	282
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	493	–	–	–	493
Frais autres que d'intérêt	1 618	1 340	156	312	1 280	30	4 736
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 619	376	157	216	952	(1)	3 319
Charge (économie) d'impôt	419	105	34	57	327	(125)	817
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 200 \$</b>	<b>271 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>159 \$</b>	<b>625 \$</b>	<b>124 \$</b>	<b>2 502 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	87 \$	39 \$	4 \$	13 \$	7 \$	162 \$	312 \$
Provisions pour restructuration	–	20	–	–	–	–	20
<b>Total de l'actif</b>	<b>383 278 \$</b>	<b>28 835 \$</b>	<b>13 753 \$</b>	<b>119 198 \$</b>	<b>465 304 \$</b>	<b>21 804 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>383 266 \$</b>	<b>28 825 \$</b>	<b>13 757 \$</b>	<b>119 126 \$</b>	<b>465 280 \$</b>	<b>(36 329)\$</b>	<b>973 925 \$</b>

**Note 12 Résultats par secteur d'exploitation** (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	5 099 \$	935 \$	– \$	416 \$	2 055 \$	(284)\$	8 221 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 218	3 332	2 510	674	1 915	15	10 664
Total des revenus	7 317	4 267	2 510	1 090	3 970	(269)	18 885
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	563	12	–	–	243	52	870
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 817	–	–	–	1 817
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 290	3 348	317	713	2 155	24	9 847
Charge (économie) d'impôt	3 464	907	376	377	1 572	(345)	6 351
<b>Bénéfice net</b>	<b>877</b>	<b>218</b>	<b>68</b>	<b>95</b>	<b>419</b>	<b>(346)</b>	<b>1 331</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>689 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>1 153 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	164 \$	207 \$	9 \$	26 \$	11 \$	334 \$	751 \$
Provisions pour restructuration	–	8	–	–	–	–	8
<b>Total de l'actif</b>	<b>401 491 \$</b>	<b>80 376 \$</b>	<b>14 773 \$</b>	<b>147 994 \$</b>	<b>479 780 \$</b>	<b>25 943 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>401 495 \$</b>	<b>80 389 \$</b>	<b>14 803 \$</b>	<b>147 927 \$</b>	<b>480 014 \$</b>	<b>(42 397)\$</b>	<b>1 082 231 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2015						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	4 892 \$	246 \$	– \$	394 \$	1 856 \$	(200)\$	7 188 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 146	3 168	2 698	640	2 424	210	11 286
Total des revenus	7 038	3 414	2 698	1 034	4 280	10	18 474
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	487	45	–	(1)	20	1	552
Frais autres que d'intérêt	–	–	2 015	–	–	–	2 015
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 246	2 673	302	628	2 437	70	9 356
Charge (économie) d'impôt	3 305	696	381	407	1 823	(61)	6 551
<b>Bénéfice net</b>	<b>850</b>	<b>195</b>	<b>73</b>	<b>106</b>	<b>604</b>	<b>(235)</b>	<b>1 593</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 455 \$</b>	<b>501 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>301 \$</b>	<b>1 219 \$</b>	<b>174 \$</b>	<b>4 958 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	173 \$	77 \$	8 \$	27 \$	15 \$	313 \$	613 \$
Provisions pour restructuration	–	57	–	–	–	–	57
<b>Total de l'actif</b>	<b>383 278 \$</b>	<b>28 835 \$</b>	<b>13 753 \$</b>	<b>119 198 \$</b>	<b>465 304 \$</b>	<b>21 804 \$</b>	<b>1 032 172 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>383 266 \$</b>	<b>28 825 \$</b>	<b>13 757 \$</b>	<b>119 126 \$</b>	<b>465 280 \$</b>	<b>(36 329)\$</b>	<b>973 925 \$</b>

(1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

**Note 13 Gestion du capital****Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. Au deuxième trimestre de 2016, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au			
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2015
<b>Capital <sup>(1)</sup></b>				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	44 717 \$	45 672 \$	43 715 \$	39 608 \$
Capital de première catégorie	51 807	51 992	50 541	45 989
Capital total	61 312	61 752	58 004	53 932
<b>Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital <sup>(1), (2)</sup></b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	434 797	459 929	411 756	396 874
Ratio du capital de première catégorie	436 063	461 286	412 941	398 014
Ratio du capital total	437 148	462 449	413 957	398 992
<b>Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du capital total <sup>(1)</sup></b>				
Risque de crédit	352 819	372 125	323 870	306 831
Risque de marché	30 311	37 232	39 786	42 915
Risque opérationnel	54 018	53 092	50 301	49 246
	437 148 \$	462 449 \$	413 957 \$	398 992 \$
<b>Ratios de capital, ratios de levier et coefficients <sup>(1)</sup></b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,3 %	9,9 %	10,6 %	10,0 %
Ratio du capital de première catégorie	11,9 %	11,3 %	12,2 %	11,6 %
Ratio du capital total	14,0 %	13,4 %	14,0 %	13,5 %
Ratio de levier	4,2 %	4,0 %	4,3 %	4,0 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 228,3 \$	1 288,5 \$	1 170,2 \$	1 137,8 \$

- (1) Le capital, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

**Note 14 Événements postérieurs à la date du bilan**

Après le 30 avril 2016, la ville de Fort McMurray, en Alberta, a été frappée par de graves incendies qui ont causé des pertes considérables aux résidences, collectivités et entreprises de nos clients. Selon les premières estimations des dommages, nous ne nous attendons pas à ce que ces incendies aient une incidence financière importante sur nous, notamment sur nos provisions pour pertes sur créances ou nos obligations liées aux sinistres et aux indemnités d'assurance.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis) ou  
514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :  
Computershare Trust Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis) ou  
514-982-7555 (appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(au Canada et aux États-Unis) ou  
416-263-9394 (appels internationaux)  
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :  
Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
North Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2W7  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de visiter le site Web suivant : rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2016

Premier trimestre	24 février
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

### Dates de paiement des dividendes pour 2016

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BJ	22 janvier 21 avril 22 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BK	21 avril 22 juillet 24 octobre	25 avril 26 juillet 26 octobre	24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BM	22 juillet 24 octobre	26 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	3 février 29 avril 3 août 2 novembre	5 février 3 mai 5 août 4 novembre	16 février 13 mai 15 août 14 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	27 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	29 janvier 29 avril 29 juillet 28 octobre	8 février 9 mai 8 août 7 novembre

### Gouvernance

Un sommaire des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE est présenté sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, Fiducie de capital RBC et RBC Assurances, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.